

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

PRATIQUES COMMUNICATIONNELLES DU GOUVERNEMENT  
CONSERVATEUR CANADIEN SUR LES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX  
LIÉS AU PROJET KEYSTONE XL AUX ÉTATS-UNIS

MÉMOIRE  
PRÉSENTÉ  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAÎTRISE EN COMMUNICATION

PAR  
MARTIN CHARTRAND

NOVEMBRE 2014

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES TABLEAUX . . . . .	v
LISTE DES FIGURES . . . . .	x
RÉSUMÉ . . . . .	xi
INTRODUCTION . . . . .	1
CHAPITRE I	
PROBLÉMATIQUE . . . . .	4
1.1 Le Parti conservateur au pouvoir et ses orientations néolibérales (2006-2013)	4
1.1.1 Le néolibéralisme . . . . .	11
1.1.2 Le « nouveau » modèle de développement extractiviste . . . . .	13
1.1.3 Le projet d'oléoduc Keystone XL . . . . .	16
1.2 Les communications du gouvernement conservateur . . . . .	19
1.3 Question de recherche . . . . .	23
CHAPITRE II	
CADRE THÉORIQUE . . . . .	24
2.1 La propagande . . . . .	24
2.1.1 Quelques techniques discursives courantes de la propagande . . . . .	26
2.1.2 Le déni de la propagande . . . . .	29
2.1.3 La propagande selon Jacques Ellul . . . . .	31
2.1.4 La société technicienne . . . . .	34
2.1.5 Les mythes . . . . .	35
2.2 La communication gouvernementale . . . . .	41
2.2.1 Définitions et fondements de la communication gouvernementale . .	41
2.2.2 Outils de communication de l'État . . . . .	46
2.3 La convergence de la communication gouvernementale et de la propagande .	50
2.3.1 Le paradoxe de la propagande en démocratie. . . . .	50
2.3.2 Une « convergence nécessaire ». . . . .	53

CHAPITRE III	
MÉTHODOLOGIE . . . . .	59
3.1 Objectif . . . . .	59
3.2 Corpus et échantillon . . . . .	61
3.3 Grille d'analyse . . . . .	64
3.4 L'outil d'analyse — Nvivo . . . . .	65
CHAPITRE IV	
RÉSULTATS . . . . .	69
4.1 Analyse quantitative . . . . .	69
4.2 Analyse qualitative du communiqué de presse du ministre Joe Oliver en réaction à l'annonce du report de la décision du State Department 10 novembre 2011 . . . . .	79
4.3 Analyse qualitative du communiqué de presse du ministre Joe Oliver en réaction au refus d'Obama le 18 janvier 2012 . . . . .	82
4.4 Analyse qualitative du discours du ministre Joe Oliver à la Chambre de commerce de la Colombie-Britannique — réactions à l'annonce du 18 janvier 2012 . . . . .	86
4.5 Analyse qualitative du communiqué de presse du ministre Joe Oliver qui réagit à la publication de l'énoncé supplémentaire des incidences environnementales le 1er mars 2013 . . . . .	103
CHAPITRE V	
DISCUSSION ET INTERPRÉTATION . . . . .	108
5.1 Retour sur la mobilisation des mythes fondateurs elluliens dans la communication gouvernementale canadienne . . . . .	108
5.2 Retour sur la teneur propagandiste de la communication gouvernementale canadienne . . . . .	110
CONCLUSION . . . . .	113
APPENDICE A	
LES COMMUNICATIONS GOUVERNEMENTALES DU MINISTRE DES RESSOURCES NATURELLES JOE OLIVER - LES TERMES LES PLUS UTILISÉS ET LEUR FILIATION AUX MYTHES MODERNES ELLULIENS . . . . .	119



APPENDICE B	
LES COMMUNICATIONS GOUVERNEMENTALES DU PREMIER MINISTRE STEPHEN HARPER - LES TERMES LES PLUS UTILISÉS ET LEUR FI- LIATION AUX MYTHES MODERNES ELLULIENS . . . . .	166
BIBLIOGRAPHIE . . . . .	172
INDEX . . . . .	187

## LISTE DES TABLEAUX

Tableau	Page
3.1 Les Mythes modernes, leurs effets, liens et les éléments discursifs associés.	65
3.2 Codification de thèmes principaux à l'aide de Nvivo. . . . .	68
4.1 Discours et communiqués de presse de Stephen Harper et Joe Oliver pour 2011-2012-2013. . . . .	69
4.2 30 termes les plus utilisés - communiqués de presse - Stephen Harper. . .	71
4.3 30 termes les plus utilisés - communiqués de presse - Joe Oliver. . . . .	73
4.4 30 termes les plus utilisés - discours - Stephen Harper. . . . .	75
4.5 30 termes les plus utilisés - discours - Joe Oliver. . . . .	77
4.6 Fréquence des termes utilisés par le ministre Joe Oliver au sujet de l'oléoduc Keystone XL le 10 novembre 2011 (RNCAN, 2011f). . . . .	80
4.7 Fréquence des termes utilisés par le ministre Joe Oliver concernant l'oléoduc Keystone XL le 18 janvier 2012 (RNCAN, 2012e). . . . .	83
4.8 Fréquence des termes utilisés par le ministre Oliver à la Chambre de commerce de la Colombie-Britannique le 23 janvier 2012 (RNCAN, 2012g). 87	
4.9 Fréquence des termes utilisés par le ministre Oliver au sujet de la publication de l'énoncé supplémentaire des incidences environnementales du projet Keystone XL le 1 mars 2013 (RNCAN, 2013r). . . . .	104
A.1 Le ministre Oliver à propos du Canada et des États-Unis : Esquisse d'une énergie sûre pour demain. United States Energy Association, le 4 octobre 2011 (RNCAN, 2011b). . . . .	120
A.2 Déclaration du ministre Oliver au sujet du pipeline Keystone XL le, 10 novembre 2011 (RNCAN, 2011f). . . . .	121
A.3 Le ministre Oliver à propos du Canada, source fiable et responsable d'énergie contribuant à la sécurité énergétique et à la stabilité économique mondiales - London School of Economics Londres (Royaume-Uni), le 20 octobre 2011 (RNCAN, 2011j). . . . .	122

A.4	Notes d'une allocution pour le ministre Oliver devant l'Association de l'énergie de l'Ontario (OEA) Série des petits déjeuners-conférences Toronto (Ontario), le 18 novembre 2011 (RNCAN, 2011h).	123
A.5	Notes d'une allocution pour le ministre Oliver à l'occasion du Dialogue sur la politique nationale - Renforcer l'innovation au Canada de la Fondation Manning pour l'éducation démocratique « Une réglementation intelligente pour les grands projets », le 24 novembre 2011 (RNCAN, 2011i).	124
A.6	Le ministre Oliver assiste à la première conférence conjointe des ministres des Transports et de l'Énergie organisée par l'APEC, le 13 septembre 2011 (RNCAN, 2011k).	125
A.7	Le ministre Oliver à propos de l'énergie et la prospérité au Canada, le 15 juillet 2011 (RNCAN, 2011g).	126
A.8	Le ministre Oliver favorise l'investissement au Canada à Stanford University au cours de son voyage en Californie, le 14 septembre 2011 (RNCAN, 2011m).	127
A.9	Le ministre Oliver fait valoir le Canada comme un partenaire énergétique fiable pour la Californie le, 15 septembre 2011 (RNCAN, 2011l).	128
A.10	Déclaration du ministre Oliver sur le pipeline Keystone XL, le 22 septembre 2011 (RNCAN, 2011e).	129
A.11	Le ministre Oliver vante les ressources énergétiques et les atouts économiques du Canada, le 23 septembre 2011 (RNCAN, 2011q).	130
A.12	Déclaration du ministre Oliver en appui du pipeline Keystone XL, le 26 septembre 2011 (RNCAN, 2011d).	131
A.13	Le ministre Oliver souligne l'avantage énergétique du Canada dans le cadre d'une conférence scientifique internationale, le 26 septembre 2011 (RNCAN, 2011p).	132
A.14	Le ministre Oliver renforce la relation stratégique liée à l'énergie entre le Canada et les États-Unis, le 4 octobre 2011 (RNCAN, 2011o).	133
A.15	Le ministre Oliver honore des réalisations exceptionnelles dans le secteur canadien de l'énergie, le 5 octobre 2011 (RNCAN, 2011n).	134
A.16	Le ministre Oliver à propos de l'émergence du Canada comme superpuissance énergétique - World Affairs Council San Francisco, le 14 septembre 2011 (RNCAN, 2011r).	135

A.17 Le ministre Oliver à propos des ressources énergétiques du Canada : promesse d'une prospérité constante - Canadian Club Toronto, le 23 septembre 2011 (RNCAN, 2011s).	136
A.18 Allocution du ministre Oliver - Canada et États-Unis : Esquisse d'une énergie sûre pour demain United States Energy Association, le 4 octobre 2011 (RNCAN, 2011a).	137
A.19 Le ministre Oliver à propos de la Création d'emplois et du maintien de la prospérité : le Canada, superpuissance en matière de ressources naturelles - Chambre de commerce de Toronto, le 13 octobre 2011 (RNCAN, 2011c).	138
A.20 Le ministre Oliver au Sommet canadien de l'énergie, le 5 décembre 2012 (RNCAN, 2012i).	139
A.21 Déclaration du ministre Oliver au sujet du projet d'oléoduc Keystone XL, le 4 mai 2012 (RNCAN, 2012b).	140
A.22 Énoncé du ministre Oliver concernant l'oléoduc Keystone XL, le 18 janvier 2012 (RNCAN, 2012e).	141
A.23 Le ministre Oliver à la Chambre de commerce de la Colombie-Britannique, le 23 janvier 2012 (RNCAN, 2012g).	142
A.24 Le ministre Oliver au Club économique du Canada à Toronto, le 27 janvier 2012 (RNCAN, 2012f).	143
A.25 Le ministre Oliver à la Chambre de commerce de Calgary, le 25 janvier 2012 (RNCAN, 2012h).	144
A.26 Déclaration du ministre Oliver au sujet du projet d'oléoduc Keystone XL, le 4 mai 2012 (RNCAN, 2012c).	145
A.27 Le ministre Oliver au Colloque sur l'investissement organisé par l'Association canadienne des producteurs pétroliers, le 10 décembre 2012 (RNCAN, 2012a).	146
A.28 Le ministre Oliver s'adresse au Forum mondial sur la régulation de l'énergie, le 14 mai 2012 (RNCAN, 2012d).	147
A.29 Le ministre Oliver attire l'attention sur de nouveaux jalons posés en appui au développement responsable des ressources naturelles du Canada, le 18 avril 2013 (RNCAN, 2013j).	148
A.30 Le ministre Oliver à l'appui des solides liens qui unissent le Canada et les États-Unis en matière d'énergie et d'environnement, le 24 avril 2013 (RNCAN, 2013a).	149

A.31 Le ministre Oliver fait ressortir le fait que le brut canadien crée de l'emploi de part et d'autre de la frontière, le 6 mars 2013 (RNCAN, 2013m).	150
A.32 Le ministre Oliver réitère l'importance des liens entre le Canada et les États-Unis, le 24 avril 2013 (RNCAN, 2013n).	151
A.33 Le ministre Oliver à l'Université de Calgary, le 18 avril 2013 (RNCAN, 2013p).	152
A.34 Le ministre Oliver au sujet de la publication de l'énoncé supplémentaire des incidences environnementales du projet Keystone XL, le 1 mars 2013 (RNCAN, 2013r).	153
A.35 Le ministre Oliver prononce un discours à la conférence de la firme de consultants IHS Cambridge Energy Research Associates, le 6 mars 2013 (RNCAN, 2013s).	154
A.36 Le ministre Oliver adresse ses félicitations au nouveau secrétaire à l'Énergie américain, le 24 mai 2013 (RNCAN, 2013i).	155
A.37 Le ministre Oliver au sujet du projet d'oléoduc Keystone XL, le 22 janvier 2013 (RNCAN, 2013e).	156
A.38 Le ministre Oliver à propos du Budget 2013 : contribuer à la création d'emplois, à la croissance économique et à la prospérité : Discours donné au Board of Trade de Toronto, le 22 mars 2013 (RNCAN, 2013b).	157
A.39 Le ministre Oliver - Le Canada est un partenaire de renommée mondiale en matière d'énergie, d'emploi et d'environnement, le 5 mars 2013 (RNCAN, 2013h).	158
A.40 Allocution d'ouverture du ministre Oliver à la Conférence des ministres de l'énergie et des mines, le 26 août 2013 (RNCAN, 2013d).	159
A.41 Pour le ministre Oliver, la relation avec le Canada en matière d'énergie est un investissement dans l'emploi et l'environnement, le 6 mars 2013 (RNCAN, 2013q).	160
A.42 Le ministre Oliver rencontre le Secrétaire à l'Énergie des États-Unis Ernest Moniz lors de sa cinquième visite à Washington, le 9 septembre 2013 (RNCAN, 2013k).	161
A.43 Le ministre Oliver donne un discours au Chicago Council on Global Affairs, le 5 mars 2013 (RNCAN, 2013g).	162
A.44 Le ministre Oliver consolide la position du Canada comme fournisseur d'énergie responsable pour le monde, le 22 avril 2013 (RNCAN, 2013l).	163

A.45 Résumé de la rencontre entre le ministre Oliver et le maire Rahm Emanuel, le 5 mars 2013 (RNCAN, 2013t). . . . .	164
A.46 Le ministre Oliver à Washington pour favoriser la coopération en matière d'énergie et d'environnement, le 6 novembre 2013 (RNCAN, 2013o). . .	165
B.1 Le premier ministre Harper participe à un forum au Woodrow Wilson International Center for Scholars, le 2 avril 2012 (PremierMinistre, 2012c).	166
B.2 Le premier ministre Harper prononce une allocution lors du Sommet des PDG, en marge du Sommet des Amériques, le 14 avril 2012 (PremierMinistre, 2012d). . . . .	167
B.3 Le premier ministre Harper fait valoir les retombées économiques de l'exploitation responsable des ressources dans le Nord, le 21 août 2012 (PremierMinistre, 2012b). . . . .	168
B.4 Le premier ministre Harper accorde une entrevue à Erik Schatzker de Bloomberg News, le 5 septembre 2012 (PremierMinistre, 2012a). . . . .	169
B.5 Le premier ministre Harper participera au Council on Foreign Relations, le 9 mai 2013 (PremierMinistre, 2013c). . . . .	170
B.6 Le premier ministre Harper se concentre sur l'économie à une activité du Conseil des Affaires canadiennes-américaines, le 26 septembre 2013 (PremierMinistre, 2013d). . . . .	171



## LISTE DES FIGURES

Figure	Page
2.1 Typologie des mythes fondateurs et actifs selon Ellul. . . . .	39
2.2 Mythes constitutifs des éléments de la communication gouvernementale.	41
2.3 Classification de Charaudeau — Discours promotionnel et discours de propagande. . . . .	48
3.1 Structure de codification des textes dans Nvivo 10 . . . . .	66
4.1 30 termes les plus utilisés - communiqués de presse - Stephen Harper. . .	72
4.2 30 termes les plus utilisés - communiqués de presse - Joe Oliver. . . . .	74
4.3 Poids des 30 termes les plus utilisés dans les discours de Stephen Harper	76
4.4 Poids des 30 termes les plus utilisés dans les discours de Joe Oliver . . .	78
4.5 Fréquence des termes utilisés par le ministre Joe Oliver au sujet du pipeline Keystone XL le 10 novembre 2011 (RNCAN, 2011f). . . . .	80
4.6 Fréquence des termes utilisés par le ministre Joe Oliver concernant l'oléoduc Keystone XL le 18 janvier 2012 (RNCAN, 2012e). . . . .	83
4.7 Fréquence des termes utilisés par le ministre Oliver à la Chambre de commerce de la Colombie-Britannique le 23 janvier 2012 (RNCAN, 2012g). 87	
4.8 Fréquence des termes utilisés par le ministre Oliver au sujet de la publication de l'énoncé supplémentaire des incidences environnementales du projet Keystone XL le 1 mars 2013 (RNCAN, 2013r). . . . .	105

## RÉSUMÉ

L'objectif de cette recherche est d'explorer les communications gouvernementales du gouvernement conservateur de Stephen Harper de 2006-2013 et d'en évaluer la teneur propagandiste au sens dont l'entendait Jacques Ellul. Nous tentons tout d'abord d'identifier les éléments textuels qui mobilisent des mythes modernes dans les discours et les communiqués de presse du premier ministre Stephen Harper et du ministre des Ressources naturelles Joe Oliver au moyen d'une analyse quantitative. Par la suite, nous en déterminons la dimension propagandiste en analysant quatre textes ayant été émis en réaction à certaines étapes d'approbation du projet de construction de l'oléoduc Keystone XL. Nous avons convenu de limiter notre corpus à ces textes en raison du nombre considérable de documents liés à notre sujet. Toutefois, la relation avec des mythes actifs de la propagande selon Ellul est bien mise en évidence, notre échantillon est représentatif et vise à démontrer qu'il existe actuellement une remise en question des mythes modernes par les États-Unis, ce qui représente une occasion en or pour le gouvernement Harper de renforcer l'empreinte propagandiste à l'intérieur de ses communications gouvernementales. L'analyse critique du discours qui est nôtre a historiquement été remise en cause pour sa dimension subjective. Toutefois, le présent mémoire offre une piste de recherche au niveau de l'analyse et de l'identification de la propagande dans le discours institutionnel dominant du gouvernement canadien.

**Mots-clés :** Propagande, Communication gouvernementale, Ellul, Keystone XL, Mythes

## INTRODUCTION

Afin de bien saisir les rôles respectifs de la communication gouvernementale et de la propagande dans l'administration des affaires publiques, nous mettons en contexte l'espace politique sous la gouverne du Parti conservateur majoritaire entre 2006 et 2013. Nous explorons les changements apportés au cadre législatif ainsi que les changements de l'environnement communicationnel de l'appareil de l'État. Nous nous concentrons spécifiquement sur le dossier de la construction de l'oléoduc Keystone XL, dossier qui soulève la controverse, mais qui nous permet d'isoler et d'identifier, de manière pertinente, la teneur propagandiste du discours gouvernemental officiel.

L'objet de notre recherche est la communication gouvernementale du gouvernement Harper<sup>1</sup> et plus précisément les discours et communiqués de presse diffusés dans le cadre du projet de l'oléoduc Keystone XL. L'objectif de l'analyse consiste à identifier les mythes modernes et les mythes actifs présents dans le discours gouvernemental. Les intentions gouvernementales se manifestent à l'intérieur des discours et communiqués de presse qui s'adressent aux populations canadiennes et états-uniennes.

Notre mémoire comporte cinq chapitres. En premier lieu, nous avons mis en relief la problématique de notre sujet de recherche. En deuxième lieu, nous avons choisi de présenter un bref historique ainsi que les définitions des concepts de la propagande et de la communication gouvernementale afin de mettre le tout en contexte et de poser les fondations théoriques de la problématique précédemment exposée. Par la suite, nous détaillons la méthodologie et les procédés utilisés dans le cadre de notre analyse afin de répondre à notre questionnement présent dans la problématique. Nous retrouvons à

---

1. Au début 2011, le Bureau du Conseil privé demande aux différents ministères d'utiliser le terme « Gouvernement Harper » pour désigner le gouvernement canadien dans les communications officielles (Cheadle, 2011).

la suite l'analyse générale du corpus et de quatre textes significatifs dans le quatrième chapitre pour finalement émettre nos constats et observations au chapitre cinq.

Notre méthodologie est exploratoire et descriptive ; elle vise à vérifier la teneur propagandiste de certains discours et communiqués de presse après y avoir identifié les mythes modernes qui y sont mobilisés. Nous avons choisi d'utiliser une méthode d'échantillonnage non aléatoire. Notre démarche s'inscrit dans une méthodologie non probabiliste dite du « choix raisonné », c'est-à-dire qui détermine au préalable les éléments de textes qui seront analysés. L'accent est ainsi mis sur le rapport entre l'échantillon et l'objet (Pires, 1997, p. 10).

Notre analyse s'est effectuée en deux temps. Tout d'abord, nous avons procédé à une analyse quantitative qui consistait à dégager les tendances générales du contenu de l'ensemble des communiqués de presse et des discours du premier ministre Stephen Harper<sup>2</sup> et du ministre des Ressources naturelles Joe Oliver<sup>3</sup>. La deuxième analyse, qui était quant à elle qualitative, consistait à déterminer la teneur propagandiste des textes retenus.

Nous nous sommes heurtés à certaines contraintes et limites lors de notre analyse. La première étant celle d'un corpus composé exclusivement de textes disponibles sur les sites gouvernementaux officiels, ce qui permet de questionner l'échantillon choisi pour l'analyse. Si le nombre de discours et de communiqués de presse disponibles sur les sites du premier ministre et du ministre des Ressources naturelles est impressionnant (1009), il n'en demeure pas moins que plusieurs autres messages sont rapportés dans les médias, messages correspondants souvent à des discours ou à des réactions « à froid » à des questions de la presse. Il y a également un grand nombre d'événements auxquels participent les deux protagonistes sans que leurs dires ne soient officiellement enregistrés sur les sites web gouvernementaux. Ces discours et réactions « non officiels » ne sont pas

---

2. Stephen Joseph Harper est un homme d'État canadien. Il est l'actuel et le 22e premier ministre du Canada depuis 2006 et est le chef du Parti conservateur.

3. Joe Oliver est ministre des Ressources naturelles du Canada depuis mai 2011.

explorés. Ensuite, le caractère subjectif qu'on attribue généralement à ce type d'analyse, qui laisse beaucoup de place à l'interprétation peut également être critiqué. Toutefois, nous répondons à cette critique que notre analyse s'ancre tout de même sur des concepts et des théories qui sont bien définis.

## CHAPITRE I

### PROBLÉMATIQUE

#### 1.1 Le Parti conservateur au pouvoir et ses orientations néolibérales (2006-2013)

Lorsque l'on parle du Canada, on le qualifie instinctivement de « démocratie » représentative où un gouvernement est élu à tout les quatre ou cinq ans pour « gérer » les affaires au moyen de la politique.

Dans un pays démocratique, tous les citoyens ont le droit de participer, de près ou de loin, aux décisions qui les touchent. Normalement, les citoyens canadiens élisent une personne qui les représentera et prendra des décisions en leur nom aux différents ordres de gouvernement. C'est ce qu'on appelle une démocratie représentative. Des pays comme le Canada, les États-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni sont tous des démocraties représentatives (ParlementCanada, 2014).

Les politiciens peuvent se faire élire comme membre d'un parti politique<sup>4</sup> et parfois en tant que représentants « indépendants ». Le regroupement de politiciens élus de façon majoritaire sous une même bannière politique forme le gouvernement et les politiciens qui sont élus sous des bannières politiques minoritaires forment l'opposition. Le parti politique minoritaire ayant le plus de candidats élus forme l'opposition officielle.

---

4. « Le Canada compte plusieurs partis politiques. Les membres d'un même parti ont normalement des opinions semblables sur les questions d'intérêt public. Au Parlement, les opinions des députés sont différentes d'un parti à l'autre. C'est pourquoi il y a parfois des désaccords durant la campagne électorale et pendant les séances du Parlement. Ces différences entre les partis permettent la critique et favorisent la vigilance. Les Canadiens ont le choix d'exprimer des points de vue différents en votant pour un membre d'un parti en particulier le jour de l'élection » (ParlementCanada, 2014).



Trois pouvoirs permettent ensemble de gouverner le Canada : les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Le pouvoir exécutif (appelé aussi le gouvernement), c'est le pouvoir décisionnel ; il est composé du monarque (représenté par le Gouverneur général), du premier ministre et du Cabinet. Le pouvoir législatif, qui s'occupe d'adopter des lois, est formé d'un Sénat (nommé) et d'une Chambre des communes (élue). Le pouvoir judiciaire est constitué d'une série de tribunaux indépendants qui interprètent les lois adoptées par les deux autres pouvoirs.

Le Parlement lui-même est formé des trois composantes suivantes : le monarque, le Sénat et la Chambre des communes.

Le Canada est une monarchie constitutionnelle. Cela signifie que nous reconnaissons la reine ou le roi comme le chef de l'État, tandis que le premier ministre est le chef du gouvernement (*Ibid.*).

Les gens qui travaillent au sein de la fonction publique canadienne assurent la gestion journalière de l'État. En tant qu'organisme central de la gestion publique canadienne, le Bureau du Conseil privé (BCP) a comme but de conseiller et d'assister, au mieux et en toute impartialité, le premier ministre et le Cabinet. Une des valeurs centrales est le respect de la démocratie comme le fait foi la mission du BCP :

Le régime canadien de démocratie parlementaire et ses institutions sont fondamentaux pour servir l'intérêt public. Les fonctionnaires reconnaissent que les élus sont responsables devant le Parlement et, par conséquent, devant la population canadienne, et qu'un secteur public non partisan est essentiel à notre système démocratique. [...] Le régime canadien de démocratie parlementaire et ses institutions sont fondamentaux pour servir l'intérêt public (PCO-BCP, 2014).

Afin de bien cerner la problématique de la communication gouvernementale au Canada en lien avec le projet d'oléoduc Keystone XL, il importe de s'intéresser à l'arène politique dans laquelle évoluent les principaux partis politiques. Le gouvernement conservateur de Stephen Harper est issu de la fusion de l'ancien Parti progressiste-conservateur et de l'Alliance canadienne en 2003. Son orientation idéologique se rapproche du conservatisme américain prônant la taille réduite de l'État, la déréglementation des marchés et le conservatisme économique. Sa base électorale provient surtout de l'Ouest canadien et sa formation représente un retour du pouvoir politique au Centre-Ouest du territoire canadien après plusieurs décennies de développement du Centre géographique canadien,

plus particulièrement au Québec et en Ontario, par tous les partis portés au pouvoir dans le passé (Lawrence, 2010, p, 1-6).

Le gouvernement Harper a été porté au pouvoir pour un premier mandat en 2006 en grande partie en réponse aux allégations de fraude du Parti libéral, alors dirigé par Paul Martin<sup>5</sup>. Stephen Harper, chef de l'opposition officielle depuis 2004, cherchait avant tout à gonfler l'image négative du Parti libéral corrompu<sup>6</sup> et à mettre en valeur l'image positive du Parti conservateur défenseur de la transparence et de l'honnêteté.

Information is the lifeblood of a democracy. Without adequate access to key information about government policies and programs, citizens and parliamentarians cannot make informed decisions, and incompetent or corrupt governance can be hidden under a cloak of secrecy (Harper, 2005).

Déjà à partir de ce moment, les conservateurs amorcent le « déboulonnage » des politiques environnementales du gouvernement précédent, alléguant le gaspillage de fonds publics consacrés à des efforts multilatéraux qui ne rapportaient pas beaucoup de façon concrète et surtout, pas pour le « marché politique national ». Chez les conservateurs, Stephen Harper commence à parler du retrait du Canada du Protocole de Kyoto<sup>7</sup> (Radio-Canada, 2006), qu'il désigne déjà comme un « complot socialiste » en 2002 (Devoir, 2007).

De plus, les conservateurs de Stephen Harper contestent la thèse du changement climatique causé par l'être humain par le biais de l'activité industrielle. Ils avancent qu'elle

---

5. Avocat, homme d'affaires et homme politique canadien. Il a été premier ministre du Canada du 12 décembre 2003 au 6 février 2006.

6. Les allégations de corruption au sein du Parti libéral culminent avec le scandale des commandites relativement à l'usage de fonds publics pour financer diverses opérations de relations publiques visant à contrecarrer les actions du Parti québécois au profit de la souveraineté du Québec. Dans la perspective de sensibiliser l'opinion publique québécoise sur les actions positives du gouvernement fédéral canadien dans la province du Québec, d'importants contrats ont été signés avec des agences publicitaires. Mais l'usage des sommes allouées, l'efficacité de la campagne et le montant des contrats n'ont pas fait l'objet d'évaluations et de contrôles stricts.

7. Traité international visant la réduction des émissions de gaz à effet de serre qui vient s'ajouter à la Convention-cadre des Nations unies sur le changement climatique. Signé en décembre 1997 à Kyoto, au Japon, il est entré en vigueur en février 2005.

en est une cause parmi tant d'autres et certains conservateurs traitent d'alarmistes les prédictions scientifiques entre autres, celles du GIEC<sup>8</sup>, sans toutefois s'appuyer sur des faits vérifiables. Joe Oliver, le ministre des Ressources naturelles du Canada déclare alors « Je pense que les gens ne s'inquiètent pas autant qu'avant d'un réchauffement de 2°C [...] les scientifiques nous ont dit récemment que nos peurs (sur les changements climatiques) sont exagérées (Joe Oliver cité dans Cote, 2013). »

Le discours environnemental est ainsi mis de côté et diabolisé (Buzetti, 2012), puisque dépeint comme un frein et un obstacle au développement économique. Les conservateurs ne s'arrêteront toutefois pas là ; ils commenceront aussi à restreindre la communication directe des scientifiques qui travaillent dans les ministères avec les médias (Buzetti, 2010). Des règles strictes sont alors imposées aux fonctionnaires et aux scientifiques qui accordent des entrevues aux médias, allant même jusqu'à leur interdire le contact médiatique autrement que via des représentants aux relations médias (TBS-SCT, 2006).

Le 14 octobre 2008, le gouvernement conservateur est réélu pour un deuxième mandat minoritaire. Cette même année, malgré la crise financière mondiale émergente, le Parti conservateur, toujours convaincu des bienfaits de l'idéologie du « laisser-faire » des marchés, refuse initialement d'envisager, même sous le poids de la pression concertée des partis d'opposition, que cette crise soit susceptible d'avoir des effets néfastes sur l'économie canadienne qui, par conséquent, aurait alors besoin de mesures de stimulation importantes. Forcé de répondre à leurs demandes insistantes, le gouvernement Harper dépose tout de même, à peine six semaines suivant son élection, le Discours du Trône ainsi qu'une mise à jour économique. Cette mise à jour comporte trois mesures controversées :

---

8. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) est un organisme intergouvernemental, ouvert à tous les pays membres de l'ONU. Sa mission est d'évaluer les informations d'ordre scientifique, technique et socio-économique qui sont nécessaires pour mieux comprendre les risques liés au changement climatique d'origine humaine, cerner plus précisément les conséquences possibles de ce changement et envisager d'éventuelles stratégies d'adaptation et d'atténuation.

1. Le retrait du droit de grève pour les fonctionnaires fédéraux ;
2. Le retrait du financement public aux partis politiques ;
3. Des mesures de stimulation de l'économie, les précédentes n'étant plus jugées assez robustes.

Placé sous la menace du renversement de son gouvernement par un éventuel vote concerté des partis de l'opposition suite à cette mise à jour, mais principalement sous la menace de la formation d'une coalition des partis d'opposition où la balance du pouvoir serait entre les mains du Bloc Québécois<sup>9</sup> (CBC, 2008), Stephen Harper demande à la Gouverneure générale Michaël Jean<sup>10</sup> de proroger le parlement. Celle-ci acquiesce et la session parlementaire est abrogée jusqu'au 26 janvier avec lecture du budget le 27 janvier 2009.

Dès lors, le discours politique du Parti conservateur, toujours minoritaire, mise presque exclusivement sur les efforts dirigés vers la protection et la création d'emplois ainsi que sur les investissements en infrastructures pour relancer l'économie. Le spectre de la catastrophe économique imminente sans l'intervention ciblée de l'État se dessine et le gouvernement exploite les appréhensions généralisées centrées sur la précarité économique au détriment, entre autres, des préoccupations environnementales.

En 2009 et 2010, au Canada, on ne parle désormais plus que du Plan d'Action économique<sup>11</sup> (PAE), du développement des ressources naturelles et particulièrement de l'exploitation des sables bitumineux albertains qui devient la pièce maîtresse étant donné son potentiel de redevances substantielles ainsi que son potentiel significatif de création d'emplois et de richesse (PresseCanadienne, 2011).

---

9. Le Bloc québécois est un parti politique canadien fondé en 1991. Il s'agit du premier parti représentant les souverainistes du Québec sur la scène politique fédérale.

10. Journaliste canadienne qui occupa de septembre 2005 à septembre 2010 le poste de gouverneure générale du Canada.

11. Dans le budget de 2009, le gouvernement du Canada a annoncé des programmes de stimulation économique à court terme dans le cadre du Plan d'action économique du Canada. Les programmes d'infrastructure du Plan d'action économique du Canada sont gérés par Infrastructure Canada.

Diffusés entre 2010 et 2013 dans le cadre de la campagne de promotion sur le PAE du Canada, conceptualisés par les grandes firmes de marketing, les annonces publicitaires et le discours officiel gouvernemental sous-jacent visent un public cible particulier : le citoyen canadien, le « client » du gouvernement.

[...] [L]es campagnes publicitaires du PAE sous-tendaient quatre grands thèmes : la création d'emplois, les familles et les communautés, l'investissement dans l'innovation, l'éducation et la formation. [...] Les séries d'annonces publicitaires du PAE comprenaient une campagne-cadre menée par le ministère des Finances. Cette campagne avait pour but de mettre l'accent sur les principales initiatives et les avantages du PAE et d'encourager les Canadiens à chercher plus d'information sur le site Web (PlanAction, 2009).

Entre 2009 et 2013, ces publicités du PAE ont été significatives étant donné leur orientation idéologique clairement empreinte de néolibéralisme et du concept de développement économique lié à l'extractivisme, mais également dues au fait que de larges sommes d'argent leurs ont été consacrées pour la conceptualisation, la diffusion et l'administration du message par le gouvernement.

Outre les sommes dépensées pour le PAE, le gouvernement a aussi mis en place une stratégie ciblée de promotion du secteur de l'extraction des hydrocarbures et de l'infrastructure requise, particulièrement liée au projet d'oléoduc Keystone XL, qui aura coûté 40.5 millions de dollars entre 2013 et 2015 (McCarthy, 2013; Boutilier, 2013).

En 2011, dans un climat économique mondial encore chancelant, mais plus stable surtout au Canada et aux États-Unis, le gouvernement Harper déclenche, le 2 mai, des élections qu'il remporte pour la première fois en tant que parti majoritaire.

L'instabilité économique mondiale pousse à la hausse les prix des combustibles fossiles et l'appétit des marchés de grands pays émergents comme la Chine et l'Inde pour les hydrocarbures est en plein essor. De plus, depuis quelques années, les nouvelles techniques d'extraction des hydrocarbures ont gagné en maturité et permettent une extraction plus rapide et plus profitable pour le Canada et les États-Unis. Si les États-Unis sont en voie de parvenir à assurer leur propre autonomie énergétique au moyen de leur production



nationale, il en est autrement pour le Canada, où il devient extrêmement important de diversifier ses marchés d'exportation. Alors que les conditions du marché sont favorables et que ses ressources naturelles sont abondantes, le transport des matières premières brutes vers les marchés extérieurs devient un enjeu primordial pour le Canada, qui vise l'augmentation de l'exploitation de ses matières premières.

Outre la volonté de mettre à profit l'extraction rapide des ressources naturelles canadiennes via une plateforme économique extractiviste, le gouvernement Harper modifie les rouages législatifs afin d'assurer une plus grande efficacité lors de la mise en place de ses politiques économiques. C'est dans un but avoué d'efficience que le gouvernement Harper décide de modifier une multitude de lois existantes qui freinaient la mise en place rapide de ses priorités gouvernementales, au moyen de projets de loi « mammouth <sup>12</sup> » successifs C-38, C-45 et C-60 (ParlementCanada, 2012a,b, 2013).

Par exemple, on retrouve dans le PL C-38 des mesures du retrait du Protocole de Kyoto, l'abolition de la Table ronde sur l'environnement et l'économie, la simplification du processus d'évaluation environnementale fédéral pour éliminer les dédoublements et les chevauchements avec les paliers gouvernementaux provinciaux et ce, afin d'accélérer le développement de projets industriels, notamment dans les secteurs miniers et énergétiques, et une modification de la Loi sur les pêches de façon à permettre le retrait de certains habitats ou de types de poissons à ladite loi (Radio-Canada, 2012a). Le PL C-45, quant à lui, est entre autres dénoncé par l'opposition suite à la modification de la Loi sur les voies navigables, qui vise à réduire considérablement la protection des lacs et de rivières canadiennes (Radio-Canada, 2012b). Le PL C-60, lui, est surtout pointé du doigt par l'opposition et des groupes syndicaux parce qu'il met en place des dispositions pour que le gouvernement puisse s'immiscer dans les finances et le processus de négociation syndicale de sociétés de la Couronne, notamment de la Société Radio-Canada qui agit en tant que diffuseur public (FPJQ, 2013; SCFP, 2013; HuffingtonPostCanada, 2013).

---

12. Une loi de type « omnibus » est un projet de loi portant à la fois sur plusieurs sujets. L'expression *mammouth* est simplement employée pour décrire la taille de ces dernières.



L'orientation communicationnelle du Parti conservateur rend nécessaire de définir la base idéologique qu'est le néolibéralisme, son outil économique, le néo-extractivisme, ainsi que l'orientation clientéliste qui est devenue la norme dans les différents ministères.

### 1.1.1 Le néolibéralisme

À partir de l'adoption d'une perspective historico-politique, il est commun d'associer l'avènement du néolibéralisme dans les démocraties occidentales avec l'élection de Margaret Thatcher en 1979 en Grande-Bretagne et de Ronald Reagan aux États-Unis en 1980. (Castles et Leibfried, 2010, p. 45). L'essoufflement économique et le phénomène de stagflation qui ont marqué les années 1970 ont poussé de nombreux gouvernements à entreprendre une série de réformes visant à réduire l'implication de l'État dans le domaine économique en accordant une plus grande place aux mécanismes de marché<sup>13</sup>.

Robert McChesney<sup>14</sup> fait référence aux mesures politiques nationales, mais aussi internationales qui prônent la domination corporative au détriment des affaires sociales avec un minimum d'interventionnisme étatique. Dans ce cadre politique, le gouvernement est mis à profit pour mieux servir les intérêts corporatifs tout en minimisant les activités qui détourneraient le pouvoir et les intérêts des plus nantis. Le néolibéralisme est aussi associé au culte du progrès et de la technologie pouvant régler les problèmes sociaux. (McChesney, 2001, p. 2).

---

13. La privatisation d'entreprises et de services publics, le relèvement des charges fiscales et réglementaires pour les entreprises, la libéralisation des échanges commerciaux sont les principales manifestations de ce courant. « Attaquer, affaiblir, réduire et même éliminer les services publics est une stratégie de développement du néolibéralisme. Les ressources font l'objet d'une redistribution moindre, ce qui favorise leur concentration dans les mains d'une minorité, comme en fait foi l'augmentation conséquente des inégalités » (Hébert, 2014).

14. Robert McChesney est professeur au Communication Center for Global Studies à l'Université de l'Illinois.

Noam Chomsky<sup>15</sup> abonde dans le même sens lorsqu'il avance que le néolibéralisme a été imaginé et mis en place par le gouvernement états-unien, les institutions financières transnationales, le « Washington Consensus » et l'École de Chicago ayant comme base économique-philosophique les écrits de Milton Friedman<sup>16</sup>. Le gouvernement doit diminuer son ingérence dans les affaires, promouvoir le laisser-faire économique afin de déréguler les échanges ainsi que la finance et ainsi laisser les marchés s'autogérer. Il ne devrait intervenir que pour réguler l'inflation (la stabilité macro-économique) et privatiser les institutions (Chomsky, 1999, p. 22-23).

Comme l'explique Chomsky, la dérégulation des marchés s'est initialement mise en place aux États-Unis sous l'administration Nixon alors qu'elle a démantelé le système économique mondial et procédé à la suppression, en 1971, des accords de Bretton Woods, qui assuraient la convertibilité du dollar américain en or. Ce passage à un système de monnaie « fiat », flottante et contrôlée par l'État, a mené à une explosion des échanges commerciaux non régulés. Plus importante encore est la composition de ces échanges. En 1971, 90% des transactions financières internationales étaient reliées aux échanges commerciaux ainsi qu'aux investissements à long terme et 10% aux échanges spéculatifs. Dès 1990, les pourcentages étaient inversés. En 1995, près de 95% des échanges commerciaux internationaux étaient spéculatifs (*Ibid.*, p. 28).

L'adoption du néolibéralisme en tant que doctrine économique devient inévitablement mondiale vu ses ambitions et ses acteurs. Elle ne fait toutefois pas l'unanimité. Pierre Bourdieu<sup>17</sup> exprime de sérieuses réserves envers le néolibéralisme :

---

15. Noam Chomsky est professeur émérite de linguistique au Massachusetts Institute of Technology et activiste politique.

16. Milton Friedman était un économiste états-unien considéré comme l'un des plus influents du XXe siècle. Il est connu notamment pour sa théorie selon laquelle la réduction du rôle de l'État dans une économie de marché est le seul moyen d'atteindre la liberté politique et économique ainsi que pour ses démonstrations de la supériorité du libéralisme économique sur les autres systèmes économiques.

17. Pierre Bourdieu était un sociologue français et professeur au Collège de France.

Le monde économique est-il vraiment, comme le veut le discours dominant, un ordre pur et parfait, déroulant implacablement la logique de ses conséquences prévisibles, et prompt à réprimer tous les manquements par les sanctions qu'il inflige, soit de manière automatique, soit — plus exceptionnellement — par l'intermédiaire de ses bras armés, le FMI<sup>18</sup> ou l'OCDE<sup>19</sup>, et des politiques qu'ils imposent : baisse du coût de la main-d'œuvre, réduction des dépenses publiques et flexibilisation du travail ? Et s'il n'était, en réalité, que la mise en pratique d'une utopie, le néolibéralisme, ainsi converti en programme politique, mais une utopie qui, avec l'aide de la théorie économique dont elle se réclame, parvient à se penser comme la description scientifique du réel (Bourdieu, 1998, p. 1) ?

Et il n'est pas le seul. Dès le départ, des économistes prédisaient que le transfert vers des investissements spéculatifs allait mener à une faible croissance économique et à une réduction généralisée des salaires. L'attrait des rendements prévisibles à court terme et des promesses de rendements élevés l'emportait aux yeux des architectes du néolibéralisme (Chomsky, 1999, p. 29).

Le gouvernement conservateur de Stephen Harper, adepte de cette idéologie économique, mise sur les ressources naturelles abondantes et des fluctuations financières des marchés afin de mettre à profit la rentabilisation à court terme des investissements étrangers dans le secteur extractif des sources d'énergie. C'est le modèle de développement que nous appelons l'extractivisme.

### 1.1.2 Le « nouveau » modèle de développement extractiviste

Le modèle de développement extractiviste se fonde sur la surexploitation des ressources naturelles qui sont, en grande partie, non renouvelables. Le fonctionnement d'un tel modèle s'appuie sur la monoproduction de ressources destinées à l'exportation. Il mise

---

18. Le Fonds monétaire international est une institution internationale regroupant 188 pays, dont le rôle est de promouvoir la coopération monétaire internationale, de garantir la stabilité financière, de faciliter les échanges internationaux, de contribuer à un niveau élevé d'emploi, à la stabilité économique et de faire reculer la pauvreté (FMI, 2014).

19. La mission de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques (OCDE) est de promouvoir les politiques qui amélioreront le bien-être économique et social partout dans le monde (OCDE, 2014).

sur le dépassement des limites productives grâce à l'apport technologique et l'extension de ses marchés à de nouveaux territoires.

Dans le modèle extractiviste classique, l'État impose des taxes et des redevances minimales aux compagnies et s'inspire de la théorie du ruissellement<sup>20</sup> afin de faire la promotion des industries extractives.

Dans le modèle néo-extractiviste, on assiste à un changement significatif dans la perception des surplus générés par l'activité extractive des matières premières. On assiste également à un changement dans le discours qui tend à justifier le programme économique. Cette vision est l'héritière des idées classiques de la modernité, et maintient la foi dans le progrès matériel (Tremblay-Pépin, 2013; Gudynas, 2010).

Le Canada est une superpuissance extractiviste avec sa politique interventionniste sur son territoire ainsi que sur les territoires étrangers. Un processus de légitimation y a cours pour valoriser l'activité extractive. Ce processus s'associe à un imaginaire du développement : Les entreprises extractives et l'État mettent en relation l'image des grands projets à la création de richesses, à l'industrialisation et à la création d'emploi alors qu'en vérité, l'extractivisme ne possède pas de réelle vision durable et à long terme et ne crée en réalité que très peu d'emplois. Ce ne sont seulement que les premières étapes d'un projet d'extraction qui crée du travail de manière plus significative, mais non permanente. On cherche à intégrer dans l'imaginaire collectif les idées de bien commun, de justice environnementale et de bien-vivre. De plus, le gouvernement utilise les surplus engendrés par la perception de taxes ou de redevances comme levier afin de rendre cela socialement acceptable<sup>21</sup> comme promotion politique ainsi que comme un gage de son succès économique (Gudynas, 2010, p. 4; Morin, 2011).

---

20. Concept économique tirant racine au XIX<sup>e</sup> siècle et attribué à Smith et Ricardo qui postule que plus on s'enrichit, plus on fait ruisseler sa richesse vers les plus pauvres; que plus on gagne de l'argent, plus on le redistribue en achetant des services.

21. « L'acceptabilité sociale est l'agrégation de jugements individuels portant sur l'acceptation (ou non) d'une pratique ou d'une condition, par lesquels, les individus la comparent avec ses alternatives possibles pour en déterminer la désirabilité. Elle est véhiculée par des groupes politiquement significatifs au sein de la société partageant un même jugement par rapport à cette pratique (Yelle, 2014). »

Comment peut-on, en effet, s'opposer au raisonnement du réinvestissement du capital ? Il faut par conséquent le dénoncer : « [...] critics against extractivism can easily be branded as against national development or progress, and they can be labeled as childish or dreamers, and even as dangerous (*Ibid.*, p. 11) ». Le ministre des Ressources naturelles Joe Oliver exprime de façon éloquente l'esprit néo-extractiviste dans nombre de ses discours. Dans le passage suivant, le ministre Oliver explique comment les opposants au développement des ressources naturelles entravent le progrès et les bénéfices qui en découlent :

Certains groupes écologistes et radicaux cherchent à nous empêcher de saisir cette occasion de diversifier nos échanges commerciaux [...]. Ils veulent faire obstacle à tout grand projet, quel que soit le coût pour les familles canadiennes, en matière de perte d'emplois et de croissance économique. Pas de foresterie, pas d'exploitation minière, pas de pétrole, pas de gaz et pas de nouveaux barrages hydroélectriques. Ils menacent de détourner notre régime réglementaire en vue de réaliser leur programme idéologique radical (Joe Oliver cité dans Buzetti, 2012).

Il explique également les bénéfices associés au système de redevances qui permet de réinvestir les sommes versées par l'industrie extractive dans l'économie canadienne, particulièrement dans les services offerts aux citoyens :

Aucun d'entre vous n'a besoin que je lui explique combien les ressources naturelles sont importantes pour notre économie. Vous connaissez tous les principales données : les ressources naturelles soutiennent près de 1,6 million d'emplois et génèrent près de 20 % de notre PIB. Ensemble, les industries pétrolières, gazières et minières paient près de 25 milliards de dollars en impôts et en redevances chaque année. Ces recettes aident à financer des services qui sont essentiels pour les Canadiens, dont l'éducation, les soins de santé et les régimes de pension publique. Bref, ce secteur contribue à la fois à la force de notre économie et à notre qualité de vie. Et il a une importance critique pour notre avenir (RNCAN, 2013p).

Finalement, il précise que si c'est surtout dans les provinces de l'Ouest canadien que se fait l'exploitation des hydrocarbures, ce sont toutes les régions du Canada qui en profitent :



Les sables bitumineux sont et demeureront un moteur économique important pour tout le pays. Ils sont une ressource stratégique nationale essentielle qui a des retombées économiques et contribue à la sécurité énergétique du Canada, de l'Amérique du Nord et, évidemment, du marché mondial.

Selon le Canadian Energy Research Institute (CERI), au cours des vingt-cinq prochaines années, la mise en valeur des sables bitumineux devrait injecter plus de 2,3 billions de dollars dans l'économie canadienne.

C'est une immense somme d'argent. L'an passé l'ensemble de notre économie a engendré 1,6 billion de dollars.

Je n'ai pas besoin de vous expliquer les répercussions que cet argent aura pour vous.

Les sables bitumineux ne concernent pas seulement l'Alberta. Ils représentent des emplois et des revenus pour toutes les provinces et les territoires canadiens ainsi que pour plusieurs États américains.

L'an passé, l'industrie canadienne des hydrocarbures a payé plus de 4 milliards de dollars de taxes et 12 milliards de dollars de redevances. Cet argent est utilisé par tous les ordres de gouvernement pour construire des routes et des écoles, soutenir les services de santé, financer la recherche de pointe et, de manière générale, faire du Canada – de tout le Canada – l'un des meilleurs endroits au monde où vivre et travailler (RNCAN, 2011s).

Ce genre de discours politique est typiquement associé aux États qui basent leur développement économique sur le néo-extractivisme. Le discours sur le projet de construction de l'oléoduc Keystone XL n'est qu'un exemple parmi tant d'autres.

### 1.1.3 Le projet d'oléoduc Keystone XL

Afin d'illustrer la stratégie communicationnelle qu'emprunte le gouvernement conservateur de Stephen Harper, il importe de comprendre comment le projet de construction de l'oléoduc Keystone XL est présenté par la compagnie responsable de sa construction ainsi que par le gouvernement qui en fait sa promotion politique. Le site de la compagnie TransCanada énonce en ces termes les caractéristiques techniques ainsi que le raisonnement économique corporatif pour la construction de l'oléoduc entre le Canada et les États-Unis.

The Keystone XL Pipeline Project is a proposed 1,179-mile (1,897 km), 36-inch-diameter crude oil pipeline, beginning in Hardisty, Alta., and extending south to Steele City, Neb. This pipeline is a critical infrastructure project for



the energy security of the United States and for strengthening the American economy. [...]

The pipeline will have capacity to transport 830,000 barrels of oil per day to Gulf Coast and Midwest refineries, reducing American dependence on oil from Venezuela and the Middle East by up to 40 per cent (TransCanada, 2013).

Si l'énoncé de la compagnie TransCanada s'adresse à un public états-unien en énumérant les bienfaits du projet tels que la sécurité énergétique et le renforcement de l'économie, nous notons que le site GoWithCanada.ca (2013) du gouvernement canadien lancé le 13 mai 2013 (McCarthy, 2013) y fait écho :

Le pipeline<sup>22</sup> Keystone XL (KXL) aura une capacité de transport de 830 000 barils par jour (b/j). [...] TransCanada a indiqué qu'on utiliserait jusqu'à 25 p. 100 de la capacité de KXL pour le pétrole léger de réservoirs étanches de la formation de Bakken, laquelle se trouve au Montana et au Dakota du Nord, ce qui contribuerait encore davantage à la sécurité énergétique des États-Unis. [...]

Malgré les prévisions de croissance rapide de production de pétrole américain faites par l'Agence internationale de l'énergie, les É.-U. devront quand même importer 3,4 millions de b/j de pétrole pour répondre à la demande prévue d'ici 2035. [...]

L'oléoduc KXL représente une source d'approvisionnement sécuritaire et stable pour les raffineries des É.-U., ce qui contribue à la sécurité énergétique continue et à la stabilité des prix à la pompe. [...]

Au cours des deux prochaines décennies, avec la construction de nouveaux pipelines et la livraison du produit sur le marché, les sables bitumineux pourraient représenter en moyenne près de 170 000 emplois par année, ce qui signifie pour les É.-U. une augmentation par rapport au nombre estimatif de 54 000 postes aujourd'hui (GoWithCanada, 2013).

Comme c'est presque toujours le cas, les grands projets d'infrastructure sont souvent sujets à controverses au niveau politique; controverses d'ordre économique ou environnemental (Flyvbjerg, 2007, p. 579). Ces derniers sont mis de l'avant pour différentes raisons et les gouvernements ont habituellement libre voie au développement des objectifs, des orientations et de leur mise en chantier. Les projets peuvent être présentés et

---

22. Les termes « pipeline » et « oléoduc » sont utilisés de façon interchangeable dans les communications gouvernementales canadiennes.

promus comme résultant d'exigences nationales et/ou régionales, pour répondre à des besoins de croissance économique, de redistribution de la richesse, de réponses ponctuelles à des crises d'ordre politique lorsqu'ils établissent une orientation idéologique, ou simplement pour des retombées électoralistes (Cadot, 2001, p. 2). C'est souvent un mélange d'objectifs qui sert d'ancrage à la promotion des travaux par le gouvernement envers les populations, les promoteurs et les opposants aux projets.

Une étude de Scruggs et Benegal (2012) menée aux États-Unis démontre que les attitudes sociales envers le changement climatique sont mouvantes en fonction des préoccupations économiques. Une population craignant les pertes d'emplois s'attendra de son gouvernement qu'il en fasse la priorité, quitte à le faire au détriment d'autres intérêts et valeurs sur « un continuum » s'étalant de peu important à primordial. Par ailleurs, une autre enquête portant sur l'opinion publique états-unienne démontre qu'une grande majorité des États-Uniens approuvent des mesures législatives contraignant les émissions de gaz à effet de serre aux États-Unis (Krosnick, 2013). Cette nouvelle étude expose, de manière intéressante, que les prémisses souvent invoquées par les politiciens pour justifier leur positionnement frileux par rapport à un plus grand contrôle des émissions de gaz à effet de serre et des préoccupations environnementales semblent être fausses. « Thus, it seems inappropriate to attribute lack of legislation to lack of public support in these arenas » (*Ibid.*, p. 26). Cette étude a été effectuée aux États-Unis, mais il n'est pas inconcevable de croire que de telles conclusions s'appliqueraient aussi au Canada, même si nous ne sommes pas en mesure de le vérifier. Nous reviendrons sur le concept de l'opinion publique et sur son utilisation par les instances gouvernementales ultérieurement.

La communication gouvernementale doit donc servir à démontrer la nécessité des projets d'infrastructure pour la population tout en nourrissant les intérêts politiques électoralistes du parti politique et subséquemment, démontrer la faiblesse des arguments des opposants aux projets proposés.

## 1.2 Les communications du gouvernement conservateur

En plus des changements apportés aux diverses lois qui pouvaient ralentir le développement économique, le gouvernement Harper a modifié dès son accession au pouvoir les rouages de la fonction publique pour que la gestion soit plus efficace, mais surtout afin qu'elle ne nuise pas aux changements qu'il entendait apporter. Ainsi, la centralisation de l'appareil des communications joue un rôle prédominant dans la tactique du contrôle du message que Stephen Harper a effectivement mis en place.

Le cadre pangouvernemental (TBS-SCT, 2013a), la *whole-of-government approach* (WGA), développé dans les démocraties libérales telles que le Canada, unifie le gabarit communicationnel de la défense, de la diplomatie, du développement et du commerce dans une approche néolibérale (Mazepa dans Sussman, 2011, p. 298). La WGA est apparue au sein du gouvernement libéral du PLC dès 2004, en réponse aux besoins opérationnels militaires en Afghanistan (*Ibid.*, p. 302). Aux yeux du gouvernement en place à l'époque, la situation requerrait alors un remodelage des communications gouvernementales domestiques et internationales afin de persuader le public de la nécessité et de la légitimité de l'État sur le plan domestique. Ce processus de réorganisation et d'unification des communications tire ses racines des procédures communicationnelles et des opérations psychologiques (PSYOPS<sup>23</sup>) militaires.

La WGA s'étend aux divers ministères du gouvernement canadien dans le but d'unifier ses politiques de gestion afin de se rapprocher de l'idéologie néolibérale. Les institutions gouvernementales qui soutiennent la science et la technologie, par exemple, ont comme objectif la mise en valeur d'un Canada prospère et la promotion de partenariats privés-publics (PPP) qui s'insèrent dans le cadre néolibéral.

---

23. Les opérations psychologiques ont été définies par le département de la défense des États-Unis comme des activités psychologiques planifiées et menées dans le but d'influencer les impressions, les attitudes et les comportements ayant une incidence sur la réalisation d'objectifs politiques et militaires. En 2010, le département de la défense abandonne le terme et le remplace par le Military Information Support Operations [MISO].

Outre le cadre administratif unifié, le « filtre de la source » tel que développé par Herman<sup>24</sup> et Chomsky dans leur modèle de la propagande<sup>25</sup> (2002, p. 3-35), illustre bien la problématique liée à la diffusion et à l'utilisation des informations provenant des sources gouvernementales. Selon ces auteurs, la sollicitation et l'acceptation passive d'information gouvernementale (mais aussi corporative, institutionnelle, etc.) par les médias de masse, sans aucune ou peu d'analyse critique, veut essentiellement dire que le public reçoit l'information gouvernementale seulement après qu'elle ait été « filtrée » à l'interne par l'organisation. Autrement dit, le travail critique qu'on attribue habituellement aux journalistes cède peu à peu la place au relais systématique des informations au public qui sont issues des grandes organisations économiques, gouvernementales et des firmes de relations publiques. Un excellent exemple de ce filtre est apparu avec la création de la chaîne vidéo du bureau du premier ministre intitulée *24 Sept* et créée au début janvier 2014 (GDC, 2014). Cette chaîne prétend donner un coup d'œil intime dans le déroulement des affaires de l'État du point de vue du premier ministre mais on se retrouve devant un montage tout à fait soigné et organisé de ce que le bureau du premier ministre veut bien montrer à la population (Simpson, 2014).

Au niveau organisationnel, les tactiques de la communication stratégique utilisées par l'industrie privée pour contrôler le message, à la fois à l'interne et à l'externe, sont employées par les ministères (Kozolanka, 2006, p. 4). Les communications du Bureau du premier ministre (BPM) ainsi que de tous les ministères sont centralisées au Bureau du Conseil privé, qui est chargé de coordonner les communications stratégiques et la coordination quotidienne de l'agenda gouvernemental (TBS-SCT, 2006). Les communications gouvernementales canadiennes reposent de plus en plus sur le modèle des stratégies corporatives unifiées (Kozolanka, 2006, p. 7 ; Rose, 2000, p. 83). La proposition d'évène-

---

24. Edward S. Herman est un économiste et observateur des médias spécialisé dans les rapports entre les grands groupes de presse et les questions politico-économiques. Il est professeur émérite en finance de la Wharton School.

25. Les cinq filtres du modèle de la propagande de Herman et Chomsky sont : 1. la taille, actionnariat, orientation lucrative, 2. la régulation par la publicité, 3. les sources d'information, 4. les contre-feux et autres moyens de pression et 5. l'anticommunisme.

ment de message, le *Message Event Proposal* (MEP), est un outil utilisé pour contrôler le message à tous les niveaux de la bureaucratie :

[MEP's] have become the political tool for literally putting words in the mouths of cabinet ministers, federal bureaucrats, low-profile MPs on the barbeque circuit, and seasoned diplomats abroad [...] (Blanchfield, 2010).

Cette restructuration est en partie une réponse à des crises, mais aussi une réponse aux pressions idéologiques néolibérales, qui suggèrent l'utilisation de tactiques de promotion, de publicité (Sussman, 2011, p. 230-242), de marketing politique (Marland *et al.*, 2012, p. 241-255) et qui s'imposent en filtre permanent de l'information.

Selon Gingras<sup>26</sup>, depuis l'arrivée de Stephen Harper et du Parti conservateur au pouvoir, la pratique de la communication gouvernementale a bien changé. En dépit des grands énoncés de principes démocratiques contenus dans sa Politique de communication (TBS-SCT, 2006), deux modifications majeures sont apparues. D'une part, le « rétrécissement du débat public et de la discussion sur les enjeux sociopolitiques » et d'autre part, l'utilisation de plus en plus fréquente de techniques permettant le « contact direct avec la population en utilisant les blogues politiques » et les sites Internet pour éviter autant que possible les contacts avec les journalistes et amoindrir la médiation avec le public (Gingras, 2009, p. 247-248 ; 2003, p. 192). Ces efforts de contacts directs avec la population sans médiation prennent plusieurs formes : multiplication de sites d'information ou de données brutes (TBS-SCT, 2013b), de guichets uniques sur Internet (ServiceCanada, 2013) ou de développement d'applications pour téléphones intelligents (Steinbach, 2013). Parallèlement, l'information communiquée directement aux citoyens par le gouvernement tendrait à court-circuiter la vocation d'une presse censée « digérer », synthétiser et vulgariser l'information gouvernementale dans le but d'informer<sup>27</sup> en introduisant des biais dans la communication pour son propre et unique

---

26. Anne-Marie Gingras est professeure au Département de science politique de l'Université Laval.

27. Se référer aux ouvrages d'Anne-Marie Gingras, *Médias et démocratie : le grand malentendu* ainsi que de l'ouvrage de Noam Chomsky et Robert McChesney, *Propagande, médias et démocratie* pour l'analyse des dynamiques qui existent entre le pouvoir politique et les acteurs des médias de masse.



intérêt (Vedel dans Gingras, 2003, p. 210). Cette démarche s'inscrit aussi directement dans l'approche néolibérale de réduction des services « directs » et de la diminution de la taille de la fonction publique.

Par ailleurs, comme l'atteste le titre du rapport sur la publicité du gouvernement en 2008-2009, *Mettre les Canadiens en contact avec leur gouvernement*, on soutient que la publicité est une source privilégiée d'information efficace destinée à éclairer le public au sujet des politiques, programmes et services gouvernementaux et des moyens qui sont mis à sa disposition afin qu'il puisse en profiter (Gusse, 2013, p. 10). Le public canadien est dépeint comme un consommateur qu'il faut servir en lui donnant accès aux services de façon commode, pratique et centralisée en incluant les plateformes technologiques comme le Web et les publicités servant à l'informer. De ce point de vue, la publicité gouvernementale servirait à doter les « citoyens-clients » de « la flexibilité nécessaire pour découvrir les produits et services à leur propre rythme, d'une manière qui convient à leurs besoins individuels » (TPSGC, 2008, p. 7). « Ce ton clientéliste est emblématique d'une démarche selon laquelle l'offre politique de services ou de campagnes publicitaires serait établie pour répondre aux attentes ou aux demandes de citoyens mus par leurs seuls besoins (Gusse, 2013, p. 11). »

Au Canada, l'usage des moyens de communication et de la publicité gouvernementale s'inscrit dans la *Politique de communication du gouvernement du Canada* (TBS-SCT, 2006).

Dans une démocratie, pour bien accomplir son travail, le gouvernement doit être à l'écoute du public, définir et évaluer les besoins des citoyens et y répondre. Le gouvernement doit obtenir le plus d'information possible sur les besoins et les attentes du public pour être en mesure d'y répondre efficacement. Le dialogue entre les citoyens et leur gouvernement doit être continu, ouvert, inclusif, pertinent, sûr et fiable. La communication est un processus bidirectionnel (*Ibid.*).

*La Politique* oblige donc le gouvernement à « consulter », à « écouter » et à prendre en compte les intérêts du public lors de l'établissement de ses priorités et de ses politiques. Inversement, on reconnaît au citoyen le droit de « s'adresser au gouvernement et d'être

entendu par ce dernier » (Gingras dans Pelletier *et al.*, 2013, p. 311).

### 1.3 Question de recherche

Comme nous le verrons, pour le gouvernement Harper, prendre des mesures visant le contrôle du message, la réorganisation législative et bureaucratique ainsi que la diffusion massive d'information s'avère nécessaire. Elle l'est parce qu'un gouvernement qui doit informer sa population, dans un système que l'on qualifie de « démocratique », se bute à une prise de parole concertée des partis politiques placés dans l'opposition, mais aussi à des groupes de pression qui ne sont pas nécessairement en accord avec lesdites mesures.

À la lumière de l'étude de Scruggs et Benegal (2012) énoncée précédemment sur la « mouvance » des valeurs environnementales et économiques, sur le contrôle de l'information à l'intérieur de l'appareil gouvernemental et sur les changements législatifs servant à l'affaiblissement des réglementations sur le développement économique, nous proposons de poser un regard critique sur la communication gouvernementale. Nous en arrivons à nous poser la question centrale suivante : **Dans quelle mesure la communication du gouvernement conservateur de Stephen Harper sur le projet de construction de l'oléoduc Keystone XL est-elle propagandiste au sens dont l'entend Jacques Ellul**<sup>28</sup> ?

Il nous paraît important d'examiner la teneur des communications gouvernementales afin de déterminer si le discours sur ce projet d'infrastructure énergétique s'effectue de manière propagandiste, c'est-à-dire de déterminer si le gouvernement utilise des procédés communicationnels qui mobilisent des croyances sociales profondes pour parvenir à justifier ses décisions et ses politiques qui s'inscrivent dans un projet néo-extractiviste et néolibéral.

---

28. Jacques Ellul était sociologue, théologien et professeur de droit ayant écrit de nombreux essais sur la société technicienne et la propagande.

## CHAPITRE II

### CADRE THÉORIQUE

#### 2.1 La propagande

Le concept de la propagande en tant que procédé de persuasion, tel que défini par Bernier<sup>29</sup>, soit « une forme de communication qui tente d'obtenir une réponse favorable du récepteur à l'égard de l'idée, du produit ou du service qui en fait l'objet » (Bernier, 2001, p. 2), remonte à la Grèce antique et s'étend à travers l'histoire moderne.

L'utilisation du mot propagande provient du *Congregatio de Propaganda Fide* qui a été mis en place par l'Église catholique en 1622 afin d'harmoniser le message ecclésiastique et de consolider son pouvoir. Bien loin des connotations péjoratives qui lui sont prêtées de nos jours, cette appellation était jugée comme une entreprise morale par les autorités catholiques (Combs et Nimmo, 1993, p. 201). À cette époque, le mot « propagande » désignait « l'usage systématique de l'éducation pour reconquérir les cœurs et les esprits de ceux qui se sont laissés influencer par la Réforme protestante » (Bernier, 2001, p. IX).

Plus tard, dès 1842, W.T Brande<sup>30</sup> attribue une connotation péjorative à la définition qu'il appose dans le *Dictionary of Science, Literature and Art* « something applied to modern political language as a term of reproach to secret associations for the spread of opinions and principles which are viewed by most governments with horror and aver-

---

29. Robert Bernier est Professeur titulaire à l'École nationale d'administration publique du Québec.

30. William Thomas Brande était chimiste et titulaire de la chaire de chimie au *Royal Institution* de Londres.

sion » (Qualter, 1962, p. 4).

L'étude institutionnelle de la propagande s'échelonne sur la majeure partie du XX<sup>e</sup> siècle. Elle débute par des recherches la définissant plutôt comme un « sujet discret » et qui cherchait plus à comprendre les méthodes et tactiques communicationnelles persuasives utilisées lors de la Première Guerre mondiale (Bernays, 1928; Tchakhotine, 1952; Lasswell, 1927). Ces premières études de type béhavioriste se concentrent sur le principe de la seringue hypodermique, procédé qui consiste simplement à transmettre les messages aux auditoires qui en sont ainsi directement influencés, sans critique ni remise en doute de leur efficacité ou des effets qu'ils espèrent obtenir. Bernays<sup>31</sup> met en évidence le pouvoir que peut avoir une minorité sur la majorité. Il s'aperçoit qu'un petit groupe de personnes peut influencer et mener une majorité à aller dans une direction voulue (Bernays, 1928, p. 39).

Hovland<sup>32</sup> poursuit les recherches sur la persuasion pour le compte du gouvernement états-unien suite à la victoire des Alliés en Europe durant la Deuxième Guerre mondiale. Ces derniers font face à une guerre qui s'éternise en Asie. Il s'intéresse à la persuasion de façon plus large en y intégrant des aspects sociologiques affectant la réception sur les changements d'attitudes (Hovland, 1957; Hovland *et al.*, 1953). De manière générale, les autorités craignent un manque « d'enthousiasme » de la part de la population et des soldats pour la poursuite du conflit avec le Japon suite à la victoire en Europe et cherchent, par conséquent, à contrôler les attitudes.

Plus tard, on s'intéresse au langage politique (Lasswell et Leites, 1949) qui servent à tenter d'influencer l'électorat et aux symboles (Pool, 1970).

---

31. Edward Bernays est considéré comme le père de l'industrie des relations publiques et de l'étude de la propagande politique institutionnelle.

32. Carl Iver Hovland était un psychologue américain qui a contribué à la psychologie expérimentale, sociale et cognitive en tant que pionnier dans la recherche des effets de la communication sociale sur les comportements et les croyances.

Le terme « propagande » devient synonyme d'information dans le contexte de la Guerre froide et ce, peu importe si l'on en fait usage à des fins touristiques, commerciales ou encore pour informer la population sur les services offerts par le gouvernement (Bernier, 2001, p. X).

C'est à cette même époque que Jacques Ellul développe le concept de la propagande sociologique, qui n'est pas nécessairement intentionnelle. Cette dernière est tout englobante et met en valeur des modèles de société tel que l'*American Way of Life* ainsi que les mythes profonds de notre temps (Ellul, 1962). Elle devient permanente lorsque la société civile commence à l'utiliser afin de justifier et promouvoir ses institutions. L'exécutif gouvernemental fait désormais appel à des concepts qui prennent racine dans les procédés utilisés en publicité et en marketing. On cherche dès lors à connaître et comprendre les désirs de la population dans le but de mieux utiliser les moyens de persuasion qui sont mis à profit (Bernier, 2001, p. 5-6).

### 2.1.1 Quelques techniques discursives courantes de la propagande

En 1938, l'*Institute for propaganda analysis* classifiait certaines techniques du discours de propagande (for Propaganda Analysis, 1937) auxquelles nous référerons ultérieurement dans notre analyse du discours. Les techniques les plus courantes sont facilement repérables. Les procédés classiques de la rhétorique sont aussi aisément identifiables. Normand Baillargeon<sup>33</sup> recense les différentes techniques et les procédés usuels du discours de propagande dans son ouvrage *Petit cours d'autodéfense intellectuelle* (2006).

**Procédés classiques de la rhétorique :** L'utilisation des trois procédés de rhétorique classiques de l'*ethos*, du *pathos* et du *logos*. L'*ethos* renvoie à l'image que le locuteur donne de lui-même, à sa légitimité et sa force de persuasion à entamer le discours. Le *pathos* appelle à une connexion « personnelle » avec l'auditoire, ce qui permet à l'orateur de gagner, en quelque sorte, l'empathie de la foule à laquelle il s'adresse. Le *logos* utilise

---

33. Normand Baillargeon est professeur de philosophie de l'éducation à l'Université du Québec à Montréal.



l'argumentaire et la démonstration de « faits » pour persuader (Marlin, 2013, p. 39).

**L'affirmation :** Il s'agit d'une déclaration enthousiaste ou énergique présentée comme un fait, bien que cela ne soit pas forcément vrai. Quand un publicitaire ou un politicien déclare que le produit est « le meilleur » ou que la politique est « la meilleure » sans parler des alternatives ou sans le prouver, il a recours à l'affirmation (for Propaganda Analysis, 1937).

**Le facteur de popularité :** Le facteur de popularité est l'une des techniques de propagande des plus courantes. On entend souvent nos politiciens parler de la « majorité silencieuse » ou affirmer que « les Canadiens nous ont dit » alors qu'ils n'ont aucune manière de vérifier qu'ils ont effectivement l'assentiment réel d'une majorité. On a recours au facteur de popularité pour convaincre une personne qu'un camp est « meilleur » que l'autre parce que davantage de gens l'ont joint (for Propaganda Analysis, 1937).

**L'argumentation fallacieuse :** L'argumentation fallacieuse ou l'omission sélective est très efficace pour convaincre la population. On ne présente que les aspects positifs d'une idée ou d'une proposition et on omet les aspects négatifs (for Propaganda Analysis, 1937).

**La valorisation sémantique :** On a recours à des mots qui ont une connotation positive pour les individus et qui sont liés à des concepts hautement valorisés. Quand ces mots sont utilisés, ils sont acceptés d'office. Des mots tels que « liberté », « démocratique » et « droits humains » sont des termes qu'on doit automatiquement accepter comme étant des cibles à atteindre dans nos sociétés occidentales (for Propaganda Analysis, 1937).

**Le révisionnisme :** Les révisionnistes présentent une version remaniée des événements historiques de manière à promouvoir leur propre interprétation de l'histoire (for Propaganda Analysis, 1937).

**La moindre de deux mauvaises options :** Cette technique essaie de convaincre les gens d'adhérer à une idée en la présentant comme l'option la moins offensive. Souvent, on dépeint une idée comme étant la meilleure d'entre toutes (for Propaganda Analysis,

1937).

**L'insulte :** On utilise des mots ou un langage méprisant qui véhicule une connotation négative pour définir les adversaires. La propagande tourne l'adversaire au ridicule ou a recours au sarcasme afin de créer des préjugés à son égard (for Propaganda Analysis, 1937).

**L'identification de l'ennemi :** Il s'agit de désigner un groupe ou une personne comme étant « l'ennemi ». On invite tout simplement la population à croire que l'ennemi a tout simplement tort (for Propaganda Analysis, 1937).

**Les gens ordinaires :** Ce procédé tend à essayer de convaincre que la vision exprimée est celle de « monsieur et madame Tout-le-Monde ». Souvent, on aura recours à des expressions, des accents locaux pour faire en sorte que le public ciblé s'identifie à son interlocuteur (for Propaganda Analysis, 1937).

**Appel à l'autorité :** On a recours à la terminologie spécialisée, scientifique, au prestige ou à la reconnaissance publique pour donner la légitimité aux arguments avancés (for Propaganda Analysis, 1937).

**Les stéréotypes :** On réduit une situation complexe à un simple choix entre le « bien et le mal ». Il s'agit souvent de simplifier considérablement en réduisant des situations complexes à des explications simples, voire simplistes. On simplifie des histoires et à force d'utilisation, on crée des mythes qui visent à oublier l'existence même de la conflictualité comme moteur de l'histoire (for Propaganda Analysis, 1937).

Ces techniques discursives sont toujours utilisées de nos jours dans le but de persuader la population du bienfait des politiques gouvernementales ou encore pour disqualifier les arguments contraires de leurs adversaires.

Outre les caractéristiques spécifiques des termes qui sont utilisés, Jacques Ellul parle de procédés propagandistes qu'il nomme la *propagande voilée* (aussi nommée propagande noire) et la *propagande déclarée* (propagande blanche). La propagande noire « tend

à cacher les buts, l'identité, la signification, l'auteur » et la population ignore qu'on cherche à l'influencer et ne se sent pas poussée dans ce sens (Ellul, 1962, p.27). Ce type de propagande use du mystère et du silence. La propagande blanche, elle, évolue au sein d'organismes voués à l'information et on ne se refuse pas à reconnaître que l'on use de la « persuasion », que l'on tente d'influencer. Le public le sait et on connaît l'auteur et les buts (*Ibid.*). Ellul explique que les auteurs de la propagande doivent user des deux types et les combiner. La propagande déclarée est nécessaire pour attaquer les adversaires ainsi que pour la mobilisation alors que la propagande voilée permet d'engager la population dans un certain sens sans que celle-ci ne s'en aperçoive. De plus, la propagande blanche sert de couverture à la propagande noire :

[A]ffiche ouvertement l'existence d'une propagande [information], on en annonce les organismes, et les moyens, les objectifs —, mais tout cela n'est qu'une façade qui fixe l'attention des individus, qui polarise leur instinct de résistance, cependant que derrière cette façade d'autres individus restés dans l'ombre, travaillent l'opinion dans un tout autre sens et cherchent à susciter des réactions très différentes, utilisant même les résistances à la propagande ouverte (*Ibid*, p. 27-28).

Pour terminer, il y a un autre procédé de propagande que nous rencontrons fréquemment qui est la surabondance d'information, mais plus précisément, la sélection spécifique d'information au détriment d'autres qui pourraient s'avérer être très utiles, sinon indispensables afin de permettre un débat éclairé sur des enjeux de société (Delalieu, 2014).

### 2.1.2 Le déni de la propagande

« Propagande » est un des mots les plus décriés de la langue française. L'usage qu'en ont fait les nazis a habitué à considérer la propagande comme une méthode de perversion et de mensonge. Cette réaction, en son fond, est saine. Mais la conséquence en est redoutable : la propagande, qui est une fonction politique naturelle, devient honteuse ; elle reflue sur l'information, elle se cache derrière les « nouvelles » et les statistiques. Plus personne ne veut entendre parler de « propagande » : on fait de la « documentation », de « l'information », des « reportages » (Domenach, 1973, p. 98-99).

Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, et surtout de nos jours, il est mal vu d'utiliser le mot propagande pour désigner les procédés et les tactiques de persuasion gouvernementale. L'existence même de la propagande est un sujet qui est vivement nié, de façon publique du moins. L'idée de faire de la propagande est inacceptable pour les gouvernements qui se disent « démocratiques », sauf en cas de force majeure et seulement si absolument nécessaire. On parle alors de circonstances exceptionnelles qui requièrent des techniques bien spéciales et tout aussi exceptionnelles (Gusse, 2013, p. 49). Ce déni est lié à trois facteurs.

Le premier est lié à la connotation péjorative du terme qui est souvent associé aux grandes idéologies totalitaires du XXe siècle, soit le nazisme, le fascisme et le communisme, ainsi que du début de la Deuxième Guerre mondiale jusqu'à la fin de la guerre froide. Les exemples des régimes de l'Allemagne nazie, de l'Italie et de l'Espagne fascistes, de l'Union soviétique et de la Chine révolutionnaire sont souvent utilisés pour représenter des régimes où la liberté de presse et d'expression ainsi que les libertés fondamentales sont fortement brimées (Domenach, 1973).

Conséquemment, éthiquement, on associe la propagande et son utilisation aux régimes « despotiques » et inversement, on tient pour acquis que les régimes que nous qualifions de « démocratiques » n'en font pas usage. Cependant, si les dirigeants des régimes démocratiques doivent en faire usage, ce sera de façon légitime. On utilisera alors le faux raisonnement selon lequel toute dictature est mauvaise et que si un régime démocratique est jugé acceptable et qu'il doit user de la propagande, c'est forcément de la « bonne » propagande dont il s'agit (Gusse, 2013, p. 49).

Finalement, la propagande est souvent associée à un mensonge, à de fausses informations, ou à la désinformation. Or, selon Jacques Ellul, ces usages sémantiques sont inexacts (Ellul, 1962, p. 65). S'exprimer au moyen de faits vérifiables, de statistiques servant à légitimer ou à occulter d'autres faits, est toujours plus payant (*Ibid.*, p. 262). L'image du régime « démocratique » qui utilise la communication gouvernementale est communément associée au « bien » et celle du régime « totalitaire » qui utilise la propagande au

« mal ». « Le mensonge est finalement nuisible à la propagande; et si le mythe lui est essentiel, les faits ne le sont pas moins » (Domenach, 1973, p. 98).

### 2.1.3 La propagande selon Jacques Ellul

Afin d'approfondir au sujet des liens entre la propagande d'État et la communication gouvernementale, nous nous sommes basés sur les écrits de Jacques Ellul qui, dans les années 1950 et 1960, a élaboré sa théorie sur la propagande gouvernementale et les mythes modernes. Son analyse est riche en définitions et nous permet de se questionner de manière pertinente par rapport à la réalité politique canadienne actuelle.

C'est en effet le cadre théorique offert par Jacques Ellul qui nous semble être le plus pertinent afin d'étudier les pratiques communicationnelles du gouvernement Harper sur le changement climatique, sur les enjeux environnementaux de façon générale et plus spécifiquement sur le projet Keystone XL. Selon Ellul, la propagande est nécessaire surtout dans les régimes démocratiques où l'espace public est, en principe, ouvert à tous pour discuter des enjeux de société. Dans un tel espace délibératif, les instances du pouvoir doivent s'assurer de communiquer de manière persuasive et intensive, par tous les moyens disponibles, afin que leurs messages puissent être compris et adoptés, surtout lorsque plusieurs acteurs ont un droit de parole. C'est le paradoxe de l'utilisation de la communication gouvernementale qui deviendrait propagande dans les systèmes que nous nommons démocraties et que nous expliquerons ultérieurement.

Ellul interprète le terme propagande à son plus haut niveau, c'est-à-dire qu'il prend en considération la société dans laquelle nous vivons. Fondamentalement, cette société « technicienne », qui est dominée par les médias de masse<sup>34</sup> et dans laquelle les points

---

34. L'analyse d'Ellul réfère à l'époque de la Guerre Froide et à l'utilisation massive de la télévision, de la radio et des journaux. La notion de médias de masse est en mouvance et nous faisons aujourd'hui face à une panoplie de nouveaux médias dits socionumériques qui permettent, selon certains chercheurs, l'émancipation de la population en lui donnant accès à des sources alternatives d'information tout en la libérant des sources traditionnelles contrôlées par les acteurs habituels du pouvoir (Slaughter, 2009; Schmidt et Cohen, 2010). D'autres chercheurs maintiennent par contre que l'on retrouve tout de même les assises traditionnelles du pouvoir et de la domination, notamment au niveau de l'accès aux nouvelles technologies de l'information et des communications (NTIC) (McChesney, 1999; Mattelart, 2002).



d'ancrage traditionnels tels que la famille et la religion disparaissent ou s'amenuisent, s'avère plus réceptive à la manipulation. Ellul postule que la propagande sert à combler ce vide et ce besoin vital. Ses interprétations transcendent les définitions traditionnelles des analyses critiques basées sur les sophismes. Pour lui, la propagande est le ciment qui maintient la cohérence dans une société technicienne (Ellul, 1962, p. 75-84).

En ce qui nous concerne, dans le cadre de notre analyse, nous souscrivons à la définition que Jacques Ellul fait de la propagande dans son ouvrage intitulé *Propagandes* :

La propagande est l'ensemble des méthodes utilisées par un groupe organisé en vue de faire participer activement ou passivement à son action, une masse d'individus psychologiquement unifiés par des manipulations psychologiques et encadrés dans une organisation (*Ibid.*, p. 89).

Cette définition transcende les régimes politiques et peut s'appliquer à la fois à un gouvernement et à un groupe privé. Cette vision de la propagande rejoint celle de Marc Angenot<sup>35</sup> qui, lui aussi, nuance le contenu d'un concept qui est souvent connoté dans la *doxa*. À propos de la propagande, Angenot écrit qu'elle a « un sens descriptif, *a priori* sans jugement, désignant par là toute production discursive s'adressant à un destinataire collectif pour le mobiliser dans un sens déterminé » (Angenot, 1997, p. 10). Nous souscrivons donc à ce type de définition qui laisse la connotation de côté pour se concentrer sur le rôle et l'effet recherché de la propagande étatique ; dimension technique de la propagande qui cherche l'atteinte de l'efficacité à tout prix.

Ellul définit trois catégories de propagande. La première renferme la propagande politique et la propagande sociologique. Il définit la propagande politique comme étant un ensemble « de techniques d'influence employées par un gouvernement, un parti, une administration, un groupe de pression, etc., en vue de modifier le comportement du public à leur égard » (Ellul, 1962, p. 75-76). Ensuite, il définit la propagande sociologique qui agit en douceur, par « imprégnation ». En partie non intentionnelle, cette propagande repose sur des activités multiples qui agissent de façon concordante comme un ensemble

---

35. Marc Angenot est professeur de langue et littérature françaises qui enseigne à l'Université McGill.

pour inculquer un certain mode de vie. Parfois la propagande de type sociologique rejoint celle de type politique, dans la mesure où elle est organisée (*Ibid.*, p. 36-37).

La deuxième catégorie inclut la propagande d'agitation et la propagande d'intégration. La propagande d'agitation est la plus visible et la plus massive. Indispensable en temps de guerre, elle mise sur l'autojustification et la haine de l'ennemi. En tant que propagande subversive, elle peut aussi déclencher une crise révolutionnaire (*Ibid.*, p. 76-84). Inversement, la propagande d'intégration en est une de conformité et de stabilisation du corps social. L'individu doit se fondre dans le parti, la société ou la nation ; l'unanimité étant la condition de l'efficacité. Cette propagande d'intégration est d'autant plus efficace que « le milieu à qui elle s'adresse est plus aisé, plus cultivé, plus informé » (*Ibid.*, p. 87). C'est cette dernière qui constitue la prépropagande essentielle à l'utilisation de la propagande plus directe. Celle-ci mobilise des valeurs, des croyances et des mythes profonds qui ont été intériorisés grâce à l'éducation et aux autres mécanismes d'imprégnation sociale.

Finalement, la troisième catégorie comprend la propagande verticale et horizontale. La propagande émanant d'un leader charismatique est l'exemple classique de la propagande verticale (*Ibid.*, p. 90). La propagande horizontale se développe dans les dynamiques de groupe, en formant une adhésion « intellectuelle consciente » où tous les participants du groupe sont égaux et où le leader agit comme médiateur, comme directeur de discussion guidant la collectivité dans l'orientation de ses choix (*Ibid.*, p. 94-95).

Cette manipulation psychologique s'opère de façon insidieuse puisqu'elle ne permet pas au public ciblé par ladite propagande de se questionner sur ce qui se passe parce qu'il n'en est pas conscient. La manipulation intégrée neutralise ou élimine les aberrations (*Ibid.*, p. 261) alors que les concepts d'ajustement et d'adaptation sont promus (Eliot, 1952, p. 482).

#### 2.1.4 La société technicienne

Ellul écrit dans *La technique ou l'enjeu du siècle* que les sociétés de notre époque ont toutes en commun d'être des sociétés techniciennes, c'est-à-dire déterminées, mues par le progrès technique et évoluant vers la modernité à l'aide de celle-ci. La recherche « en toute chose de la méthode absolument la plus efficace » est nécessaire (Ellul, 1954, p. 18-19). Dans ces sociétés, les techniques de production et de planification économique ainsi que les techniques commerciales, industrielles, administratives, gouvernementales, juridiques et militaires qui renvoient à la communication et aux médias de masse, s'associent à l'organisation des masses où l'efficacité est toujours l'objectif. La propagande renforce des mythes et des stéréotypes permettant la mise en place, par les gouvernements, de méthodes (techniques) prônant toujours une plus grande efficacité. Ces mythes et stéréotypes sont en effet acceptés, intériorisés et considérés comme « vrais » donc non contestables. Les gouvernements doivent prendre des décisions de façon toujours plus efficace ; ils ne peuvent pas (ou ne veulent pas) attendre que la population leur montre la voie à suivre, ils doivent la manipuler afin de gérer efficacement (Gambrill, 2012, p. 190).

L'acceptation et la promotion de la société technicienne prennent racine, entre autres, dans l'éducation qui est centrale et qui constitue un préalable à la propagande. Ce conditionnement de l'esprit dans la direction de la propagande d'État permet la suppression du raisonnement critique et des remises en question. (Ellul, 1962, p. 125-130).

Ellul explique que la propagande n'est pas un procédé communicationnel qui existe dans le vide ; elle doit être utilisée dans un contexte social où elle sera comprise et acceptée. Ainsi, les croyances sociales populaires, les mythes que nous expliciterons ultérieurement, sont renforcés au moyen de la propagande. Une campagne qui irait directement à l'encontre des croyances (des mythes modernes) ne fonctionnerait pas, du moins, pas aussi bien qu'on ne le souhaiterait. La propagande doit créer « une image motrice à caractère émotionnel » afin de provoquer l'adhésion sans la réflexion (Ellul, 1952, p. 486). La propagande dont parle Ellul renforce l'opinion en direction des croyances populaires, transforme le relatif en absolu et les choix multiples en choix unique. Pour que le mythe

soit efficace, son contraire doit également être évoqué. Par exemple, on parle de la création de la richesse et de la création d'emploi en brandissant les méfaits de la taxation, du ralentissement du progrès, de la réduction des profits et de la perte d'emplois, etc., tout en les associant aux « adversaires ».

Ce concept est central et fondamental à la compréhension de la propagande, mobilisatrice de mythes profonds, de vérité et de croyances d'après Ellul.

La conviction de la force invincible de la vérité est reliée à la notion de progrès et fait partie de cette idéologie. [...] Celui à qui l'histoire donne raison était dans le vrai. Mais qu'est-ce qu'« avoir raison » quand on parle de l'histoire ? C'est gagner, survivre, donc être le plus fort ; le plus fort, c'est-à-dire, aujourd'hui, le plus efficace, est donc détenteur de la vérité (Ellul, 1962, p. 257).

### 2.1.5 Les mythes

Le message propagandiste doit être diffusé de manière continue et permanente, renforçant ainsi les normes, les valeurs, les styles de vie ainsi que les stéréotypes qui imprègnent l'individu subtilement, progressivement et sans heurt afin que tout lui semble normal et naturel. (Ellul, 1962, p. 76). Selon Ellul, il s'agit là d'une réelle propagande sociologique d'intégration.

Par ailleurs, Ellul définit les mythes comme « une image motrice globale, une espèce de vision des objectifs souhaitables, mais qui ont perdu leur caractère matériel, pratique, pour être devenus une image fortement colorée, maîtrisante, globale, contenant tout le souhaitable, refoulant hors-champ de la conscience tout ce qui ne se rapporte pas à elle (*Ibid.*, p. 43) ».

Afin de créer un climat social favorable à l'adoption de politiques pouvant paraître à contrecourant des tendances prévalentes, le gouvernement doit veiller à ce que les mythes fondateurs, amplifiés par les mythes actifs, tous susceptibles de déclencher un passage à l'acte, soient promus. Il faut que l'acceptation des politiques et la démarche gouvernementale soient orchestrées, répétées et diffusées dans l'espace social au moyen

des médias de masse traditionnels ou électroniques. Ellul parle de prépropagande. Cette dernière permet de rendre la société réceptive à la propagande (*Ibid.*, p. 76-84). Cette prépropagande d'intégration peut être non-intentionnelle mais elle est totale. Le meilleur exemple reste le système d'éducation qui promeut, dès le plus jeune âge, des valeurs en vogue à l'époque des écrits d'Ellul telles que l'atteinte du bonheur par le travail acharné, le culte du progrès technique infini, l'étude et l'admiration des héros et des événements historiques nationalistes.

Il est donc primordial pour les organisations en général, et plus particulièrement pour le gouvernement, de savoir comment exploiter et canaliser les sentiments afin de parvenir à modeler la propagande selon les opinions et les attitudes sociales préexistantes. Une fois les fondements facilitant le passage à l'acte en place, il suffira de choisir le mythe actif le plus approprié, celui qui permettra une plus grande portée de l'action, c'est-à-dire qui mènera à l'*orthopraxie* (*Ibid.*, p. 49). L'essentiel serait d'obtenir une orthopraxie (*praxis* action) et non seulement une orthodoxie (*doxa* opinion).

En tout cas, la propagande doit toujours choisir la tendance qui normalement doit triompher parce qu'elle concorde avec les grands mythes du temps commun à tous les hommes. [...] Ainsi, en définitive, la propagande doit exprimer les courants fondamentaux de la société (*Ibid.*, p. 55).

Pour Ellul, les mythes sont liés au concept de la spiritualité. Les humains portent attention aux mythes parce qu'ils répondent à leur sens du sacré. La sécularisation de la société amplifie ce sens parce que les gens ont un besoin essentiel inné d'une connexion continue avec la spiritualité. Ce besoin est comblé, ironiquement, par la société technicienne et ses accomplissements qui émerveillent (Karim, 2001, p. 121 ; Ellul, 1954, p. 130).

Il est alors saisi d'un délire sacré, en présence de la trace rutilante du Spoutnik ou à l'image des millions de tonnes de nourriture qui lui sont réservées, et projette ce délire dans le mythe qui lui est nécessaire, à la fois pour garder un contrôle et pour expliquer, pour orienter et pour justifier son action... et son actuelle servitude (Ellul, 1954, p. 177).



La technique n'élimine pas la religion, elle la façonne à ses besoins. En déplaçant la spiritualité, la technique devient elle-même un objet de foi. Elle représente le mystère que la religion occupait autrefois (Karim, 2001, p. 130-131).

Ellul parle de deux types de mythes interreliés qui sont le fondement des sociétés techniciennes. Les premiers sont les mythes fondateurs alors que les seconds sont constitués par les mythes actifs qui sont subordonnés aux premiers. Ces mythes fondateurs sont partagés et ils forment les croyances et les convictions collectives qui s'inscrivent dans le temps (Ellul, 1958, p. 28).

Ellul réfère aux mythes fondateurs de l'histoire et de la science et des mythes actifs du progrès, du bonheur et du travail. La science est perçue comme un moyen de tout résoudre grâce à l'usage de la raison, à des méthodes efficaces et à la technique qui « s'étend à tous les domaines [...] recouvre toute activité [économique, humaine] et toutes les activités de l'homme » (Ellul, 1962, p. 49). Ensuite, l'histoire est la seule qui peut raconter et permettre de juger des accomplissements humains, qu'ils soient politiques, sociaux, économiques, sur le plan des valeurs, etc. ; elle réfère à l'évolution de l'homme qui ne cesse de s'accomplir et d'aller de l'avant (Ellul, 1958, p. 31). On parle alors du progrès, qui est né au XIX<sup>e</sup> siècle, mythe que tous partagent afin d'améliorer leur sort ou les méthodes pour atteindre un bien-être.

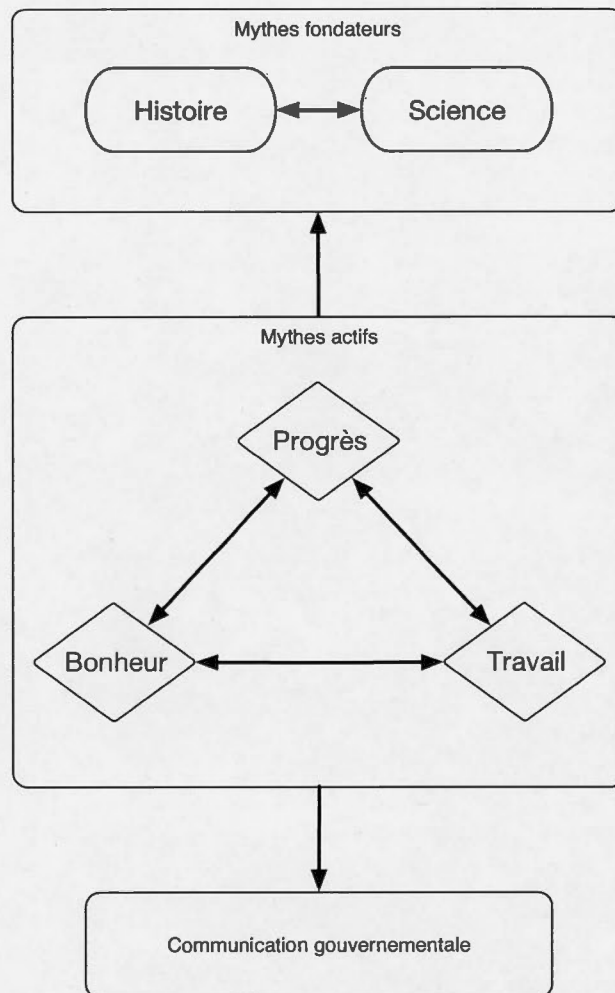
Le mythe du progrès se rattache aux mythes de la science et de l'histoire et ramène aux équipements toujours à la fine pointe, aux plus récentes découvertes et au perfectionnement technique (*Ibid.*, p. 32). On voit l'importance du mythe du progrès dans le fait que celui-ci se mesure facilement dans la perception des gens au cours de leur vie. Ce progrès technique est mesurable, concret, et il se manifeste par le bien-être et par l'amélioration du sort des individus et de la société.

Ainsi, les hommes partagent tous une même obsession : produire plus, grâce aux progrès techniques, pour obtenir plus de confort. La bourgeoisie du XIX<sup>e</sup> siècle a inventé le mythe du travail comme justification à la Révolution industrielle, dont elle était l'instigatrice (*Ibid.*, p. 29). Mais la bourgeoisie n'est parvenue à faire universellement valoir

le travail comme valeur que sur la base d'un autre mythe, qu'elle avait inventé au siècle précédent, et qui est celui du bonheur. S'acharner au travail vaut le coup, car, finalement, cela nous procure le confort (matériel), le bien-être (physique, mais aussi mental), donc le bonheur (dans la consommation). Ellul identifie l'éthique bourgeoise du travail pour parler de la moralité du mythe du travail :

Le travail purifie, ennobli : c'est une vertu et un remède. La seule raison qui vaille de vivre, c'est le travail. Il remplace la vie spirituelle et Dieu, ou plus exactement Dieu se confond avec le travail en ce sens que la réussite devient une bénédiction (Ellul, 1954, p. 202).

Les mythes actifs se positionnent pour renforcer les mythes fondateurs ; les actualiser pour les rendre plus colorés, de leur temps. Ces mythes se complètent et « se défendent mutuellement », à un point tel que dès qu'un mythe (ou l'une de ses dimensions) est attaqué, les autres mythes, agissants comme des anticorps, servent la riposte et la réaction (Ellul, 1962, p. 53). Voir figure 2.1



**Figure 2.1** Typologie des mythes fondateurs et actifs selon Ellul.

Dans son article *Mythes modernes*, Ellul parle de mythes secondaires de la nation et de la jeunesse qui étaient importants à l'époque où il l'a écrit en 1958. Dans le contexte de l'Après-Guerre, on peut facilement comprendre que l'idée de la nation prenait énormément d'espace dans l'imaginaire collectif, tout autant que le mythe de la jeunesse qui s'avérait primordiale à la reconstruction et au repeuplement post-guerre (Ellul, 1958, p. 33-34). De nos jours, ces mythes ont moins d'importance que ceux du progrès et du travail comme en témoigne la communication gouvernementale canadienne empreinte de

valeurs néo-libérales et faisant l'apologie du néo-extractivisme. L'importance des mythes actifs est variable dans le temps, mais ils se rapportent, renforcent et actualisent toujours les mythes fondateurs de la science et de l'histoire.

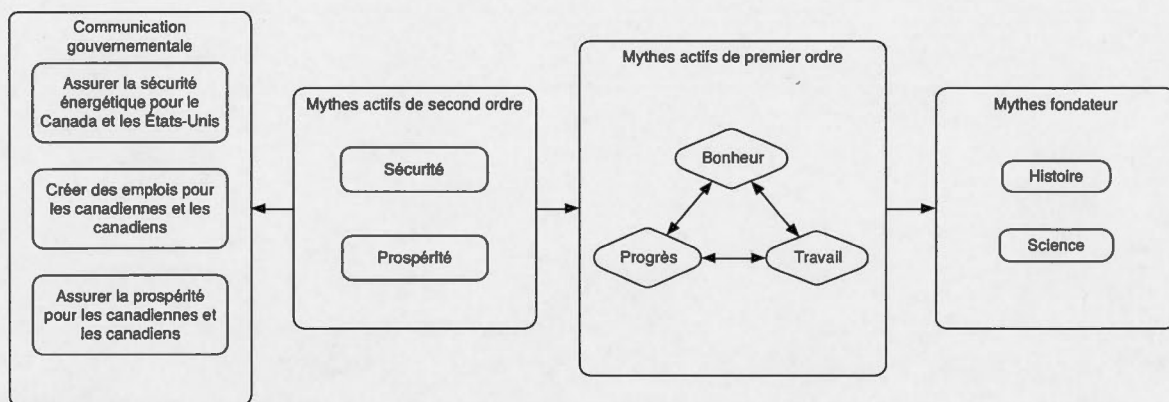
Le mythe du travail s'appuyant sur le progrès et la science présente les coûts et l'efficacité de production des produits et services comme des caractéristiques économiques primaires. Les mythes actifs de second ordre tel que celui de la sécurité et celui de la prospérité dressent un portrait du système de production et de consommation comme étant la norme ne pouvant être remise en question. Si elle l'était, que ce soit au moyen d'efforts concertés tels que des grèves ou du boycottage, on s'affairerait à en pointer l'aberration (*Ibid.*, p. 127).

Nowadays anyone who entertains doubts on the subject of progress is subjected to the most fierce and contemptuous condemnation by all political groups, of the right as well as of the left (*Ibid.*, p. 33).

Ces mythes que nous qualifions de « second ordre » sont tout aussi importants et apparaissent ponctuellement pour remobiliser les mythes fondateurs. Ils sont, tout comme les mythes secondaires, mouvants et actualisés selon l'environnement social.

C'est dans cette optique qu'on ne peut pas s'opposer, qu'on ne peut pas remettre en question le développement et l'exploitation de nos ressources, créatrices de sécurité, de travail et donc du bonheur pour la société.

Les mythes du bonheur et du travail s'unissent afin de représenter le progrès et l'histoire. Les gouvernements, les corporations et les publicitaires s'unissent afin de promouvoir cette vision du bonheur suprême que l'on atteint grâce au progrès, à la science et au travail. (Karim, 2001, p. 128).



**Figure 2.2** Mythes constitutifs des éléments de la communication gouvernementale.

## 2.2 La communication gouvernementale

### 2.2.1 Définitions et fondements de la communication gouvernementale

Les communications gouvernementales sont intrinsèquement liées au phénomène de rétroaction entre la population et le gouvernement. Par conséquent, il est « normal » que ce dernier tente de s'approprier le contrôle des appareils de communication (Bernier, 1988, p. 23).

Selon Anne-Marie Gingras, on ne peut pas vraiment situer la naissance de la communication et de la propagande gouvernementale puisqu'elles sont nécessaires à la gestion des affaires publiques de toutes les époques. La communication est essentielle pour le gouvernement afin de conserver une cohésion sociale, maintenir ou fabriquer le consentement et lutter pour l'obtention et le maintien du pouvoir. Elle existe et est présente, peu importe le type de régime (Gingras, 2003, p. 3). Même dans les régimes totalitaires, les dirigeants ne peuvent, à long terme, se maintenir en position d'autorité sans rechercher une quelconque reconnaissance de cette légitimité de la société civile. On ne gouverne pas en vase clos. « La communication loge au cœur de l'organisation politique parce que s'installer aux rênes du pouvoir ou s'y maintenir exige de convaincre » (*Ibid.*). Machia-



vel dit à son Prince que « la meilleure des forteresses pour les dirigeants consiste à ne pas être haï du peuple », ce qui suppose une disposition d'esprit favorable à l'égard de celui-ci, du moins en apparence, et la capacité de la faire connaître (*Ibid.*, p. 4).

Le principe de la persuasion présuppose une participation citoyenne dans la vie politique et ce concept n'est pas nouveau. Déjà, dans la Grèce antique, les citoyens se rassemblaient dans ce qu'on appelait l'*agora* pour y discuter et délibérer. L'espace public en tant que concept a tout d'abord été défini par Kant<sup>36</sup> pour qui il représente « la sphère intermédiaire qui s'est constituée historiquement, au moment des Lumières, entre la société civile et l'État » (Schmidt, 1996, p. 58-60). C'est l'espace auquel tous les citoyens ont accès pour se rassembler et formuler une opinion publique. Hannah Arendt<sup>37</sup> précise le concept en y insérant l'élément de la *polis* qu'elle définit comme « l'organisation du peuple qui vient de ce que l'on agit et parle ensemble, et son espace véritable s'étend entre les hommes qui vivent ensemble dans ce but, en quelque lieu qu'ils se trouvent » (Arendt, 1998, p. 27). Les échanges dans la *polis* se cristallisent au moment de la décision et se basent sur la persuasion qu'Arendt définit comme « la mise en commun des meilleurs arguments pour aboutir à une décision » (*Ibid.*, p. 26). Quant à Habermas<sup>38</sup>, il décrit l'espace public comme étant « le processus au cours duquel le public constitué d'individus faisant usage de leur raison s'approprie la sphère publique contrôlée par l'autorité et la transforme en une sphère où la critique s'exerce contre le pouvoir de l'État » (Habermas, 1978, p. 35).

À cet effet, la communication gouvernementale revêt un intérêt particulier pour les sociétés démocratiques dotées de régimes représentatifs. Cette « démocratie » étant fondée sur les préceptes de la légitimité du peuple, de son opinion et de sa participation dans

---

36. Immanuel Kant était un philosophe allemand fondateur de l'idéalisme transcendantal qui a exercé une influence considérable sur l'idéalisme allemand, la philosophie analytique, la phénoménologie et la philosophie postmoderne.

37. Hannah Arendt était une philosophe allemande connue pour ses travaux sur l'activité politique, le totalitarisme et la modernité.

38. Jürgen Habermas est un théoricien allemand en philosophie et en sciences sociales. Il est l'un des grands représentants de la deuxième génération de l'École de Francfort et de la théorie critique.

l'espace public, il faut à tout le moins pouvoir compter sur son appui pour gouverner. Les systèmes politiques fondés sur la représentativité doivent nécessairement obtenir l'approbation de la population qu'ils représentent et cela, plus souvent qu'à tous les quatre ou cinq ans, périodes séparant deux élections successives. Ces systèmes doivent aussi maintenir des lieux de débats citoyens et instaurer un jeu social visant à obtenir l'appui populaire (Gingras, 2003, p. 4).

Malgré que les réflexions à son sujet ainsi que son utilisation soient omniprésentes à toutes les époques et dans tous les régimes, la communication gouvernementale n'est devenue un champ d'études interdisciplinaire<sup>39</sup> qu'à partir du XXe siècle et ne s'est institutionnalisée qu'à partir des années 1970. Les sept premières décennies du XXe siècle ont été monopolisées par des études portant sur l'influence des médias sur la formation d'opinions individuelles et collectives. Différents termes sont utilisés pour la désigner dans le discours sur la formation des opinions : la propagande, la persuasion, l'opinion publique, le symbolisme, le langage politique, la publicité, le marketing ou la réception (*Ibid.*, p. 5).

Le premier réflexe lorsqu'on nous parle de communication gouvernementale est de croire que ce sont les communications officielles de l'appareil du gouvernement servant à informer des politiques en place, des services offerts ou des responsabilités qui nous incombent. Cependant, comment parvenir à faire la part des choses entre cette information qui se veut « neutre » et celle qui se veut orientée et teintée de l'idéologie de ceux qui nous gouvernent ?

Certains comme le conseiller français en communication politique, Thierry Sauvy, croient fermement à la délimitation des types de communication : il y a les communications neutres destinées à informer versus celles vouées à la persuasion ou à l'incitation au processus de réélection. « La communication gouvernementale n'est nullement personnalisée. Elle ne porte pas sur des idées, des concepts ou des promesses mais sur des

---

39. Anne Marie Gingras, dans *La communication politique : état des savoirs, enjeux et perspectives*, parle d'interdisciplinarité de la communication, de la philosophie, de la psychologie, de la psychologie sociale, de la sociolinguistique et de la science politique.

faits précis, des mesures, des réformes ou des comportements qui vont dans le sens de l'intérêt général ou du mieux vivre ensemble » (Thierry Saussez<sup>40</sup> dans Figaro, 2009). Inversement, d'autres critiquent ce que nous désignons comme limite théorique entre la communication gouvernementale « neutre » et son réel pouvoir de persuasion sociale. Jean-Louis Missika<sup>41</sup> nous explique que :

[...] Entre une annonce présidentielle au journal télévisé de 20 heures et sa mise en œuvre concrète pour les Français, il s'écoule en moyenne de six mois à un an, voire dix-huit mois, écart de temps qui n'est pas géré par les médias, lesquels traitent du sujet à chaud, au moment de la controverse politique, quand l'opposition s'oppose et que le Parlement débat. C'est à la communication gouvernementale de prendre le relais en expliquant les éventuels bienfaits et le *modus operandi* de ladite mesure. Or plutôt qu'une information de service, on observe une riposte à l'opposition. Ainsi de votre toute première campagne sur la politique générale du gouvernement, qui avait un buzz d'appel sur le pouvoir d'achat correspondant typiquement à ce que je n'aurais pas fait si j'avais été en charge du dossier. La valorisation de la politique doit être faite par les ministres dans les médias, mais ne saurait être financée par l'argent du contribuable dans les campagnes de communication publique (Missika dans Figaro, 2009).

Au Canada, la communication gouvernementale a pris son envol au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. C'est à ce moment que les messages de propagande et de publicité gouvernementale unidirectionnelle n'ont plus atteint aussi efficacement la population canadienne (Easton, 1974 cité dans Bernier, 2001, p. 6). Ce changement de tactiques et d'outils s'inscrirait alors dans le désir de la population de participer aux décisions économiques imposées par l'interventionnisme croissant de l'appareil gouvernemental dans l'économie (Bernier, 2001, p. 6).

[L]e contenu des messages de propagande et de publicité gouvernementale, conçus sans rétroaction, n'atteignaient plus une population dont la diversification et le poids des demandes provoquaient des tensions dans le système politique, contraignant l'État à réviser ses canaux de communication (*Ibid.*).

---

40. Thierry Saussez était Directeur du Services d'information du gouvernement français de 2008 à 2010.

41. Jean-Louis Missika est un homme politique, de télévision et sociologue.

La propagande du temps de la guerre céda aussi la place aux tactiques du secteur privé, des grandes firmes publicitaires et de relations publiques, au marketing gouvernemental, aux tactiques et outils visant à influencer les décisions ainsi que les désirs de la population, mais de façon plus importante, destinés à connaître ses besoins et ses demandes.

Les campagnes se trouvent ici justifiées par la nécessité et « le devoir » de l'État d'informer les citoyens de leurs droits et devoirs, mais encore plus de modifier les attitudes et les comportements des individus en société pour le Bien commun (Ollivier-Yaniv, 2000, p. 76).

Pour Robert Bernier, les communications gouvernementales sont étroitement associées au phénomène des échanges entre l'État et la population (2001, p. 1) alors que pour Isabelle Gusse<sup>42</sup>, « la communication gouvernementale correspond [...] à la production d'informations portant sur les politiques publiques et décisions gouvernementales et d'annonces dites d'utilité publique ou d'intérêt général » (2013, p. 18). L'objectif majeur de la communication en politique est de persuader en séduisant. Pour sa part, Jacques Gerstlé<sup>43</sup> cible bien l'enjeu de la communication politique : « [...] c'est l'ensemble des techniques et procédés dont disposent les acteurs politiques, le plus souvent les gouvernants, pour séduire, gérer et circonvenir l'opinion » (1992, p. 28). Dominique Wolton<sup>44</sup>, quant à lui, définit la communication politique comme étant un « espace où s'échangent les discours contradictoires des trois acteurs qui ont la légitimité à s'exprimer publiquement sur la politique et qui sont les hommes politiques, les journalistes et l'opinion publique au travers les sondages » (1989, p. 29). Enfin, pour Karine Berthelot-Guiet<sup>45</sup> et Caroline Ollivier-Yaniv<sup>46</sup>, « on peut considérer la communication gouvernementale

---

42. Isabelle Gusse est professeure et directrice du programme de baccalauréat en communication, politique et société (BCPS) à l'Université du Québec à Montréal.

43. Jacques Gerstlé est professeur de sciences politiques à l'Université de Paris 1.

44. Dominique Wolton est directeur de recherche au CNRS en sciences de la communication.

45. Karine Bertelot-Guiet est professeure de marketing et communication à l'Université de Paris-Sorbonne.

46. Caroline Ollivier-Yaniv est professeure en science de l'information et de la communication à l'Université Paris Est.

comme un processus de diffusion de messages du pouvoir exécutif et des institutions ministérielles » (Berthelot-Guiet et Ollivier-Yaniv, 2001, p. 157).

## 2.2.2 Outils de communication de l'État

Depuis les années 1980, l'une des composantes principales des stratégies communicationnelles des régimes gouvernementaux occidentaux est la publicité. Les États achètent de l'espace dans les médias de masse<sup>47</sup> afin d'y diffuser des annonces politiques constituées d'éléments de leurs campagnes publicitaires (Ollivier-Yaniv, 2009, p. 87).

Contrairement aux communications électorales qui s'étendent sur une courte période, le temps de convaincre l'électorat rapidement, les communications gouvernementales s'inscrivent dans le long terme (Gusse, 2013, p. 17).

L'étude des communications gouvernementales est pertinente pour trois raisons. Tout d'abord, au sein des démocraties libérales, elles sont conçues à partir d'importantes structures institutionnelles qui en sont responsables, qui régissent la supervision de leur conceptualisation et de leur diffusion qui est destinée aux différents organismes gouvernementaux, aux médias ainsi qu'à la population. Ces institutions sont également responsables de la recherche sur l'opinion publique, de la gestion des budgets annuels et du soutien technique aux autres ministères (*Ibid.*, p. 18). Ensuite, des budgets considérables y sont attribués afin de réaliser des campagnes de communication, de promotion ou publicitaires visant à faire connaître ou valoir les choix politiques du gouvernement (Gerstlé, 2004, p. 190). Finalement, l'État mobilise les ressources humaines nécessaires à la mise en œuvre de ces campagnes de publicité ou de communication que ce soit à l'interne ou par l'entremise d'agences de marketing et de publicité qui sont embauchées de façon contractuelle (Ollivier-Yaniv, 2009, p. 87).

Si les firmes de publicité et de marketing utilisent une variété de procédés et de tactiques pour vendre un produit, le gouvernement s'en inspire pour vendre le sien : ses

---

47. Il faut noter qu'avec l'avènement des nouvelles technologies d'information et de la communication (NTIC), il nous semble que la convergence des médias rend le qualificatif « de masse » moins pertinent.



positions, ses politique et son idéologie. Parmi les techniques et procédés utilisés, on retrouve la valorisation d'un objet ou d'idées ayant pour objectif d'amener le public (le citoyen, l'individu) à agir dans un sens donné. On compte aussi l'utilisation de mythes et de symboles forts pour inciter le public à agir collectivement dans le sens voulu, soit consommer, adopter de nouvelles attitudes et normes sociales ou avoir une conduite exemplaire versus des attitudes déviantes ou dangereuses (Gusse, 2013, p. 19).

Les caractéristiques de la propagande se rapprochent de celles de la publicité en ce qu'elle cherche à créer, transformer ou confirmer des opinions et qu'elle use en partie de moyens qu'elle lui a empruntés ; la propagande s'en distingue en ce qu'elle vise un but politique et non commercial : les besoins ou les préférences que suscite la publicité visent tel produit en particulier, alors que la propagande suggère ou impose des croyances et des réflexes qui modifient souvent le comportement, le psychisme et même les convictions religieuses ou philosophiques (Domenach, 1973, p. 8).

Selon Charaudeau<sup>48</sup>, les discours publicitaires et les discours propagandistes ont en commun d'être des discours d'incitation à faire, d'incitation à agir, ce qui renvoie à la fonction praxéologique<sup>49</sup> de la propagande. En voulant « faire faire, faire dire ou faire penser quelque chose à l'autre », le sujet parlant est central et doit nécessairement passer par le « faire croire » (Charaudeau, 2009 dans Gusse, 2013, p. 76). Ces discours propagandistes se distinguent en fonction de la légitimité du sujet parlant, du thème abordé et du public visé (Charaudeau, 2008 dans *Ibid.*). Puisqu'il incarne l'instance de production, on reconnaît à l'émetteur la légitimité sociale de persuader. On lui accorde la légitimité de louer les qualités d'une marchandise (de faire acheter et consommer), de faire l'éloge d'une politique (faire voter), ou encore de supporter et défendre une position ou une action (faire adhérer à l'opinion) (Charaudeau, 2009 dans *Ibid.*). Voir figure 2.3.

---

48. Patrick Charaudeau est professeur à Université Paris 13 — CNRS.

49. Du grec *praxis*, la praxéologie est l'étude des décisions rationnelles et de l'action humaine.

Composante	Discours promotionnel	Discours de propagande
Visée	«Faire faire» à travers	«Faire croire»
Dispositif	Instance adverse absente	Instance adverse externe
Instance destinataire	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Instance (concernée stigmatisée)</li> <li>• Agent d'une quête d'autoréparation ou de solidarité</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Instance citoyenne / consommateur à rassurer ou à démoraliser</li> <li>• Agent d'une quête de résistance</li> </ul>
Instance locuteur	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dénonciateur d'un mal / Conseiller pour réparation</li> <li>• Appel à</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pourvoyeur d'info (vrai/faux) – contre-argumentation</li> <li>• Appel à</li> </ul>
Contenu	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Objet de savoir : désordre social</li> <li>• Imaginaire émotionnel</li> <li>• Type de valeur : domaine de l'éthique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Objet de savoir : contre fausse vérité</li> <li>• Imaginaire (qui se veut) rationnel</li> <li>• Type de valeur : domaine de la vérité</li> </ul>

**Figure 2.3** Classification de Charaudeau — Discours promotionnel et discours de propagande.

Source: (Charaudeau, 2008, p. 116-117; 2009, p. 27-38)

À la lumière des similarités que l'on rencontre entre les agences de publicité et de marketing du secteur privé et les bureaux de communication gouvernementaux, force est d'admettre que la frontière est bien mince entre les deux. Dans les sociétés démocratiques comme le Canada, la publicité gouvernementale tend à se substituer aux projets politiques et à transformer le citoyen en client. De façon analogue, le public tend à considérer le gouvernement comme pourvoyeur de services comme c'est le cas des entreprises commerciales dans le secteur privé. Le gouvernement réduit la politique à une simple activité marchande explicable à l'aide de slogans ou d'idées simples malgré des enjeux souvent complexes (Gusse, 2013, p. 20).

Jonathan Rose<sup>50</sup> nous explique que la simplification des enjeux à l'aide de procédés communicationnels s'apparentant à la publicité et au marketing réduit le niveau et la qualité des délibérations politiques, détériore le débat public et la participation citoyenne (2001,

50. Jonathan Rose est professeur associé au département de sciences politiques à l'université Queens.

p. 154). À travers la publicité, le gouvernement montre ce qu'il veut bien, c'est-à-dire l'image qu'il souhaite donner de lui et de ses politiques. Il utilise ses ressources pour identifier les problèmes qu'il veut bien identifier et fournit une solution pour y remédier. On assiste, par la même occasion, à un détournement des discussions publiques vers des thèmes ou solutions choisis par l'État plutôt que vers certaines activités gouvernementales desquelles on tente d'éviter de parler à travers la publicité (Rose, 2000, p. 214-215 ; 2001, p. 157). Ces facteurs, pris dans leur ensemble, altèrent la participation citoyenne à la vie politique en démocratie qui devrait en fait être basée sur le débat, la prise de décisions et l'engagement des citoyens dans les affaires de l'État (*Ibid.*).

Rose nous explique aussi que le but de la propagande est de « créer une réalité ou d'en modifier la perception » : « The function of propaganda is to create a reality - to alter the existing perceptions of the world or part of the world » (Rose, 2000, p. 62). Ensuite, il nous dit que toute communication est créatrice « d'une réalité » et que le concept de la publicité informationnelle est impossible : « All advertising, whether it is consumer or political, is about creating a reality. This is why the idea of informational advertising is untenable » (*Ibid.*). Finalement, il mentionne que toute publicité gouvernementale est persuasive et qu'elle sert à modifier des attitudes sociales : « All government advertising is persuasive and directed at changing behaviour or attitudes, in other words, at creating reality. So, when we speak of advertising by government we are in one sense speaking necessarily of propaganda » (*Ibid.*).

La communication est devenue un facteur indispensable dans la gestion de l'appareil public. L'émergence des problèmes, l'élaboration des prises de décision, l'exécution et le contrôle sont tous soumis au public via les communications dans l'exercice du pouvoir (Gerstlé, 2004, p. 196). Cela étant dit, cette publicité d'État n'a pas tant la vocation d'informer le citoyen que de le persuader des bienfaits et de légitimer les décisions gouvernementales. La communication gouvernementale, en particulier la publicité d'État, n'est jamais innocente (Rose, 2000, p. 21).

Ensuite, les campagnes de communication gouvernementales font l'objet de nombreuses

critiques, en partie dues à leur caractère intrusif et leur dimension persuasive et idéologique (Rose, 2001, p. 153). On parle de persuasion parce qu'elle se doit de vanter et de convaincre des bienfaits des actions gouvernementales et de l'idéologie grâce à la promotion d'idées et des croyances culturelles qui promeuvent les institutions gouvernementales, les politiciens ou le système politique en place.

## 2.3 La convergence de la communication gouvernementale et de la propagande

### 2.3.1 Le paradoxe de la propagande en démocratie.

The key is information control. Information is democracy's lifeblood, [...] Dictatorships treat information as propaganda, ensuring by every available means that people receive only information vetted by the government. (Simpson, 2001)

Si l'objectif d'un régime démocratique moderne est d'assurer que ses décisions soient bien comprises et acceptées, il faut tout de suite jeter les balises de ce que l'on entend par la manipulation. Établissons tout d'abord quelques définitions.

Le dictionnaire Larousse définit la manipulation de l'opinion publique comme « l'action d'orienter la conduite de quelqu'un, d'un groupe dans le sens qu'on désire et sans qu'ils s'en rendent compte » (Larousse, 2014a) alors que Caroline Ollivier-Yaniv définit la manipulation de façon péjorative dans son article *Discours politique, propagande, communication, manipulation* :

[...] nous définissons comme la potentialité d'influencer et de transformer (to spin) les idées ou les comportements des citoyens sans qu'ils en aient conscience, en s'adressant à leurs émotions plutôt qu'à leur raison ou encore en faisant usage du mensonge ou de la désinformation (Ollivier-Yaniv, 2011, p. 31).

Si nous empruntons un instant une posture libérale et nous affirmons que dans tout régime démocratique, l'objectif du système politique est de normaliser et de réguler l'ordre social, il est « tributaire à la fois de l'acceptation par les gouvernés du régime et de ce qu'il incarne, et de la possibilité par les gouvernants d'imposer les décisions qu'ils

ont prises » (Cotteret, 1997, p. 109). Le Canada étant habituellement décrit comme un pays démocratique, le gouvernement doit utiliser la communication pour s'assurer que la population ait accès à l'information, que ses décisions soient transmises mais aussi, de façon plus importante, que ses décisions soient acceptées et que la population adhère aux initiatives politiques. Comme l'exprime Domenach<sup>51</sup>, « [l]a propagande, lorsqu'elle ne se livre pas à un bluff mensonger, lorsqu'elle est utilisée sainement, n'est en somme rien autre que l'explication et la justification d'une politique » (1973, p. 83).

Dans la littérature, de façon prédominante, on associe la propagande d'État aux régimes totalitaires qui dirigent et manipulent l'information, qui contrôlent la presse et la liberté d'expression, et aux régimes qui restreignent la communication entre la classe dirigeante et la population. À l'inverse, on associe la communication gouvernementale informative aux régimes démocratiques où celle-ci sert à informer et à permettre la délibération d'idées qui sont soumises aux dirigeants élus dans le cadre de la représentation de la population (Gusse, 2013, p. 11).

La publicité commerciale et politique n'est pas une information neutre, mais plutôt une information séductrice parsemée de contrevérités. Sa teneur communicationnelle brève, fragmentée, souvent sans contexte, interpelle les émotions et non la raison. Elle n'est, en ce sens, pas en mesure d'alimenter les débats ou l'éclaircissement du jugement citoyen (*Ibid.*, p. 27). C'est dans cette optique que la communication gouvernementale et le marketing politique peuvent être associés au thème de la propagande. Ce positionnement inspire souvent le malaise étant donné la connotation péjorative associée au concept de la propagande.

Le concept de la démocratie varie selon la définition qu'on lui accorde. La plus simple qu'on peut lui attribuer est l'exercice du pouvoir pour le peuple, par le peuple au lieu d'une seule personne ou un groupe de personnes (Craig, 2005, p. 165). Plusieurs configurations sont possibles, évidemment, mais dans sa constitution la plus élémentaire, tous les gens qui participent à la vie politique ont des droits équivalents de parole, d'accès à

---

51. Jean-Marie Domenach était professeur de sociologie à la Polytechnique de l'Université Paris-Saclay.



de l'information de qualité permettant la prise de décision, ont le droit de discuter et de décider collectivement des enjeux politiques. Comme Alfred Sauvy<sup>52</sup> le mentionne : « la démocratie est inimaginable sans une information généralisée, correcte, efficace » (Sauvy cité dans Ellul, 1952, p. 476). Jacques Ellul parle de l'avènement des masses au pouvoir. Cette participation à la chose publique, même de façon négative, transforme complètement la politique. Il n'est alors plus question de « jeu de princes » (Machiavelli, 1921), d'affaires de diplomates et les révolutions de palais sont avantageusement remplacées par les révolutions populaires (Ellul, 1962, p. 141). Le gouvernement est sous le contrôle du peuple (Ellul, 1952, p. 475). Que le peuple expose ses revendications au gouvernement, à ceux qui ont été élus pour le représenter (en démocratie représentative), ne peut se faire sans la contrepartie : que le gouvernement expose ses justifications ou essaie d'influencer ceux qu'il représente (*Ibid.*). L'État démocratique, dans lequel on suppose qu'il laisse l'opinion publique s'exprimer et ne la bâillonne pas, tentera de rallier la population à sa position.

C'est ici qu'apparaît le paradoxe de la propagande en démocratie. Théoriquement, dans ce type de régime, l'État n'exprime pas les intérêts d'une classe de citoyens au-dessus d'une autre ; il doit en principe protéger, laisser place à l'expression et à la délibération juste de tous les points de vue, même (et surtout) ceux des minorités. L'État doit lutter contre les puissances qui privilégient une classe au détriment d'une autre. S'il ne veut pas employer de méthodes autoritaires, il doit user de l'arme de l'appel au peuple. Selon Ellul « le combat contre l'inflation des pouvoirs particuliers sera donc mené par l'État au moyen de la propagande » (*Ibid.*, p. 476).

Afin que cette communication soit réussie, le régime démocratique moderne utilise tous les outils mis à sa disposition : points de presse, communiqués, applications et sites web. Les médias de masse traditionnels tels que la télévision et la radio sont également utilisés pour communiquer avec la population afin de transmettre ses intentions. Si on s'entend pour dire qu'il y a « communication », il est important d'en évaluer la teneur

---

52. Alfred Sauvy était un économiste, démographe et sociologue français.

et la signification.

Là, encore, le gouvernement, s'il veut réserver l'efficacité de sa propagande, sera obligé de restreindre les possibilités d'expression des minorités, c'est-à-dire d'attenter à l'une des caractéristiques essentielles de la démocratie ; on a déjà l'habitude d'y attenter exactement de cette façon en temps de guerre, par exemple avec la censure. [...] Elle exige l'unanimité de la nation, réalisée artificiellement ; l'exclusion des oppositions et des minorités sinon totales et officielles, du moins partielles et indirectes (Ellul, 1962, p. 270).

Pour Ellul, ce recours obligé à l'utilisation de la propagande par l'État constitue une grave transformation constitutive et idéologique : « C'est en effet un État qui, à partir de ce moment, est obligé de proclamer une vérité officielle, générale et explicative. [...] il doit devenir une réponse globale à la multiplicité des problèmes soulevés dans la conscience des citoyens par l'information » (Ellul, 1952, p. 494).

Qu'est-ce en effet que cette démocratie qui ne comprend plus de minorité et d'opposition ? [...] une extraordinaire transformation de la structure démocratique, puisque l'on ne peut plus y respecter la minorité qui devient opposition à l'État, et qui, n'ayant plus de moyens de propagande [...] ne peut pratiquement plus faire entendre sa voix (Ellul, 1962, p. 272).

### 2.3.2 Unc « convergence nécessaire ».

Dans les sociétés démocratiques, il semble donc que l'usage de la propagande soit devenu incontournable pour les détenteurs du pouvoir politique. Ces citoyens pouvant discuter librement, s'impliquer dans la vie politique ou simplement aller voter, sont des obstacles à surmonter afin que le gouvernement puisse faire accepter ses orientations et ses politiques. Nous utilisons le mot « obstacle » puisque le consentement n'étant pas acquis, il doit être fabriqué : « [...] bref, que le public, au fond, constitue pour la gouvernance de la société un obstacle à contourner et une menace à écarter » (Baillargeon cité dans Bernays, 2007, p. 15).

Cette population s'informe, à divers degrés, des positions de ses dirigeants politiques et de leurs opposants par le biais des médias de tous genres. Inversement, on « sonde » cette même population sur certains thèmes ou sujets politiques. Tout gouvernement démocra-

tique qui permet l'expression de l'opinion publique « sondagière » doit nécessairement user de la propagande pour orienter et convaincre de la légitimité de ses activités et décisions. « La force est fondée sur l'opinion. Qu'est-ce que le gouvernement ? Rien, s'il n'a pas l'opinion » (Napoléon Bonaparte cité dans Ellul, 1962, p. 142).

Ellul explique : « En définitive, toute propagande finit par être une œuvre de direction de la masse par le pouvoir » (*Ibid.*, p. 264). Mais c'est plus compliqué qu'il n'y paraît. Si nous admettons que la population d'un État est soumise à diverses propagandes, que ce soit celle d'autres États, mais peut-être de manière encore plus importante, celle des corporations sous forme de publicité, ou celle des divers groupes de pression qui tentent de rallier le peuple à une cause et à des attitudes quelconques, n'est-il pas logique que l'État se pose en contrepoids ? « Est-il légitime de laisser cette action s'exprimer sans que l'État ne réagisse ? Or, une simple information ne peut rien contre les techniques modernes de la propagande. L'État est donc obligé d'agir par propagande » (*Ibid.*, p. 146).

Dans une démocratie, poursuit Ellul, l'État doit associer ses décisions aux citoyens. Il faut leur donner le sentiment d'avoir voulu les actes du gouvernement, d'en être responsables, d'être engagés à les défendre et à les faire réussir.

La propagande gouvernementale suggère à l'opinion de réclamer telle décision, provoque en somme la volonté d'un peuple, qui spontanément ne dirait rien, mais qui une fois suscitée, formée, cristallisée sur un point devient la volonté du peuple ; et lorsque le gouvernement agit, il donne l'impression d'avoir obéi à l'opinion publique, alors que c'est lui qui, au préalable, a monté cette opinion publique. Il s'agit de faire réclamer par les masses ce que le gouvernement a décidé de faire (*Ibid.*, p. 151).

Ellul voit la propagande comme étant partie prenante de la société technicienne et son utilisation comme inévitable pour gérer les problèmes occasionnés par la technologie. Il perçoit la propagande comme indispensable pour le progrès technique, à la création d'une civilisation technicienne, mais surtout à notre intégration. « L'homme moderne a une soif profonde d'amitié, de confiance, d'intimité. Il est plongé dans un univers de concurrence, d'hostilité, d'anonymat » (*Ibid.*, p. 198).

La propagande doit être située au milieu de la croissance des pouvoirs de l'État, des techniques de gouvernement et de l'administration [...] au milieu de la croissance des mécaniques, des engins de tous ordres au milieu des techniques d'organisation, la propagande n'est rien d'autre que le moyen d'éviter qu'elles soient ressenties comme trop oppressives, en emmenant l'homme à obéir de bon gré (*Ibid.*, p. 13-14).

La communication gouvernementale permet au gouvernement d'entrer en contact avec le citoyen et de lui expliquer les programmes, les décisions, les orientations politiques pris en son nom, mais surtout, d'aiguiser son jugement politique dans le sens qu'il souhaite développer et le sentiment qu'il est responsable des actes qu'il pose en leur nom (Hamon cité dans *Ibid.*, p. 147).

Dans son texte *Discours politiques, propagande, communication, manipulation* (2011), Caroline Ollivier-Yaniv explique que dans les études portant sur la propagande, la communication et la manipulation, on retrouve trois positionnements et perspectives relatifs aux tensions entre la communication gouvernementale et la propagande. D'une part, des travaux suivant le courant libéral explicitent le remplacement de la propagande par la communication gouvernementale (Wolton, 1989; Dacheux, 2004; Delporte, 2011; Lavenir, 2000). D'autre part, d'autres travaux suivant un courant critique dénoncent la communication gouvernementale comme étant une forme renouvelée de la manipulation (Breton, 1997, 2003; Ellul, 1952, 1962) et du storytelling (Salmon, 2007). Et pour terminer, une perspective hybride traite de la propagande comme interdit et de la communication gouvernementale comme obligation (Berthelot-Guiet et Ollivier-Yaniv, 2001; Ollivier-Yaniv, 2000, 2009, 2011).

Gerstlé<sup>53</sup> nous met en garde contre l'attitude normale qui consiste à considérer la persuasion avec suspicion, voire même à l'associer directement à la propagande, alors que c'est le « lot quotidien » des politiciens que d'essayer de convaincre les électeurs du bien-fondé de leurs politiques. La persuasion devient un « instrument de mise en œuvre » des politiques publiques qui peut être utilisé de façon exclusive ou de concert avec des

---

53. Jacques Gerstlé est professeur de sciences politiques à l'Université Paris — Panthéon Sorbonne.

mécanismes d'intervention ou de régulation économique (Gerstlé, 2004, p. 87).

La propagande et la communication gouvernementale partagent des similitudes qui doivent être évoquées. Ainsi, on remarque qu'elles émanent des mêmes entités, souvent des ministères ou autres sources gouvernementales, et qu'elles sont gérées par une administration publique qui en est responsable. De plus, ces sources utilisent une multitude de moyens de diffusion et elles tentent d'influencer un public cible afin que celui-ci accepte, se positionne sur une proposition, ou qu'il passe à l'action (Gusse, 2013, p. 11).

À l'instar de la propagande, la communication gouvernementale canadienne se rattache à trois constats. Premièrement, le gouvernement canadien est à la fois l'initiateur des communications, son propre bailleur de fonds (à même les coffres publics) et le responsable du contenu et de la dissémination de l'information gouvernementale au Canada et, dans certains cas, à l'étranger (*Ibid.*, p. 12).

Deuxièmement, il semble que le discours gouvernemental porte sur des thèmes bien précis, s'assurant ainsi à ne pas laisser de place aux messages alternatifs qui pourraient le remettre en question.

Troisièmement, le gouvernement met en œuvre une communication continue qui active et renouvelle les mythes et les valeurs en phase avec le climat social, le conformisme de l'époque, que le citoyen finira par accepter et juger supérieur aux valeurs qu'il aurait pu tenir comme primordiales auparavant (Gusse, 2013, p. 12).

Ces caractéristiques de la communication gouvernementale canadienne sont le reflet des caractères externes de la propagande moderne selon Ellul. Premièrement, la propagande doit être totale :

Il faut que le propagandiste utilise l'ensemble des moyens techniques mis à sa disposition. [...] Il n'y a pas de propagande tant que l'on use de façon sporadique et un peu au hasard, tantôt d'un article de journal, tantôt d'une affiche, tantôt d'une émission de radio. . . quelques réunions et discours, quelques inscriptions sur les murs : ce n'est pas de la propagande (Ellul, 1962, p. 21).



Ensuite, elle doit s'inscrire dans le long terme :

La propagande doit être continue et durable. Continue, c'est-à-dire qu'elle doit s'effectuer sans laisser de failles, de « blancs », elle doit remplir toute la journée et toutes les journées du citoyen. Durable, c'est-à-dire qu'elle doit se produire pendant un laps de temps très long. La propagande tend à faire vivre l'individu dans un univers particulier : il ne faut pas qu'il ait des points de référence à l'extérieur. Il ne faut pas qu'il puisse, pendant un moment de méditation, de réflexion, se situer par rapport à la propagande, ce qui arrivera lorsque la propagande est discontinuée (*Ibid.*, p. 29).

Troisièmement, la propagande doit être organisée :

Tout d'abord, il est bien évident que les caractères précédents, (continuité, durabilité, combinaison de différents moyens) suppose l'existence d'une organisation qui détient des moyens de communication de masse, qui est capable de les utiliser correctement, de calculer l'effet de tel slogan, de relayer telle campagne par telle autre (*Ibid.*, p. 31).

Finalement, la propagande doit servir à inciter à l'action (ou l'inaction), c'est à dire à l'*orthopraxie* : « Le but de la propagande moderne n'est plus de modifier des idées, mais de provoquer une action » (*Ibid.*, p. 36). Ellul se distancie de la pensée classique selon laquelle la propagande ne sert qu'à changer l'opinion par manipulation directe. Il est plutôt d'avis que la propagande d'intégration sert prioritairement à instaurer le statu quo, c'est-à-dire à encourager l'inaction ou l'action, qui contribue à aller dans la même direction que celle désirée par l'entité auteure de la propagande.

Ce sont les caractéristiques similaires liant la communication gouvernementale et la propagande qui rendent l'analyse des textes et leur identification « sensible » et obligatoire. Sensible parce que personne ne veut être associé au terme « propagande » et obligatoire parce que nous entrons décidément dans les registres de la persuasion et que sans elle, on ne serait pas en « démocratie ».

À la lumière des concepts de la propagande selon Ellul et de la communication gouvernementale, nous envisageons l'hypothèse suivante : **les éléments discursifs utilisés par le gouvernement conservateur de Stephen Harper pour décrire le projet de**

l'oléoduc Keystone XL, la situation économique canadienne et états-unienne ainsi que les enjeux environnementaux et politiques entre 2011 et 2013 sont propagandistes parce qu'ils s'appuient sur des mythes modernes au sens entendu par Jacques Ellul.

## CHAPITRE III

### MÉTHODOLOGIE

#### 3.1 Objectif

L'objectif de l'analyse consiste à identifier les mythes modernes et les mythes actifs présents dans le discours gouvernemental. Les intentions gouvernementales se manifestent à l'intérieur des discours et communiqués de presse qui s'adressent aux populations canadiennes et états-uniennes. D'une part, on cherche à amener la population à voir l'exploitation des ressources naturelles comme étant une source de bonheur, bonheur reposant sur l'enrichissement individuel permettant de consommer davantage et d'autre part, à amener la population à considérer la dissidence environnementale comme étant aberrante du point de vue du progrès et de l'enrichissement personnel. Nous nous sommes demandé quels mythes ont pu être utilisés, dans une perspective d'atteinte des objectifs gouvernementaux, à l'intérieur des discours et communiqués de presse du gouvernement Harper.

Comme nous l'avons évoqué précédemment, nous formulons l'hypothèse que les éléments discursifs utilisés par le gouvernement conservateur de Stephen Harper pour dépeindre le projet de l'oléoduc Keystone XL, la situation économique canadienne et états-unienne ainsi que les enjeux environnementaux et politiques entre 2011 et 2013 sont propagandistes parce qu'ils mobilisent les mythes modernes au sens entendu par Jacques Ellul. Nous croyons que ce sont les bases théoriques ellulliennes de la société technicienne et principalement sa finalité « [...] la préoccupation de l'immense majorité des hommes de

notre temps de rechercher en toutes choses la méthode absolument la plus efficace » (Ellul, 1954, p. 18-19) qui guident l'État à user de procédés discursifs propagandistes pour arriver à leurs fins. La méthode la plus efficace si l'on utilise la propagande est l'utilisation des mythes modernes étant perçus comme vrais et non contestables. La propagande n'est possible que si elle s'appuie sur des croyances existantes profondes. Les mythes modernes sont ces croyances qui orientent nos vies.

Nous avons procédé à l'analyse à deux niveaux. En premier lieu, au niveau quantitatif, nous avons dégagé les tendances générales du contenu de l'ensemble des communiqués de presse et discours du premier ministre Stephen Harper et du ministre des Ressources naturelles Joe Oliver. En deuxième lieu, l'analyse s'est portée au niveau qualitatif, c'est-à-dire que nous avons manuellement associé les mythes modernes et actifs aux éléments des textes et en avons ainsi fait ressortir la teneur propagandiste. Nous avons ensuite complété avec l'identification des procédés classiques que l'on attribue au discours de propagande.

Trois facteurs ont contribué à nous assurer de la validité de notre analyse. Tout d'abord, tous les communiqués de presse et les discours officiels de Stephen Harper et de Joe Oliver disponibles au grand public sur les sites officiels gouvernementaux ont été téléchargés. Ensuite, les quatre textes faisant partie intégrante de notre analyse détaillée du discours ont été étudiés dans leur intégralité, ce qui confère à l'analyse un caractère exhaustif. Finalement, les caractéristiques objectives des mythes modernes actifs et leur affiliation avec les mythes fondateurs qui sont clairement établies par Ellul nous ont permis de facilement les repérer et les désigner.

Par contre, même si nous acceptons les définitions d'Ellul à propos des mythes et de leur association au discours propagandiste, nous sommes forcés d'admettre que de prétendre établir un lien irréfutable entre la communication gouvernementale et le discours que l'on qualifie de propagande demeure hautement subjectif. Il est également possible de remettre en question notre méthodologie quant au choix des textes sujets à notre analyse détaillée. S'il nous apparaît pertinent de s'attaquer aux réactions officielles à des retards

et des refus de l'administration Obama vis-à-vis le projet de construction de l'oléoduc Keystone XL, il est aussi légitime de se questionner à savoir si les conclusions auraient été différentes si nous avions procédé à l'étude exhaustive de tous les textes de notre corpus. Il n'en demeure pas moins que le choix des articles est délibéré et que le raisonnement ayant mené à effectuer des choix a été clairement explicité.

### 3.2 Corpus et échantillon

Afin d'entreprendre l'analyse du cadre discursif du gouvernement conservateur au sujet du projet de construction de l'oléoduc Keystone XL, nous avons porté une attention particulière à certains éléments textuels de la stratégie de communication gouvernementale, notamment à certains communiqués de presse et discours du premier ministre Stephen Harper et du ministre des Ressources naturelles Canada, Joe Oliver qui sont archivés en intégralité sur les sites Web gouvernementaux (PremierMinistre, 2013b,a; RNCAN, 2013f,c).

Nous nous sommes limités aux sources disponibles directement sur les sites web gouvernementaux. De nombreux articles de journaux et éditoriaux ont été écrits en lien avec des déclarations et discours gouvernementaux sur le sujet du projet de construction de l'oléoduc Keystone XL. Toutefois, il nous apparaissait plus pertinent de n'analyser que les textes officiels afin de pouvoir en évaluer la réelle ampleur propagandiste, sans autre filtre éditorial ou biais journalistique. La majorité des discours et des communiqués de presse sont rédigés par des spécialistes au sein des ministères et comme nous avons tenté de le démontrer, ceux-ci sont rédigés suivant des paramètres établis par l'appareil gouvernemental des communications. L'analyse des communications gouvernementales officielles est étroitement liée à notre recherche concernant l'ampleur propagandiste émanant du discours des institutions organisées et financées par un établissement central qui en planifie et en contrôle la diffusion.

Nous avons limité notre analyse à la période dite « majoritaire » du gouvernement Harper, s'échelonnant à partir de la nomination de Joe Oliver comme ministre des Res-



sources naturelles Canada, soit du 18 mai 2011 au 19 novembre 2013. Nous nous sommes restreints à cette période car nous croyons qu'elle aura permis une communication plus fidèle aux positions idéologiques du Parti conservateur qu'en période dite « minoritaire » où le gouvernement aura plus souvent eu à tenir compte de l'argumentaire des partis de l'opposition. Notre analyse couvre trois années de communications gouvernementales où il nous apparaît évident que des efforts ont été continuellement fait au niveau des campagnes communicationnelles.

L'analyse des textes du premier ministre Stephen Harper et du ministre des Ressources naturelles Joe Oliver se décline en deux temps. Une première partie quantitative traite des thèmes généraux découlant de l'utilisation de mots et d'expressions au niveau du corpus global. Cette première constatation vise à montrer l'orientation générale des communications gouvernementales des deux protagonistes.

Dans un deuxième temps, nous avons approfondi notre analyse des communiqués de presse et des discours émis par le bureau du ministre des Ressources naturelles Joe Oliver qui réagissent officiellement aux annonces du gouvernement états-unien au sujet du projet de la construction de l'oléoduc Keystone XL de manière qualitative.

Cette dernière a porté sur des textes particuliers qui correspondent aux réponses officielles du gouvernement à certaines étapes majeures qui définissent le projet de construction de l'oléoduc Keystone XL. Ainsi, lorsqu'une étape d'approbation a été reportée ou qu'un refus a été émis, nous avons étudié les réponses officielles au moyen de discours ou de communiqués de presse ayant suivi le jour même ou le jour suivant. Nous avons ainsi pu démontré de quelle manière le gouvernement canadien tente de recentrer le discours au moyen des mythes modernes elluliens. Ce découpage précis basé sur le « rejet » ou le délai de la construction de l'oléoduc Keystone XL est significatif parce qu'il représente en quelque sorte une remise en question des mythes modernes bien ancrés au sein de la société. Alors que ceux-ci ne peuvent vraisemblablement pas être remis en cause, le discours propagandiste sert à renforcer et réactiver le poids des mythes fondateurs et des mythes actifs afin que le projet puisse se réaliser.

Même si afin de répondre à notre question à savoir *dans quelle mesure la communication du gouvernement conservateur de Stephen Harper sur le projet de construction de l'oléoduc Keystone XL est propagandiste au sens dont l'entend Jacques Ellul*, nous avons dû lire et codifier l'ensemble des discours et communiqués de presse qui se prêtaient, de près ou de loin, à l'élaboration du projet de l'oléoduc Keystone XL (Annexe A et B), nous avons choisi de restreindre notre analyse du discours à quatre textes qui témoignent des réactions directes du ministre Oliver suite aux choix du gouvernement états-unien d'attendre avant de rendre une décision claire permettant la mise en chantier du projet.

Ainsi, nous avons sélectionné quatre textes : 1) *Déclaration du ministre des Ressources naturelles, l'honorable Joe Oliver, au sujet de l'oléoduc Keystone XL le 10 novembre 2011 (RNCAN, 2011f)*, 2) *Énoncé de l'honorable Joe Oliver, C.P., député, ministre des Ressources naturelles, concernant l'oléoduc Keystone XL le 18 janvier 2012 (RNCAN, 2012e)*, 3) *Oliver à la Chambre de commerce de la Colombie-Britannique le 23 janvier 2012 (RNCAN, 2012g)* et 4) *Oliver au sujet de la publication de l'énoncé supplémentaire des incidences environnementales du projet Keystone XL le 1er mars 2013 (RNCAN, 2013r)*.

Grâce à notre méthodologie exploratoire et descriptive, nous avons tenté d'effectuer une vérification de la teneur propagandiste de certains discours et communiqués de presse du ministre Joe Oliver et ce, après avoir identifié les mythes modernes ayant été employés. Notre méthode d'échantillonnage est non aléatoire et les textes qui ont été analysés ont été déterminés préalablement dans le cadre d'une démarche méthodologique non probabiliste, dite du « choix raisonné ». L'accent porte donc directement sur le lien entre notre échantillon et l'objet. (Pires, 1997, p. 10).

Notre sélection reposait sur des éléments textuels bien précis qui nous ont ainsi permis de trier les textes selon leur pertinence et par conséquent d'en restreindre le nombre à étudier. Le tableau 3.2 rend compte des éléments qui ont été retenus. Cette délimitation du corpus fait suite à une analyse de textes particuliers qui ont succédé à des jalons majeurs dans le dossier, soit les refus ou reports de décision par le gouvernement

états-unien. Cette démarche était nécessaire puisque les deux protagonistes visés sont responsables de plusieurs dossiers outre ceux qui traitent de l'extraction et du transport des ressources pétrolières.

Notre démarche s'inscrit dans une approche hypothético-déductive dans la mesure où à partir de notre question de recherche, nous envisageons l'hypothèse que les éléments discursifs utilisés par le gouvernement conservateur de Stephen Harper au sujet du projet de l'oléoduc Keystone XL, de la situation économique canadienne et états-unienne ainsi que des enjeux environnementaux et politiques en 2011-2013 sont propagandistes parce qu'ils sont intrinsèquement liés aux mythes modernes selon Jacques Ellul.

### 3.3 Grille d'analyse

L'analyse de ces textes se fonde sur l'hypothèse selon laquelle **les éléments discursifs utilisés par le gouvernement conservateur de Stephen Harper pour décrire le projet de l'oléoduc Keystone XL, la situation économique canadienne et états-unienne ainsi que les enjeux environnementaux et politiques en 2011-2013 sont propagandistes parce qu'ils mobilisent les mythes modernes au sens entendu par Jacques Ellul.** Ces derniers constituent les moteurs de l'évolution et de l'amélioration de la condition humaine. Voir figure 2.1 à la page 39.

Afin de procéder à l'étude, une grille de lecture comprenant les mythes fondateurs de la science, de l'histoire ainsi que des mythes actifs s'y rattachant a été utilisée. Celle-ci nous a permis de relier les éléments discursifs des représentants gouvernementaux aux différents mythes. Voir tableau 3.1. De plus, comme nous l'avons déjà expliqué, la propagande n'existant pas dans le vide, elle doit s'appuyer sur des croyances sociales profondes, sur des mythes ne pouvant pas être remis en question. Nous avons procédé de la façon suivante : si les textes faisaient systématiquement appel aux mythes modernes pour soutenir les idées véhiculées, nous pouvions donc en conclure que le texte était propagandiste au sens d'Ellul.

Ensuite, l'analyse détaillée a été effectuée au moyen de quatre textes. L'association des

**Tableau 3.1** Les Mythes modernes, leurs effets, liens et les éléments discursifs associés.

	<b>Effets et liens</b>	<b>Éléments discursifs associés</b>
<b>Histoire</b>	Permet d'évaluer le progrès technique et les conditions sociales	Patrimoine, histoire, valeurs traditionnelles, Valeurs communes, famille, voisins, traités, contrats, ententes, futur, passé
<b>Science</b>	Moyen de résolution de la manière la plus efficace pour assurer le progrès	Science, information, recherche, études, découvertes, expériences, nouveaux procédés, nouvelles techniques, scientifique
<b>Progrès</b>	Amélioration des conditions au moyen de la science et des nouvelles techniques (ou l'énonciation de son contraire)	Progrès, avancées, développement, futur, croissance, amélioration, difficultés, obstacles
<b>Travail</b>	Produire plus, de manière plus efficace grâce au progrès pour améliorer les conditions de vie et atteindre le bonheur	Main d'œuvre, travailler, emplois, opportunités
<b>Bonheur</b>	Améliorer son confort grâce au progrès et au travail qui permettent une consommation accrue (ou l'énonciation de son contraire)	Bonheur, rêve, liberté, amitié, avenir, futur, dissidence, pessimisme

expressions et des termes les plus souvent utilisés aux mythes modernes nous a permis de mesurer leur teneur propagandiste. En effet, comme nous l'avons mis en évidence, la propagande permet le renforcement et la réactivation des mythes modernes qui servent à orienter les idées exprimées dans un sens donné.

### 3.4 L'outil d'analyse — Nvivo

Le logiciel d'analyse Nvivo de la compagnie QSR International<sup>54</sup> permet de produire des rapports au moyen de manipulations textuelles.

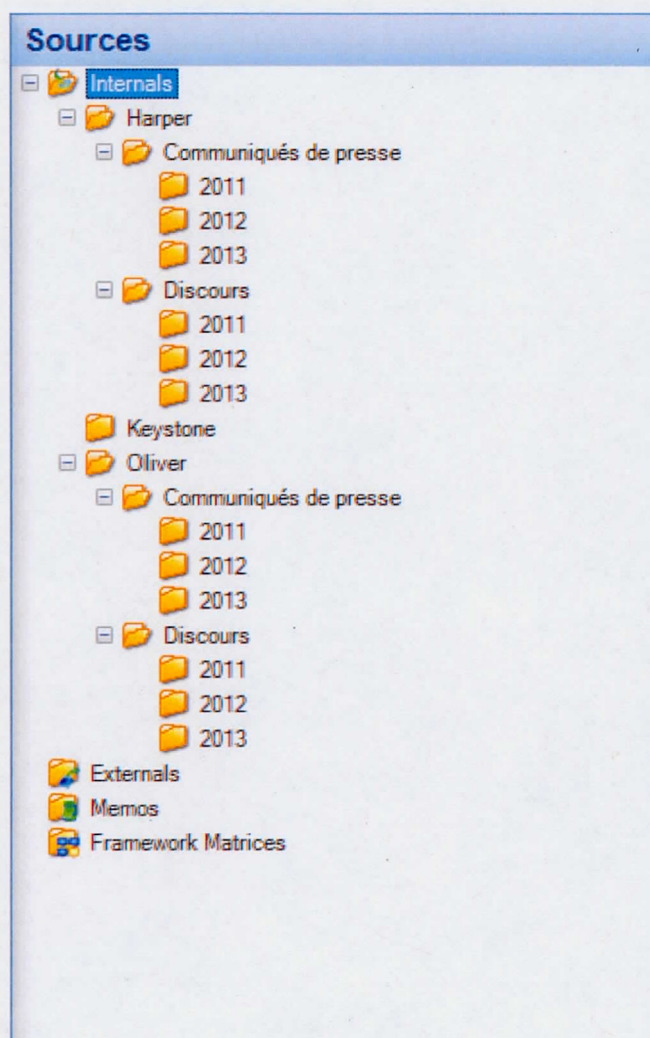
De prime abord, un logiciel de ce type ne permet pas d'effectuer l'analyse automatique. Par contre, il permet de manipuler des attributs qu'on assigne aux éléments textuels. On nomme « nœud » un contenant logique auquel on assigne des sections de texte, des mots ou des expressions.

Toutes les pages web contenant le texte des communiqués de presse et des discours

54. <http://www.qsrinternational.com>.



publics des sites du premier ministre Stephen Harper et du ministre Joe Oliver ont tout d'abord été sauvegardées en format PDF. Par la suite, nous avons créé des contenants dans Nvivo selon la structure suivante (voir figure 3.1) puis, avons importé les PDF dans leurs contenants respectifs.



**Figure 3.1** Structure de codification des textes dans Nvivo 10

Ensuite, une recherche pour les 30 mots les plus couramment utilisés d'au moins 5 caractères a été lancée. À partir de cette liste, nous avons créé un nœud pour chacun des mots évoquant une dimension environnementale, sociale, économique ou politique.



Les locutions, noms propres ou autres mots non significatifs ont été retirés.

Un premier tri des textes à analyser a permis d'identifier ceux qui traitent de l'oléoduc Keystone XL. Afin de déterminer les textes pertinents, nous avons utilisé le logiciel Nvivo pour exécuter une recherche textuelle du mot « Keystone ».

Suivant cette réduction du corpus, nous avons effectué une deuxième recherche afin de recenser la fréquence d'utilisation de certains éléments discursifs dans les différents textes. À l'aide du logiciel, nous avons fait la compilation des termes qui étaient le plus souvent utilisés par Joe Oliver et Stephen Harper dans les communiqués et les discours officiels.

Le tableau 3.2 représente les différents termes retenus (que nous avons créés en nœuds) et la fréquence du codage à travers tous les textes recueillis.

Tableau 3.2 Codification de thèmes principaux à l'aide de Nvivo.

Type de mythe	Se retrouve dans « N » documents	Mot utilisé « N » fois
<b>Mythes modernes</b>	<b>960</b>	<b>35883</b>
<b>Mythes actifs de premier ordre</b>	<b>888</b>	<b>18435</b>
<b>Bonheur</b>	<b>813</b>	<b>10087</b>
Sécurité	304	999
Abondance	1	1
Transparence	4	9
Vanter	2	2
Éducation	2	2
Économie	757	6639
Partenariat	1	1
Superpuissance énergétique	11	18
Consommation	7	8
Richesse	2	3
Prosperité	21	37
Croissance	393	927
Développement	407	1206
Performance	3	7
<b>Progrès</b>	<b>792</b>	<b>7070</b>
Innovation	10	32
Refus du progrès	19	52
Amélioration	1	1
Diversification	4	5
Efficacité	12	22
Réduction GES	19	41
Responsable	709	4034
Projets	497	2167
Convaincre citoyens	1	1
Collaboration	1	2
Moderne	3	3
Productivité	1	1
Importance	2	2
Construction	1	1
Approche pancanadienne	2	#
Nouveaux marchés	123	555
<b>Travail</b>	<b>469</b>	<b>1278</b>
Emplois	468	1221
Pénurie de main d'oeuvre	1	2
Domaines d'emplois à forte demande	1	1
<b>Mythes fondateurs</b>	<b>954</b>	<b>16454</b>
<b>Science</b>	<b>585</b>	<b>12578</b>
Technologie	198	571
Recherche	233	531
Ressources naturelles	535	11394
<b>Histoire</b>	<b>904</b>	<b>3876</b>
Avenir	22	81
Futur	22	68
Nouveau	757	2180
Aujourd'hui	801	1460
Fondement	1	1
Patrimoine	1	2
Héritage	1	2
Valeurs	9	12

Par la suite, nous avons recoupé manuellement ces termes et les avons reliés à leurs mythes fondateurs et mythes actifs associés <sup>55</sup>.

55. La désignation des termes à un mythe plutôt qu'à un autre est arbitraire et peut être différente selon l'auteur.

## CHAPITRE IV

### RÉSULTATS

#### 4.1 Analyse quantitative

Au total, nous avons téléchargé 1009 discours et communiqués de presse des sites gouvernementaux du premier ministre et du ministre des Ressources naturelles. Comme nous l'avons préalablement défini, nous avons téléchargé les discours et communiqués de presse du mois de mai 2011 (date de l'élection majoritaire du Parti conservateur) jusqu'au 19 novembre 2013. Le tableau 4.1 permet de présenter le nombre et le type de communication par intervenant et par année.

**Tableau 4.1** Discours et communiqués de presse de Stephen Harper et Joe Oliver pour 2011-2012-2013.

	Stephen Harper	Joe Oliver	
<b>Discours</b>			
2011 (mai)	20	19	
2012	90	19	
2013 (novembre)	74	18	
<b>Total des discours</b>	<b>184</b>	<b>56</b>	
<b>Communiqués de presse</b>			
2011 (mai)	101	101	
2012	159	149	
2013 (novembre)	111	148	
<b>Total des communiqués de presse</b>	<b>371</b>	<b>398</b>	
<b>Total des communications gouvernementales</b>	<b>555</b>	<b>454</b>	<b>1009</b>

Afin d'illustrer la fréquence d'utilisation des mots dans les discours et les communiqués de presse de Stephen Harper et de Joe Oliver, nous avons tout d'abord exécuté une requête textuelle à l'aide de Nvivo pour compter les mots les plus fréquemment utilisés. Cette première recherche textuelle pour les mots fréquents d'une longueur minimale de 5 lettres a fait ressortir des termes que nous jugeons *a priori* « génériques » et peu représentatifs du sens général. Ainsi, nous avons éliminé ceux tels que Canada, premier, ministre, Stephen, Harper, et les mots tels que plutôt, encore, toutes, etc. qui ne revêtent pas vraiment de sens, mais qui servent à la construction des discours. Ces mots éliminés de la recherche, nous avons relancé la requête et nous avons recensé une liste de termes qui donnent un sens général aux discours.

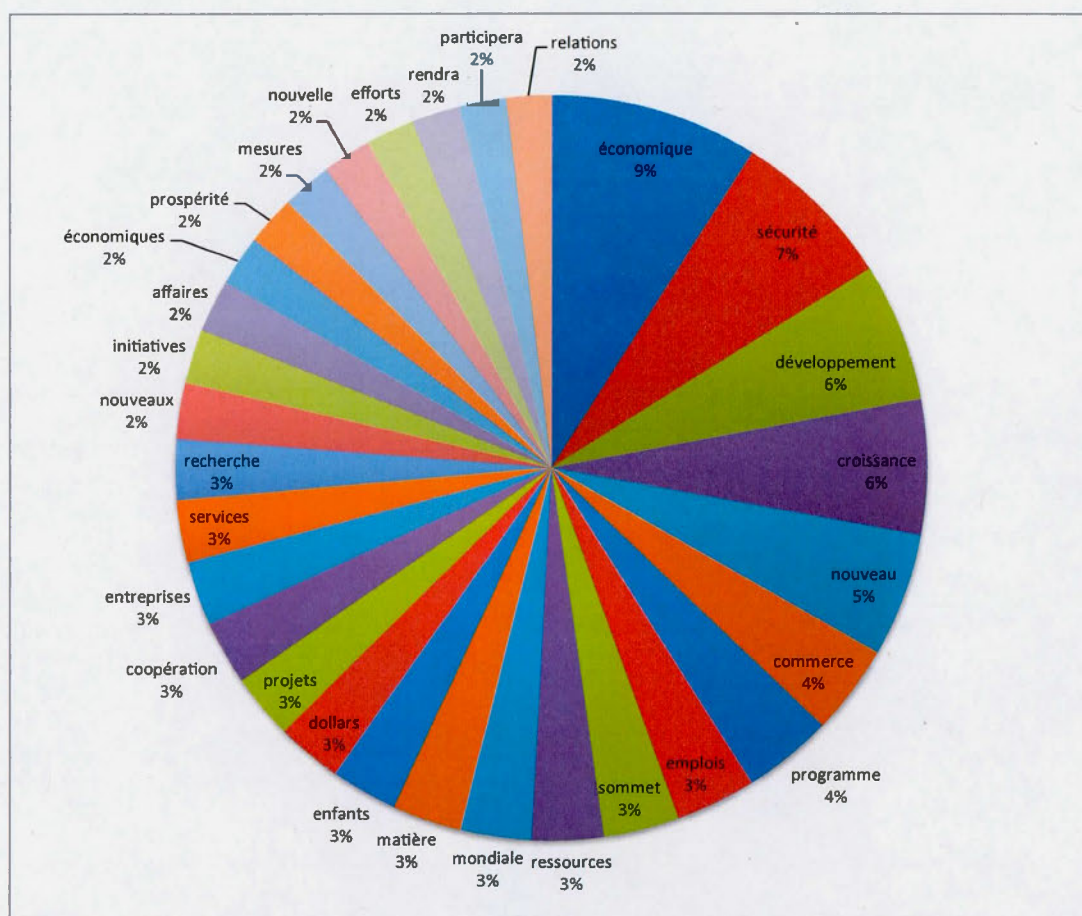
Le tableau 4.2 sur les communiqués de presse de Stephen Harper exprime les tendances générales qui en ressortent de façon nette.

Nous avons pu observer de façon générale que les termes utilisés dans le corpus préalablement défini sont essentiellement apparentés aux mythes fondateurs de l'histoire et de la science et aux mythes actifs du progrès, du travail et du bonheur.

**Tableau 4.2** 30 termes les plus utilisés - communiqués de presse - Stephen Harper.

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>
économique	361
sécurité	284
développement	242
croissance	236
nouveau	216
commerce	156
programme	156
emplois	139
sommet	131
ressources	125
mondiale	123
matière	119
enfants	116
dollars	114
projets	113
coopération	112
entreprises	112
services	108
recherche	107
nouveaux	98
initiatives	94
affaires	91
économiques	88
prospérité	87
mesures	86
nouvelle	85
efforts	84
rendra	83
participera	81
relations	79





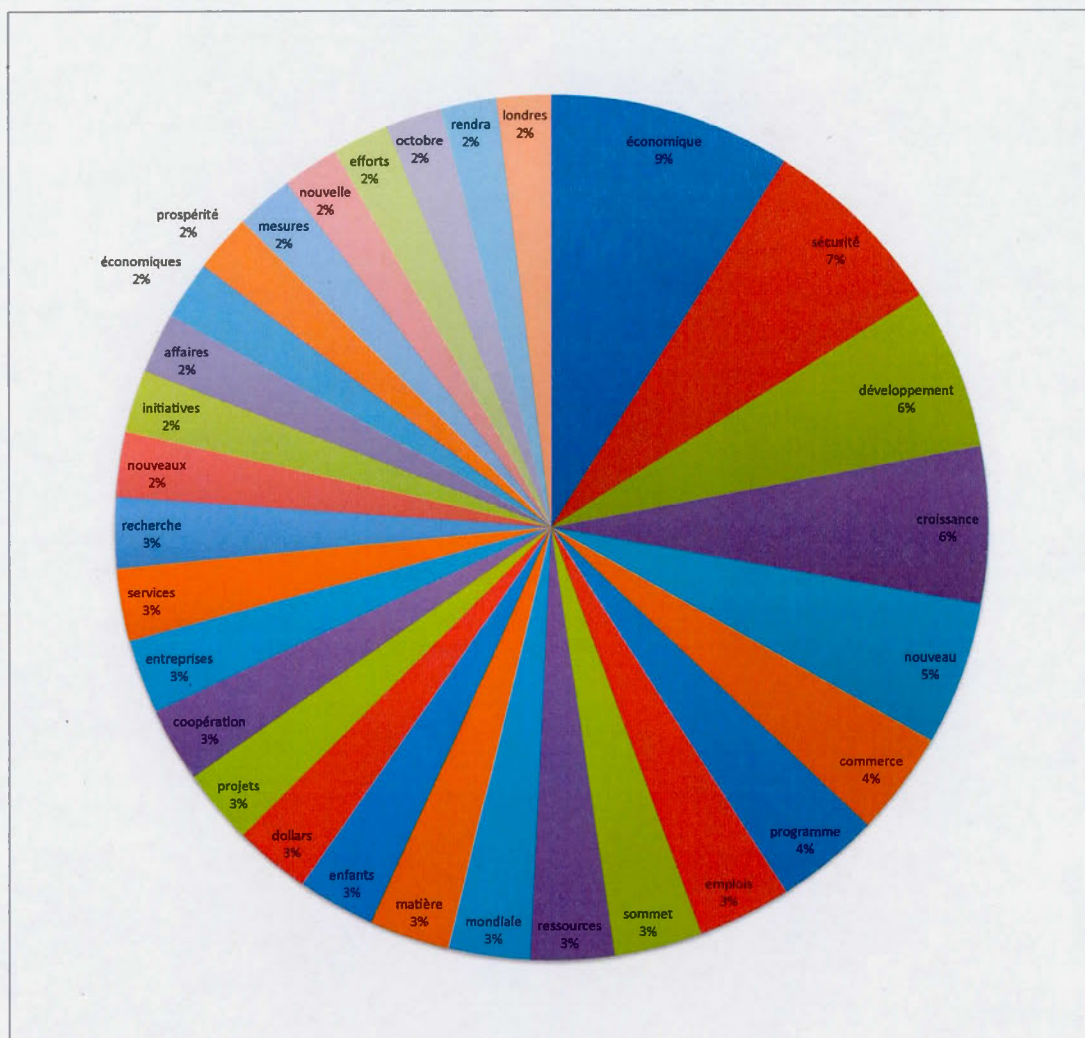
**Figure 4.1** 30 termes les plus utilisés - communiqués de presse - Stephen Harper.

Le même constat est apparu lorsque nous avons exécuté la même requête sur les communiqués de presse de Joe Oliver tel que présenté dans le tableau 4.3.

**Tableau 4.3** 30 termes les plus utilisés - communiqués de presse - Joe Oliver.

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>
économique	361
sécurité	284
développement	242
croissance	236
nouveau	216
commerce	156
programme	156
emplois	139
sommet	131
ressources	125
mondiale	123
matière	119
enfants	116
dollars	114
projets	113
coopération	112
entreprises	112
services	108
recherche	107
nouveaux	98
initiatives	94
affaires	91
économiques	88
prospérité	87
mesures	86
nouvelle	85
efforts	84
octobre	83
rendra	83
londres	82





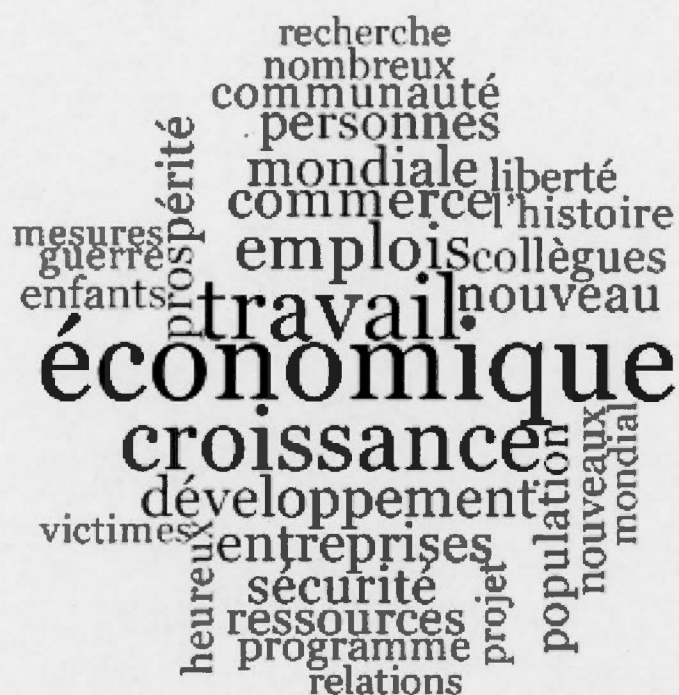
**Figure 4.2** 30 termes les plus utilisés - communiqués de presse - Joe Oliver.

Les discours de Stephen Harper font ressortir de façon nette les termes qui mobilisent les mythes actifs. Voir le tableau 4.4.

**Tableau 4.4** 30 termes les plus utilisés - discours - Stephen Harper.

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>
économique	285
travail	223
croissance	219
emplois	160
développement	135
commerce	134
entreprises	129
mondiale	129
nouveau	126
sécurité	126
personnes	122
ressources	118
prospérité	114
communauté	113
population	111
collègues	110
l'histoire	106
enfants	101
liberté	101
nouveaux	101
programme	101
guerre	99
heureux	99
nombreux	95
victimes	93
mesures	92
projet	90
mondial	89
relations	89
recherche	88

Le poids nous apparaît mieux représenté lorsque nous nous référons à la figure 4.3



**Figure 4.3** Poids des 30 termes les plus utilisés dans les discours de Stephen Harper

Finalement, les discours de Joe Oliver sont quant à eux saturés de mots mobilisant les mythes modernes elluliens tels que présentés au tableau 4.5.



**Tableau 4.5** 30 termes les plus utilisés - discours - Joe Oliver.

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>
ressources	1073
naturelles	645
pétrole	397
l'énergie	383
sables	359
bitumineux	358
dollars	351
projets	322
milliards	291
économique	286
medias	284
développement	259
l'industrie	255
énergétique	248
naturel	221
croissance	210
réglementation	205
sécurité	195
emplois	188
l'environnement	180
marchés	175
responsable	172
mondiale	171
nucléaire	169
projet	169
prospérité	160
valeur	155
minièrre	148
millions	146
mondial	145

Dans la figure 4.4, nous voyons le poids que représentent les 30 mots les plus utilisés dans les discours de Joe Oliver.



**Figure 4.4** Poids des 30 termes les plus utilisés dans les discours de Joe Oliver

Dans la section suivante, nous examinerons de façon détaillée un discours prononcé à la Chambre de Commerce de la Colombie-Britannique ainsi que trois communiqués de presse du ministre des Ressources naturelles Joe Oliver qui ont été émis en réaction au refus de procéder ou aux délais annoncés par les autorités états-uniennes au sujet de la construction du projet de l'oléoduc Keystone XL.

Nous avons reproduit de façon intégrale les discours puis analysé les diverses sections de texte en utilisant les mythes fondateurs et les mythes actifs elluliens comme grille de lecture. Cette analyse exhaustive nous a permis de démontrer le caractère propagandiste des expressions utilisées.

#### 4.2 Analyse qualitative du communiqué de presse du ministre Joe Oliver en réaction à l'annonce du report de la décision du State Department 10 novembre 2011

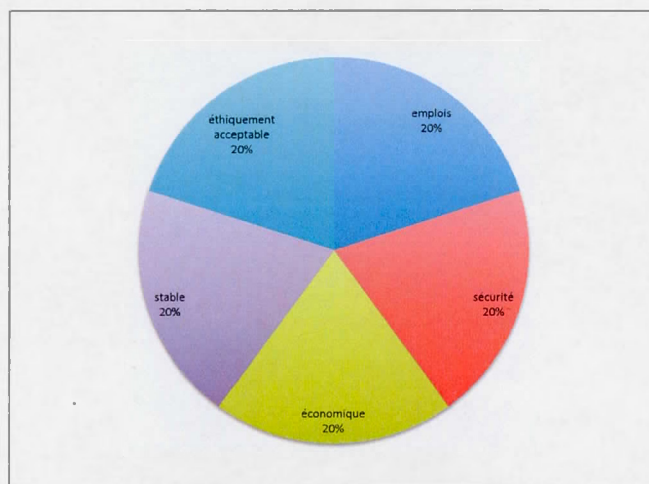
Le premier communiqué de presse du ministre Oliver que nous avons analysé a été écrit en réaction à la décision du président Obama de reporter l'émission du permis présidentiel au lendemain des élections en 2012. Dans ce communiqué émis par le U.S Department of State, on nous explique que suite à des consultations publiques sur le dossier, le ministère désire évaluer davantage les impacts que pourraient avoir l'oléoduc Keystone XL, mais surtout suggérer un tracé alternatif que celui proposé par TransCanada. Le trajet proposé ayant un impact environnemental incertain, possiblement néfaste pour l'écosystème des Sand Hills au Nebraska, il incombe au ministère de faire l'évaluation d'un trajet alternatif. L'évaluation environnementale liée aux trajets inter états des infrastructures pétrolières est habituellement une compétence des États, mais le Nebraska n'a pas de mécanisme en place pour l'évaluation et la détermination des tracés d'oléoducs. Le U.S. Department of State a donc décidé d'évaluer les alternatives avant de délivrer le permis présidentiel. Compte tenu des échéanciers types pour ce genre de projet, incluant une période de commentaires publics, l'administration Obama prévoyait donc pouvoir rendre une décision au premier trimestres de 2013 (USDepState, 2011).

Le premier ministre Harper a déclaré dans les médias : « U.S. approval of a new oil sands pipeline should be a 'no-brainer' given that country's demand for energy and its unpalatable alternatives to Canadian oil » (McCarthy, 2011).

Les résultats d'une première analyse textuelle simple du discours effectuée à l'aide de Nvivo se retrouvent au Tableau 4.6 ainsi qu'à la figure 4.5 et nous permettent de déceler les termes les plus souvent utilisés. La relation avec les mythes fondateurs et les mythes actifs elluliens peut ensuite être établie en se basant sur les explications d'Ellul incluses dans son texte *Mythes modernes* (1958).

**Tableau 4.6** Fréquence des termes utilisés par le ministre Joe Oliver au sujet de l'oléoduc Keystone XL le 10 novembre 2011 (RNCAN, 2011f).

Termes utilisés	Fréquence	Mythes associés
emplois	1	Progrès, Bonheur
sécurité	1	Histoire, Progrès, Bonheur
économique	1	Progrès, Bonheur
stable	1	Histoire, Bonheur
éthiquement acceptable	1	Histoire, Progrès, Bonheur



**Figure 4.5** Fréquence des termes utilisés par le ministre Joe Oliver au sujet du pipeline Keystone XL le 10 novembre 2011 (RNCAN, 2011f).

Nous sommes déçu de la décision prise aujourd'hui de reporter l'approbation du pipeline Keystone XL. Nous continuons de croire que le pipeline Keystone XL permettra de **créer des milliers d'emplois** et de **générer des milliards en croissance économique** des deux côtés de la frontière.

Bien que nous soyons déçu par ce report, nous restons confiants que le projet fera l'objet d'une décision reposant sur ses mérites et qu'il finira par être approuvé. Entre temps, notre gouvernement continuera de faire valoir le Canada, ainsi que les sables bitumineux, comme **source d'énergie stable, sécuritaire et éthiquement acceptable pour répondre aux besoins de la planète** (RNCAN, 2011f, Notre mise en évidence).



Le communiqué de presse est très court, mais il contient malgré tout des énoncés qu'on peut aisément associer aux mythes modernes elluliens. Ainsi, le ministre se dit déçu du report de la décision sur la construction de l'oléoduc Keystone XL et de l'émission du permis présidentiel référant notamment au fait que ce délai retarde la création immédiate d'emplois aux États-Unis et au Canada. Cette croissance économique et la création d'emploi sont en étroite relation avec les mythes actifs du progrès, du travail, du bonheur et de manière plus absolue, ils sont liés au mythe fondateur de la science (Ellul, 1958, p. 35-38).

Ce qu'émet le communiqué de presse n'est pas faux. La construction du projet de l'oléoduc Keystone XL créerait des emplois. Ce qui n'est pas dit, par contre, c'est que ces emplois seront de nature éphémère et que, comme dans toutes les économies basées sur l'extractivisme, les bénéfices sont évalués sur le court terme (Gudynas, 2010, p. 4 ; Morin, 2011). L'argument avancé est donc de nature fallacieuse et constitue de toute évidence un procédé associé à la propagande au sens classique tel qu'on la comprend.

Ensuite, l'argument avançant que les sables bitumineux représentent une source d'énergie stable, sécuritaire et éthique est discutable selon la perspective avec laquelle nous abordons la question, bien entendu. Comment le gouvernement Harper définit-il l'éthique ? Selon lui, le développement éthique des ressources naturelles est lié au fait qu'elle provient d'un pays ayant un gouvernement démocratiquement élu et ayant « les mêmes valeurs que les nôtres ». Le site EthicalOil.org définit le pétrole « éthique » comme suit :

Unlike Conflict Oil from some of the most politically oppressive and environmentally reckless regimes in the world, Ethical Oil is the "fair trade" choice in oil.

Countries that produce Ethical Oil uphold human rights and have high environmental standards. They ensure economic justice and promote peace. By contrast, Conflict Oil countries oppress their citizens and operate in secret with no accountability to voters, the press, or independent judiciaries.

Some Conflict Oil regimes even support terrorism.

Ce qualificatif utilisé par le gouvernement Harper et le lobby pétrolier canadiens n'a évi-



demment pas été apprécié par les membres de l'OPEP<sup>56</sup> ; le gouvernement saoudien allant même jusqu'à exiger le retrait des publicités péjoratives des ondes canadiennes (McCarthy, 2012). Ce procédé discursif de l'identification de l'ennemi, c'est-à-dire les pays qui n'ont pas les mêmes valeurs occidentales que les nôtres, est un procédé classique du discours propagandiste.

Finalement, les arguments de l'énergie stable et sécuritaire font référence à l'absence de conflits qui mettent en péril l'approvisionnement critique nécessaire à la sécurité nationale (McCarthy, 2014).

#### 4.3 Analyse qualitative du communiqué de presse du ministre Joe Oliver en réaction au refus d'Obama le 18 janvier 2012

Le 18 janvier 2012, le président Obama, suivant les avis juridiques, a refusé de délivrer le permis présidentiel pour la construction du projet d'oléoduc Keystone XL (USDeptState, 2012). Le Congrès états-unien, qui est majoritairement républicain avait fixé un délai jugé déraisonnable par la Maison-Blanche pour émettre un avis.

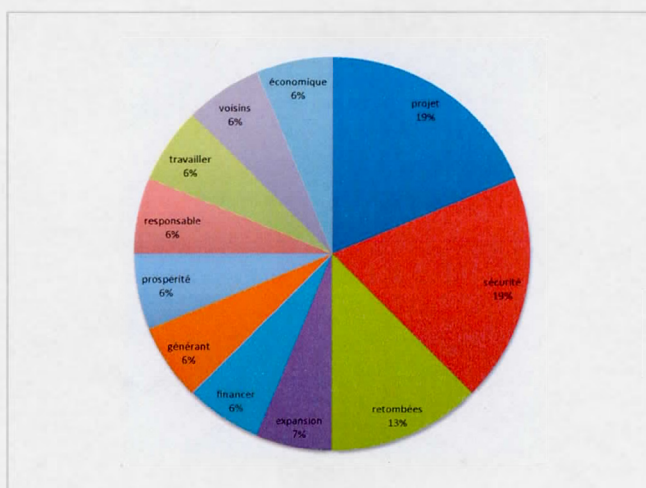
Les résultats d'une première analyse textuelle simple du discours effectuée à l'aide de Nvivo se retrouvent au Tableau 4.7 ainsi qu'à la figure 4.6 et nous permettent de constater quels sont les termes les plus souvent utilisés. La relation des mythes fondateurs et actifs elluliens est ensuite établie avec les mots les plus fréquemment employés en tenant compte des explications de Jacques Ellul dans son texte *Mythes modernes* (1958).

---

56. L'Organisation des pays exportateurs de pétrole est une organisation intergouvernementale de pays visant à négocier avec les sociétés pétrolières pour tout ce qui touche à la production de pétrole, son prix et les futurs droits de concessions.

**Tableau 4.7** Fréquence des termes utilisés par le ministre Joe Oliver concernant l'oléoduc Keystone XL le 18 janvier 2012 (RNCAN, 2012e).

Termes utilisés	Fréquence	Mythes associés
projet	3	Progrès, Bonheur
sécurité	3	Histoire, Progrès, Bonheur
retombées	2	Progrès, Bonheur
expansion	1	Progrès, Bonheur
financer	1	Progrès, Bonheur
général	1	Progrès, Bonheur
prospérité	1	Bonheur
responsable	1	Histoire, Progrès, Bonheur
travailler	1	Bonheur
voisins	1	Histoire
économique	1	Progrès, Bonheur



**Figure 4.6** Fréquence des termes utilisés par le ministre Joe Oliver concernant l'oléoduc Keystone XL le 18 janvier 2012 (RNCAN, 2012e).

Nous sommes évidemment déçus de l'annonce d'aujourd'hui concernant l'oléoduc Keystone XL.

Ce projet aurait créé des milliers et des milliers d'emplois aussi bien aux États-Unis qu'au Canada et aurait contribué à assurer la sécurité énergétique chez nos voisins du Sud. Nous continuons à croire que ce projet est dans l'intérêt supérieur des deux pays.

**Notre gouvernement respecte le droit des États-Unis de prendre leurs propres décisions.**

Toutefois, il est clair que le processus n'est pas encore terminé et **nous espérons que ce projet sera approuvé selon ses mérites dans le futur** (RNCAN, 2012e, Notre mise en évidence).

La déception exprimée par le ministre Joe Oliver suite à l'annonce du président Obama fait appel aux mythes de l'histoire et de la science. Ils sont activés par les mythes modernes du progrès, du bonheur et du travail prenant la forme d'une déception de ne pas pouvoir assurer une sécurité énergétique pour les États-Unis ni de créer d'emplois directs et indirects provenant de la construction de l'oléoduc Keystone XL. On peut remarquer le biais de ce communiqué qui s'adresse vraisemblablement aux autorités états-uniennes parce que les bénéfices potentiels qui sont évoqués les visent davantage que le public canadien.

Comme nous l'avons précédemment mentionné, l'argument de la création d'emplois est en quelque sorte fallacieux. S'il est vrai qu'il y aura effectivement création d'emploi avec la construction de l'oléoduc, il a été démontré que la majorité de ces emplois sera éphémère et que les chiffres avancés par le gouvernement et par la compagnie TransCanada sont erronés (Song, 2012; Global Labour Institute, 2010).

Le Canada et les États-Unis profitent de la plus importante relation dans le monde dans le domaine de l'énergie. Nous continuerons à travailler avec les États-Unis pour **renforcer la sécurité énergétique des deux pays** (RNCAN, 2012e, Notre mise en évidence).

Le ministre Oliver mobilise ici le mythe moderne du bonheur en invoquant la sécurité énergétique et une stabilité d'approvisionnement stratégique qu'assurerait la construction de l'oléoduc Keystone XL pour le Canada et les États-Unis. Si cet argument semble « solide », les détracteurs du projet mettent en avant l'idée selon laquelle une très grande quantité des matières extraites est vouée au marché extérieur et non pas à la création d'une réserve stratégique d'énergie pour le Canada. Le marché de l'énergie est mondial et sensible aux soubresauts géopolitiques peu importe la provenance du pétrole (Fitzsimmons, 2013).

Entre-temps, notre gouvernement va de l'avant en vue de **créer des emplois et de la prospérité économique pour tous les Canadiens.**

**L'exploitation responsable** des énormes ressources fournies par nos sables bitumineux **devrait créer des centaines de milliers d'emplois répartis d'un bout à l'autre du pays, générant d'importantes retombées économiques** (RNCAN, 2012e, Notre mise en évidence).

Nonobstant les obstacles à la construction de l'oléoduc Keystone XL, le gouvernement oriente ses politiques environnementales et économiques en vue de créer des emplois et la richesse. Les mythes modernes du progrès, du travail et du bonheur sont ainsi mobilisés.

Nous ne saurions trop insister sur le fait que ces **retombées servent à financer des services critiques pour les Canadiens, dont les soins de santé et l'éducation.**

Quatre-vingt-dix-neuf pour cent de nos exportations de pétrole vont actuellement aux États-Unis. **La décision prise aujourd'hui par l'administration Obama souligne l'importance de diversifier et d'étendre nos marchés, y compris vers le marché asiatique en pleine expansion, pour aider à assurer la sécurité financière des Canadiens et de leurs familles pendant les décennies à venir** (RNCAN, 2012e, Notre mise en évidence).

Dans la conclusion de ce communiqué de presse, le ministre Oliver réitère que les redevances reliées au secteur de l'extraction des ressources naturelles serviront à financer les services offerts aux Canadiennes et aux Canadiens. Toutefois, il omet de mentionner que les charges fiscales aux entreprises extractives, qui servent à financer lesdits services à la population, ont diminué de façon constante depuis leur arrivée au pouvoir (Lang, 2013). Cela est tout à fait cohérent avec le discours traditionnel adopté par les régimes privilégiant l'extractivisme comme modèle de développement économique. Il termine en ramenant le mythe du bonheur, bonheur qui ne sera atteint qu'avec la sécurité énergétique qu'assurera la construction de l'oléoduc.

Ce qui retient principalement notre attention dans ce communiqué, mais aussi dans tous ceux que nous avons lus, est que si les éléments qui y sont avancés en argumentaire de la part du gouvernement sont effectivement « vrais », ce qui constitue la propagande est donc ce qui est omis. Omettre de donner des informations nécessaires consiste en une

argumentation fallacieuse, procédé classique associé au discours propagandiste.

#### 4.4 Analyse qualitative du discours du ministre Joe Oliver à la Chambre de commerce de la Colombie-Britannique — réactions à l'annonce du 18 janvier 2012

Le discours suivant a été prononcé par le ministre des Ressources naturelles Joe Oliver à la Chambre de commerce de la Colombie-Britannique quelques jours suivant le refus du Président Barak Obama<sup>57</sup> de donner son aval à la construction de l'oléoduc Keystone XL (Broder, 2012; USDeptState, 2012).

Les résultats d'une première analyse textuelle simple du discours effectuée à l'aide de Nvivo se retrouvent au Tableau 4.8 ainsi qu'à la figure 4.7 et nous permettent de porter une attention particulière aux mots les plus souvent utilisés dans le discours. Une fois de plus, la typologie des *Mythes modernes* (1958) d'Ellul nous permet ensuite d'établir la relation entre les expressions et mots utilisés dans le discours donné à la Chambre de Commerce de la Colombie-Britannique le 18 janvier 2012 et les mythes fondateurs et actifs elluliens.

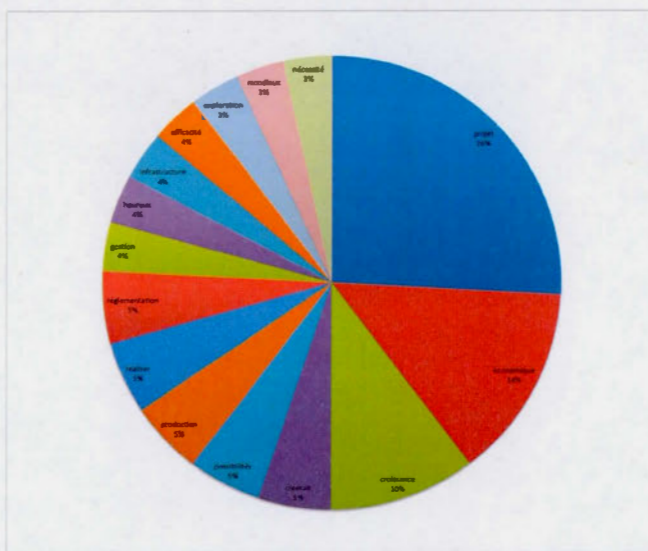
---

57. Barack Hussein Obama II est un homme d'État américain. Il est l'actuel et le 44<sup>e</sup> président des États-Unis, élu pour un premier mandat le 4 novembre 2008, et réélu le 6 novembre 2012.



**Tableau 4.8** Fréquence des termes utilisés par le ministre Oliver à la Chambre de commerce de la Colombie-Britannique le 23 janvier 2012 (RNCAN, 2012g).

Termes utilisés	Fréquence	Mythes associés
projet	15	Progrès, Bonheur
économique	8	Progrès, Bonheur
croissance	6	Histoire, Progrès, Bonheur
créerait	3	Histoire, Progrès
possibilités	3	Progrès, Bonheur
production	3	Progrès, Bonheur
réaliser	3	Progrès, Bonheur
réglementation	3	Histoire, Progrès
gestion	2	Progrès, Bonheur
heureux	2	Bonheur
infrastructure	2	Histoire, Progrès
efficacité	2	Histoire, Progrès, Bonheur
exploration	2	Progrès
mondiaux	2	Progrès
nécessité	2	Histoire, Progrès



**Figure 4.7** Fréquence des termes utilisés par le ministre Oliver à la Chambre de commerce de la Colombie-Britannique le 23 janvier 2012 (RNCAN, 2012g).

Les discours gouvernementaux du ministre Oliver sont rarement liés à un sujet unique. Ils touchent à une multitude d'enjeux rapportant toujours aux mythes modernes reliés à la propagande selon Ellul.

Tout d'abord, avant même d'aborder l'analyse du discours qui a été faite à la lumière d'une grille de lecture basée sur les mythes elluliens, il importe de prendre note de l'emploi de l'un des trois procédés de rhétorique classiques soit le *pathos*.

Bonjour à tous. Je tiens d'abord à remercier la Chambre de commerce de Vancouver de m'avoir invité à venir vous parler ce matin. J'aimerais de nouveau souligner la présence du sénateur Gerry St. Germain et de l'ancien ministre de l'Environnement, monsieur Barry Penner. Messieurs, je suis heureux de vous avoir avec nous, tout comme vous tous.

C'est toujours pour moi un plaisir de venir à Vancouver, surtout en janvier. Le climat n'est pas le seul point positif de Vancouver, loin de là. Il y a aussi sa beauté naturelle, sa **culture dynamique**, ses bons restaurants et j'en passe. En fait, pour un Torontois, la comparaison est presque déprimante.

Vancouver est aussi l'un des plus **puissants moteurs économiques du Canada** et notre plus importante **porte d'entrée sur le marché Asie-Pacifique et son immense potentiel**. Ce potentiel se calcule en **centaines de milliers d'emplois pour les Canadiens et en billions de dollars, littéralement, en activité économique** ici en Colombie-Britannique et ailleurs au pays (RNCAN, 2012g, Notre mise en évidence).

Le ministre Oliver débute en effet son discours avec l'utilisation classique du *pathos* en flattant l'auditoire de Vancouver; rappelant le dynamisme culturel et la beauté de la région. Il passe immédiatement à l'appel aux mythes fondateurs de la science et de l'histoire qui sont alimentés par les mythes actifs du progrès et du bonheur. Ces derniers sont représentés par le dynamisme économique de la province et son corolaire de la création de richesse, de prospérité et d'emplois pour le Canada.

Je suis allé en Chine et au Japon l'automne dernier et j'y ai rencontré la première ministre, Christy Clark, qui accompagnait une imposante délégation de représentants du secteur forestier canadien. J'ai pu constater par moi-même l'immense **appétit de l'Asie-Pacifique, particulièrement de la Chine, pour les ressources naturelles du Canada**. Pendant que j'étais là-bas, j'ai assisté à une cérémonie soulignant l'achèvement d'un projet phare : une structure de quatre étages à ossature en bois. Le Canada a joué un rôle important dans ce projet en fournissant des services d'ingénierie et de création architecturale ainsi qu'une expertise sur les constructions à ossature en bois. Ce projet conjoint Canada-Chine a été réalisé à l'aide de bois de la Colombie-Britannique. La Chine a des **besoins croissants** en matière de logement, et le bois constitue une solution abordable pour la construction d'habitations. Du coup, c'est une **formidable occasion** pour l'industrie forestière du Canada (*Ibid.*, Notre mise en évidence).

L'appétit économique de l'Asie-Pacifique et de la Chine en particulier fait appel aux mythes fondateurs de l'histoire et de la science qui sont activés par l'image d'une région du monde en pleine expansion et assoiffée de ressources naturelles pour assurer son développement. Le ministre réfère aux prouesses canadiennes en ingénierie qui permettent des avancées techniques et du progrès technologique liés aux nouveaux projets de construction domiciliaire à ossature en bois provenant de la Colombie-Britannique.

Beaucoup d'entre vous savent que la Chine est déjà le **marché où les produits du bois canadiens connaissent la plus forte croissance**. Le nombre d'**expéditions de bois vers la Chine s'est accru de près de 500 %** depuis 2007. À l'heure actuelle, la Colombie-Britannique vend presque autant de bois d'œuvre résineux à la Chine qu'aux États-Unis. Ce type de réussite n'arrive pas tout seul. C'est le résultat d'un travail acharné réalisé par divers acteurs de l'industrie et d'initiatives que nous avons proposées à l'industrie forestière, à la province de la Colombie-Britannique et à d'autres parties intéressées. Je pense notamment au Programme canadien d'exportation de produits de bois. Grâce à ces initiatives, **des milliers de Britanno-Colombiens travaillent dans les villes forestières de la province afin de répondre à la demande de la Chine, un marché en pleine expansion** (*Ibid.*, Notre mise en évidence).

Les mythes actifs du progrès, lié à l'idée de croissance sont mis de l'avant par le ministre Oliver pour décrire le marché du bois d'œuvre acheminé à la Chine et à la région de l'Asie-Pacifique. Il met par ailleurs l'accent sur les efforts pris par les différents gouver-

nements afin de faciliter les échanges commerciaux et l'accès aux ressources. Ces efforts permettent, entre autres, la création et le support de tout un secteur d'activité créateur d'emplois relié à l'extraction et à l'acheminement des ressources naturelles vers cette région du monde. Évidemment, la création d'emploi est liée au mythe actif du bonheur car, le travail permet l'accroissement des richesses collectives et individuelles (Ellul, 1958, p. 37).

Ce qu'on ne mentionne pas sont les politiques fédérales et provinciales mises en place dans le secteur extractif du bois d'œuvre en Colombie-Britannique permettant aux compagnies d'envoyer le bois non traité et non transformé directement au marché chinois. Cette politique a été mise en place en 2008 pour pallier aux infestations du dendroctone du pin (Mountain Pine Beetle) qui ravageaient les forêts de la Colombie-Britannique. Cette mesure a été dénoncée d'un côté de l'autre parce qu'elle prive d'emploi la main-d'œuvre qui pourrait travailler à la transformation (NationalPost, 2008). On assiste alors à l'omission de faits, associée à l'argumentation fallacieuse.

Au Japon, je me suis rendu à Sendai, où l'on a récemment reconstruit le port. J'ai participé à un événement soulignant l'arrivée d'un lot de bois d'œuvre de Colombie-Britannique; c'était le premier lot de bois étranger depuis le **séisme et le tsunami qui ont ravagé la région** le 11 mars dernier. J'ai également visité un **site d'hébergement temporaire** pour les personnes qui ont dû être déplacées à cause des sinistres. Ce site comprend 95 habitations construites avec du bois de la Colombie-Britannique.

J'ai été heureux d'accompagner des représentants du gouvernement de la Colombie-Britannique et de l'industrie forestière canadienne pour annoncer une aide de 4,5 millions de dollars au projet de reconstruction Canada-Tohoku. **Cet argent servira à construire entre autres des écoles, des centres pour personnes âgées et diverses installations communautaires.** La construction de ces immeubles sera faite en partie de bois canadien de première qualité (*Ibid.*, Notre mise en évidence).

Le ministre Oliver parle de l'aide accordée par le Canada aux victimes du tsunami qui s'est abattu sur le Japon en 2011. Il met un accent particulier sur les efforts de reconstruction des écoles, centres communautaires et de centres pour personnes âgées qui ont bénéficié de l'accès aux ressources naturelles canadiennes en matière de bois d'œuvre.



L'accent mis sur les efforts canadiens ainsi que sur la disponibilité des ressources naturelles canadiennes fait référence aux mythes du progrès technique et du bonheur. Cela sous-entend également la création de richesse et d'emplois pour ceux qui approvisionnent les promoteurs de projets de reconstruction.

L'industrie forestière canadienne connaît déjà un franc succès en Asie-Pacifique, mais il y a **encore énormément de possibilités. À long terme, le potentiel de croissance et de diversification des marchés est pratiquement illimité. L'exploitation et la promotion des marchés peuvent être très profitables**, et pas seulement pour les produits forestiers.

Prenons l'exploitation minière. Le Canada est un leader mondial dans ce secteur. Il produit plus de 60 minéraux et métaux et figure parmi les principaux exportateurs du monde. Le Canada est le premier producteur de potasse sur la planète; le deuxième producteur d'uranium; le troisième producteur de diamants et l'un des cinq premiers producteurs d'aluminium, de molybdène, de nickel, de sel, de soufre, de zinc, de concentrés de titane et de métaux de la mine de platine.

En 2010, la production canadienne de minéraux s'est chiffrée à plus de 41 milliards de dollars. Elle a **contribué pour près de 35 milliards de dollars au PIB et pour 18 milliards de dollars à l'excédent commercial du pays** (*Ibid.*, Notre mise en évidence).

Le ministre Oliver parle du potentiel toujours grandissant de la croissance associée à la diversification des marchés. Il fait appel au mythe actif du progrès technique, mais aussi à celui du bonheur qui lui, est associé à la création de richesse et d'emplois dans le secteur des ressources naturelles.

Évidemment, les produits forestiers ne sont pas les seuls qui sont privilégiés au Canada; on mentionne également le secteur minier qui contribue à l'approvisionnement de métaux servant à la fabrication de nombreuses composantes dans tous les secteurs de l'économie. Cet approvisionnement, qui sert à la construction, mais aussi au développement des technologies diverses, ramène les mythes de l'histoire et de la science qui eux, relèvent du mythe du progrès technique. De manière similaire, l'extraction des minéraux et l'exploitation minière sont toutes deux créatrices d'emploi et surtout de richesse. Ainsi, elles sont reliées au bonheur au sens des mythes elluliens.

Encore une fois, on omet d'importantes informations relatives aux redevances minières



qui, s'il est vrai qu'elles contribuent effectivement au financement de programmes sociaux collectifs, leur taux ont tendance à diminuer de façon importante et les crédits d'impôts, pour leur part, augmentent (Lang, 2013). Nous sommes une fois de plus en présence d'une argumentation fallacieuse.

Un peu plus tard dans la matinée, je m'adresserai aux participants du rassemblement sur l'exploration minérale 2012 de l'Association for Mineral Exploration de la Colombie-Britannique. Cet événement est devenu l'un des plus grands et des plus importants salons professionnels sur l'exploration et l'exploitation minières du monde. Les responsables attendent cette année plus de 7 000 délégués d'une trentaine de pays, dont une bonne partie de la région du Pacifique. Pour le Canada, pour la Colombie-Britannique et pour Vancouver, ville considérée comme l'une des capitales du monde minier, c'est une **excellente occasion de promouvoir l'exportation ainsi que la participation du Canada à l'exploitation minière dans les marchés de l'Asie-Pacifique. Les possibilités sont donc grandes pour l'industrie minière, mais elles le sont encore plus pour le secteur de l'énergie** (*Ibid.*, Notre mise en évidence).

L'annonce d'une rencontre prochaine du ministre Oliver avec l'Association for Mineral Exploration de la Colombie-Britannique pour promouvoir l'exploration et l'exportation minière met toujours l'emphasis sur les mythes de la science et de l'histoire et y réfère en invoquant, encore, le progrès et l'expansion des marchés vers l'Asie-Pacifique.

Les ressources naturelles constituent un atout stratégique pour le Canada. L'énergie représente **7 % de notre produit intérieur brut et ce pourcentage va en augmentant**. Et comme le Canada est une **superpuissance sur le plan énergétique, l'énergie deviendra un moteur économique de plus en plus important au fil des ans**. Nous avons des ressources énergétiques en abondance : nous sommes le deuxième producteur mondial d'uranium ; le troisième producteur de gaz naturel et d'énergie hydroélectrique ; et le sixième producteur de pétrole. Notre **secteur des énergies renouvelables prend de l'expansion** et nous sommes, de loin, le plus important fournisseur de ressources énergétiques d'un des plus grands marchés du monde, les États-Unis (*Ibid.*, Notre mise en évidence).

Ici, le ministre Oliver invoque le mythe de l'histoire en parlant de l'importance économique croissante des ressources naturelles au Canada. Il suggère les mythes actifs du bonheur et du progrès technique en qualifiant le Canada de « superpuissance » éner-

gétique. Ce bonheur est, de toute évidence, affilié à la création de la richesse grâce à l'exploitation des ressources naturelles. Cette création de richesses permet de surcroît la création d'emplois directs et indirects se traduisant par une possibilité pour la population de s'enrichir et de consommer davantage. Il met ensuite l'emphasis sur l'utilisation des énergies « renouvelables » que nous associons à l'aspiration au bonheur.

Nos réserves de pétrole prouvées s'élèvent à 174 milliards de barils, ce qui classe le Canada au troisième rang des producteurs mondiaux de pétrole. Le gros de nos réserves, soit 98 %, est enfoui dans nos sables bitumineux. Ici, en Colombie-Britannique, on estime qu'il y a assez de gaz de schiste dans le nord-est de la province pour **satisfaire aux besoins du Canada pendant un siècle. Prévoyant pour l'avenir, nous souhaitons continuer notre progression en investissant dans l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique. Depuis 2006, le gouvernement du Canada a investi plus de 10 milliards de dollars dans l'infrastructure verte, l'efficacité énergétique, les technologies d'énergie propre et la production d'énergie et de carburant renouvelables**<sup>58</sup> (*Ibid.*, Notre mise en évidence).

Le discours du ministre Oliver se penche à ce point-ci sur l'industrie extractive des hydrocarbures et il mobilise par le fait même les mythes de la science et de l'histoire en faisant allusion à l'approvisionnement futur en énergie pour les Canadiens. Il traite également du dossier de la progression vers les énergies renouvelables et des efforts d'efficacité énergétique. Ceux-ci réfèrent aux mythes de la science et du progrès qui permettront les avancées techniques dans ce sens. Évidemment, l'atteinte d'une meilleure efficacité et la réduction des incidences environnementales éventuelles sont facilement attribuables au mythe du bonheur.

---

58. À noter que le gouvernement conservateur de Stephen Harper a commencé une campagne de marketing continue en 2011 dans le but de recentrer le discours concernant les sables bitumineux à l'aide d'expressions permettant l'atténuation des connotations négatives. Ainsi, le ministre de l'Environnement Peter Kent, débuta l'utilisation de termes du type « énergie propre » « énergie éthique », « développement responsable » etc. qui servent à contrer les images d'une énergie néfaste pour l'environnement et la sécurité humaine. Le gouvernement albertain d'Allison Redford, les autres ministres fédéraux, les groupes d'intérêt spéciaux ainsi que l'industrie des hydrocarbures empruntent le même discours. (Gailus, 2013; Chase, 2011; Redford, 2013; TransCanada, 2014; EthicalOil, 2013)

Pour être saine et responsable, la gestion des ressources doit s'appuyer sur l'innovation et mettre à profit l'ensemble de nos richesses. Une gestion responsable augmentera en outre notre contribution à l'effort mondial visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre<sup>59</sup>. Nous devons toutefois être réalistes et admettre que l'économie mondiale est basée sur les combustibles fossiles, en particulier le pétrole.

L'Agence internationale de l'énergie prévoit que même dans le plus contraignant des scénarios en matière de gaz à effet de serre, le pétrole demeurera la principale source d'énergie des 25 prochaines années. Loin de diminuer, la consommation mondiale de pétrole augmentera de plus de 13 % d'ici 2035 et atteindra près de 99 millions de barils par jour, selon les prévisions de l'Agence. Nous ne pouvons pas simplement fermer le robinet ; cela créerait un chaos économique et entraînerait plus d'un milliard de personnes dans un déficit énergétique de plusieurs décennies (*Ibid.*, Notre mise en évidence).

Dans cette partie du discours, le ministre Oliver recentre l'attention sur les efforts faits par son gouvernement par rapport aux nouvelles technologies permettant une exploration et une extraction plus propre et responsable. Les mythes de la science, du progrès technique et du bonheur sont ainsi mobilisés. Ensuite, un bémol est émis en faisant référence à l'appétit croissant des économies en développement qui requièrent de plus en plus de ressources afin d'assurer leur croissance. Ces ressources énergétiques prennent tout d'abord la forme des hydrocarbures et plus particulièrement celles du pétrole. Le mythe de l'histoire, mobilisé par des statistiques annonçant les besoins mondiaux futurs sont dès lors mis à contribution. Il évoque ensuite un scénario chaotique en conséquence à un potentiel arrêt dans la production lorsqu'il mentionne l'impossibilité de « fermer le robinet » ce qui mobilise, *a contrario*, les mythes du bonheur et du progrès technique.

Le choix de l'expression « fermer le robinet » est un argument fondamentalement fallacieux, qui exprime un faux dilemme, c'est-à-dire qu'il n'est pas question, pour quiconque, de passer à un mode de vie totalement dépourvu de produits ou d'énergie à base d'hydrocarbures. Se fixer des objectifs de réduction et d'élimination par phases, de notre dépendance aux produits dérivés du pétrole n'équivaut pas à « fermer le robinet » et les

---

59. Le Canada se retire officiellement du Protocole de Kyoto en décembre 2011 en invoquant des cibles « irréalistes » et « irresponsables » (Croteau, 2011).

deux choix ne sont pas mutuellement exclusifs.

Qu'est-ce que cela implique pour le Canada ? Pour répondre à cette question, **considérons d'abord que 480 000 emplois sont liés aux sables bitumineux**. Ces emplois relèvent de tous les secteurs de l'économie : métiers spécialisés, industries manufacturières, emplois de bureau, services financiers, etc. Ici, en Colombie-Britannique, les sables bitumineux **contribuent pour environ 1,1 milliard de dollars au PIB annuel** de la province et sont à la **source de plus de 17 000 emplois** (*Ibid.*, Notre mise en évidence).

Dans cette section, on réfère au mythe de la science, science qui est nécessaire pour extraire le pétrole des sables bitumineux, mais aussi ceux du progrès technique et du bonheur qui sont liés à la création d'emplois dans le secteur extractif des hydrocarbures et à ses activités connexes, garantes de la croissance économique canadienne et de la Colombie-Britannique.

Ce qui n'est pas dit, c'est qu'une transition à un autre type d'énergie pourrait tout autant créer les mêmes emplois, ou d'autres qui en seraient dérivés. Son raisonnement laisse croire qu'en abandonnant l'exploitation des ressources naturelles non renouvelables, tous ces emplois disparaîtraient car rien d'autre ne s'y substituerait. L'argumentaire fallacieux du « tout ou rien » est encore utilisé.

Et les **avantages ne s'arrêtent pas là**. Au cours des cinq dernières années, l'extraction de pétrole et de gaz a **ajouté en moyenne 22 milliards de dollars par année aux coffres du gouvernement**, et ces 22 milliards de dollars sont **utilisés pour financer l'éducation, les soins de santé, les routes et les ponts**, pour ne donner que ces exemples. De plus, les **pipelines qui transportent les ressources vers les marchés contribuent pour une large mesure à l'activité économique** (*Ibid.*, Notre mise en évidence).

Les mythes de l'histoire, du progrès et du bonheur sont mobilisés lorsqu'il est question des avantages liés à l'extractivisme pratiqué au Canada. On louange, de façon classique, les avantages socio-économiques découlant de l'exploitation des sables bitumineux ; c'est la rhétorique habituelle des pays pratiquant ce type de développement (Tremblay-Pépin, 2013).

Encore ici, le ministre Oliver vante les vertus d'un système de redevances qui profite au système de redistribution sociale, mais ne parle pas des efforts constants de diminuer le fardeau fiscal des entreprises d'exploitation des ressources naturelles. Il est bien vrai qu'elles contribuent à la redistribution, mais le gouvernement Harper en diminue l'ampleur depuis qu'il est au pouvoir (Lang, 2013). L'omission est encore utilisée dans l'argumentaire fallacieux.

Le projet du pipeline Keystone XL, qui vise le transport de pétrole canadien vers des raffineries de la côte du Golfe du Mexique aux États-Unis, **créerait des milliers et des milliers d'emplois, aussi bien au Canada qu'aux États-Unis, et contribuerait à renforcer la sécurité nationale des États-Unis.** Nous avons appris la semaine dernière que le président Obama avait refusé d'approuver le projet. Cette nouvelle nous a beaucoup déçus, car nous demeurons convaincus que **Keystone serait avantageux pour nos deux pays** (*Ibid.*, Notre mise en évidence).

Le ministre Oliver met ici l'accent sur le projet de construction de l'oléoduc Keystone XL et sur ses avantages en ce qui concerne la sécurité énergétique du Canada et des États-Unis ainsi que ses avantages au niveau de la création de richesse et d'expansion des marchés et de la création d'emplois. Il commente le refus de la Maison-Blanche de donner son aval à sa construction en énumérant les avantages qui sont ainsi refusés. Les mythes de la science et de l'histoire sont mis de l'avant en mobilisant le progrès technique et le bonheur qui eux, sont apparemment inatteignables suite au refus de construction selon le ministre.

Il est clair cependant que le dossier n'est pas fermé. Nous continuons d'espérer que le projet finira par être approuvé. La récente décision des États-Unis fait toutefois ressortir la nécessité de **diversifier nos marchés pour assurer la prospérité et la sécurité des Canadiens au cours des décennies à venir.** D'où l'importance de **bâtir une infrastructure pour transporter notre pétrole et notre gaz vers le marché de l'Asie-Pacifique** (*Ibid.*, Notre mise en évidence).

Les conséquences du refus du président Obama d'accorder le permis de construction de l'oléoduc permettent de mettre à l'avant-plan des solutions alternatives assurant



l'expansion des marchés vers l'Asie-Pacifique. Celui-ci représente un marché plus réceptif que les États-Unis. Joe Oliver remet à l'avant scène le besoin de promouvoir le progrès technique et le bonheur qui lui est associé.

Cette infrastructure, le pipeline Northern Gateway, **représenterait un investissement de 5,5 milliards de dollars**. Le projet **créerait des milliers d'emplois ici même**, en Colombie-Britannique, d'abord pour construire le pipeline, puis pour le faire fonctionner. Selon une étude menée récemment par la School of Public Policy de l'Université de Calgary, l'ouverture des marchés de l'Asie et de la Californie au pétrole canadien **pourrait ajouter jusqu'à 132 milliards de dollars au PIB** du Canada entre 2016 et 2030 compte tenu des prix plus élevés à l'international qu'aux États-Unis.

Comme il y a déjà des ports sur la côte Ouest, les **économies florissantes de l'Asie constituent des marchés évidents** pour le gaz naturel canadien. En fait, il y a des chances que le premier port méthanier de la Colombie-Britannique s'ouvre au commerce à la fin de l'année prochaine (*Ibid.*, Notre mise en évidence).

Une alternative à la distribution des hydrocarbures est mise de l'avant dans cette partie du discours. Le ministre énonce les avantages en ce qui concerne la création d'emplois directs et indirects que représente la construction de l'Oléoduc Northern Gateway en Colombie-Britannique. L'appel à l'autorité est utilisé pour démontrer les avantages de la solution mise de l'avant par l'industrie et le gouvernement pour ainsi accéder aux marchés de l'Asie-Pacifique. On fait encore miroiter les mythes du progrès technique et du bonheur associés à la création d'emplois et à la stimulation de l'économie canadienne.

Nous pouvons envisager **pour la prochaine décennie des investissements de 500 milliards de dollars ou plus dans des projets énergétiques et miniers, projets qui créeront des centaines de milliers d'emplois et profiteront à toutes les régions du pays**. En tant que gouvernement, nous avons la tâche, la responsabilité de faire en sorte que ces avantages potentiels se concrétisent (*Ibid.*, Notre mise en évidence).

En misant sur les projets d'exploitation énergétiques et miniers, le gouvernement Harper mobilise les mythes de l'histoire et de la science en les activant au moyen des promesses d'investissements, d'augmentation de la production et de l'injection des redevances dans l'économie canadienne. Il fait miroiter la création d'emplois dans ce secteur économique

qui se finalise toujours par un bonheur accru. Comme nous l'avons déjà exprimé, c'est la rhétorique classique des régimes s'appuyant sur l'extractivisme.

Vu l'importance de la diversification des marchés pour la **création d'emploi et l'économie**, le premier ministre Harper et Ed Fast, ministre du Commerce international et l'un de mes collègues de la Colombie-Britannique à la Chambre des communes, se rendront en Chine le mois prochain afin de discuter de nouvelles possibilités de commerce entre nos deux pays (*Ibid.*, Notre mise en évidence).

Le ministre Oliver met à nouveau l'emphase sur l'urgence et l'importance de la diversification des marchés pour assurer le progrès technique et le bonheur qui s'ensuit. L'importance du dossier justifie une mobilisation politique de haut niveau afin de convaincre les instances politiques asiatiques d'investir dans le secteur extractif.

Comme vous le savez, depuis le début de notre mandat, nous nous efforçons de faire du Canada un **pôle d'attraction pour les investisseurs**. Et nous réussissons. Nous jetons les bases requises pour **assurer notre croissance et notre durabilité économiques, baisser les impôts des particuliers et des entreprises, réduire la dette, freiner les dépenses, alléger la bureaucratie et favoriser l'innovation et le libre-échange** (*Ibid.*, Notre mise en évidence).

Dans cette section, le ministre Oliver décrit les diverses mesures prises par son gouvernement dans le but de promouvoir la croissance et la prospérité; des appels bien sentis aux mythes de l'histoire, de la science, du progrès technique, du travail et du bonheur qui en découle inévitablement.

Ainsi, **pendant que certains pays se tournent vers le protectionnisme pour stabiliser leur économie, le Canada réduit les obstacles au commerce**. Tandis que des pays du G-7 augmentent les impôts pour diminuer leurs déficits, le Canada applique le **plus faible taux d'imposition sur les nouveaux investissements commerciaux**. Alors que des pays se voient **forcés de sabrer leurs services publics**, le Canada prend des **mesures modérées qui ne compromettent pas ses services sociaux les plus importants** (*Ibid.*, Notre mise en évidence).

Afin d'arrimer son argumentaire, le ministre Oliver se tourne vers l'exemple des pays qui ne suivent pas le plan de match canadien en matière économique et fiscale et en dépeint

un triste portrait. Il louange ainsi l'extractivisme créateur d'emploi, de progrès et de bonheur. Il utilise le procédé de l'identification de l'ennemi, celui qui n'adhère pas à nos valeurs occidentales, dans cette section de son discours.

Il est clair que nous sommes sur la bonne voie. **Le magazine Forbes a d'ailleurs écrit récemment que le Canada est le meilleur pays où faire des affaires. Et tant le FMI que l'OCDE prédisent que la croissance économique du Canada figurera parmi les plus vigoureuses du monde au cours des deux prochaines années. Le Canada affiche aujourd'hui un PIB réel nettement supérieur à ceux d'avant la récession, et depuis juillet 2009, notre économie a généré quelque 600 000 emplois. En fait, le Canada est le seul pays du G-7 à avoir plus que récupéré toute la production et tous les emplois perdus pendant la récession (*Ibid.*, Notre mise en évidence).**

Dans le but de faire la démonstration du bien-fondé de la position gouvernementale, le ministre Oliver fait appel à l'autorité. Il cite ainsi des études de l'OCDE, du FMI (Giles, 2011) et du magazine économique *Forbes* (TorontoStar, 2011) qui parlent des avantages de faire affaire au Canada et des perspectives positives quant à l'avenir économique au Canada. Cet endossement des mécanismes mis en place pour stimuler les échanges commerciaux, assurer le progrès technique et créer de l'emploi sont clairement des appels aux mythes modernes ellulien.

C'est pour cette raison que nous **maintiendrons notre plan d'action visant à stimuler la croissance et l'emploi par l'intermédiaire d'impôts peu élevés. Notre plan prévoit également un rétablissement de l'équilibre budgétaire à moyen terme. Ces conditions sont essentielles pour préserver l'avantage du Canada sur les marchés mondiaux et nous assurer la souplesse nécessaire pour pouvoir réagir à ce que l'avenir nous réserve (*Ibid.*, Notre mise en évidence).**

Le ministre Oliver réitère ici la volonté du maintien des politiques gouvernementales visant à assurer la croissance économique et la création d'emploi. Il fait alors appel aux mythes du bonheur et du progrès. Le mythe de l'histoire est aussi mobilisé sous la forme de mesures qui assurent un avenir plus prévisible.

Malheureusement, il y a des **groupes d'environnementalistes radicaux qui voudraient bloquer cette possibilité de diversification du commerce**. Leur objectif est de stopper tout projet majeur visant nos **ressources naturelles**, peu importe ce qu'il en coûtera aux familles canadiennes en emplois et en croissance économique. Fini l'activité forestière, minière et pétrolière. Oubliez aussi l'exploitation des hydrocarbures et les barrages hydroélectriques. Comme je l'ai déjà dit, **ces groupes menacent de prendre en otage le système réglementaire canadien pour réaliser leur programme idéologique radical**. Ils cherchent à **exploiter la moindre faille, à envahir les audiences publiques pour causer des délais qui signeront l'arrêt de mort de bons projets** (*Ibid.*, Notre mise en évidence).

Dans la section précédente du discours, le ministre Oliver condamne la position des détracteurs des projets extractifs en tentant de démontrer qu'en s'opposant aux mesures de son gouvernement, ceux-ci remettent en cause la stabilité économique canadienne et mettent en péril les efforts de création d'emplois. Comme l'explique Ellul, pour le propagandiste utilisant les mythes du travail et du progrès, les opposants sont une aberration et se doivent d'être dénoncés (Ellul, 1958, p. 40). C'est aussi une technique propagandiste classique que d'identifier son ennemi et de simplifier son point de vue afin de le critiquer plus facilement.

Il laisse entendre que de refuser de « moderniser » le système réglementaire revient à refuser le (mythe du) progrès. C'est évidemment inacceptable et indéniablement fallacieux puisqu'il est tout à fait possible d'être contre un certain projet sans toutefois nier le progrès.

Par ailleurs, le **processus réglementaire en lui-même est imprévisible et inutilement complexe**. Les échéances sont souvent reportées et les retards sont monnaie courante et excessifs. **Les investisseurs ont besoin de réponses rapidement. S'ils ont à attendre trop longtemps, ils iront investir ailleurs**.

Par exemple, il aura fallu attendre près de neuf ans avant que le projet gazier Mackenzie soit approuvé. Pour le projet minier Joslyn, on parle de près de six ans. Par comparaison, le prolongement vers l'ouest du chemin de fer Canadien Pacifique, un projet essentiel pour la construction de la nation réalisé sous sir John A. Macdonald, a été approuvé en quatre ans (*Ibid.*, Notre mise en évidence).

Ensuite, le ministre Oliver rend compte des problèmes liés aux processus réglementaires trop onéreux qui rendent les prévisions difficiles. Il utilise ensuite un argument fallacieux pour comparer deux projets de construction n'ayant simplement aucun point de comparaison logique ; l'un ayant été mis en chantier sous le régime de John A. MacDonald en 1872 et l'autre en 2011. Ce rejet du système réglementaire, et de son remplacement par un système plus souple et permissif pour l'industrie appelle évidemment à un sens du progrès bien que cela dépende évidemment du point de vue.

Sous le système actuel, même construire une patinoire temporaire sur un lac gelé à Banff requiert l'approbation du gouvernement fédéral. **Obtenir cette approbation demande deux mois, deux précieux mois. Tout ça pour faire évaluer quelque chose que des milliers de Canadiens font depuis plus d'un siècle.**

Il est possible d'effectuer des examens réglementaires dans un délai raisonnable sans compromettre la rigueur ou les normes du processus et sans empêcher les parties intéressées de la Colombie-Britannique et d'ailleurs, dont les Premières Nations, de se faire entendre (*Ibid.*, Notre mise en évidence).

Le ministre Oliver utilise encore ici un argument fallacieux pour tenter de démontrer l'absurdité d'une situation. Ce n'est pas parce que tout le monde fait quelque chose depuis des siècles que c'est nécessairement correct. En même temps, il utilise l'exemple d'une patinoire et du hockey qui appelle aux sentiments nationalistes canadiens envers la pratique du « sport national ».

**Pour moi, il est clair comme de l'eau de roche que nous devons mettre un terme à ces délais excessifs. Ces délais peuvent porter atteinte à la viabilité des projets et miner notre réputation de destination intéressante pour les investisseurs. Il est important pour le gouvernement du Canada que le système de réglementation assure une juste protection de l'environnement et respecte le droit des parties ayant un intérêt légitime, dont les Autochtones. Mais nous pouvons avoir à la fois ce type de système et des échéances réalistes qui favorisent la prospérité économique. Les deux objectifs ne sont pas incompatibles. Il est possible d'instaurer un processus prévisible pour effectuer rapidement des examens rigoureux tout en recueillant les perspectives de toutes les parties intéressées. Cela ne peut toutefois se faire sous le système actuel, qui se caractérise par un processus imprévisible et de fréquents manquements aux échéances (*Ibid.*, Notre mise en évidence).**



Utiliser l'expression « clair comme de l'eau de roche » comme expression est fallacieux. Il insinue ainsi que c'est une évidence que tous devraient voir, ce qui est en vérité une perception erronée. L'expression « délais excessifs » est subjective et dépend du point de vue. Si les délais peuvent paraître excessifs pour le gouvernement et l'industrie extractive, il se peut qu'ils ne paraissent pas excessifs pour ceux qui seront directement ou indirectement touchés par l'activité. Malheureusement, les changements aux règles de l'ONE<sup>60</sup> (NEB-ONE, 2013), chargé des audiences publiques sur les projets énergétiques, ne permettent plus que des organismes de défense (par exemple Greenpeace, Équiterre etc. (Équiterre, 2013).) participent aux audiences publiques.

Si vous souhaitez participer, vous devez démontrer de façon satisfaisante à l'Office :

1. que vous êtes directement touché par le projet proposé ;
2. que vous avez des connaissances spécialisées ou des renseignements pertinents à faire examiner par l'Office ;
3. les deux (NEB-ONE, 2013).

Seuls les partis directement touchés peuvent y participer. L'utilisation du mot « légitime » est bien révélatrice. Qui décide de cette légitimité ? Évidemment, c'est le gouvernement par le biais de l'ONÉ.

C'est la raison pour laquelle **les améliorations de la réglementation sont, depuis le début, une priorité de notre gouvernement**. Nous avons instauré plusieurs **mesures novatrices pour améliorer la réglementation** entourant les projets d'envergure. Mais il ne s'agit là que de premiers pas. Nous devons, et nous pouvons, faire plus.

Pour **réaliser le projet de modernisation dont nous avons besoin, nous devons apporter des changements fondamentaux à la loi et renforcer la collaboration** avec les provinces et les territoires. Ce projet est déjà en voie de développement. J'ai rencontré mes homologues provinciaux et territoriaux à Kananaskis en juillet dernier et nous sommes parvenus à un large consensus sur la nécessité de renforcer notre collaboration sur les points essentiels du processus d'approbation. Le but ultime est simple : **réaliser**

---

60. L'Office national de l'énergie (l'ONÉ ou l'Office) est un organisme fédéral indépendant créé en 1959 par une loi du Parlement du Canada pour réglementer les aspects internationaux et interprovinciaux des secteurs du pétrole, du gaz et de l'électricité.

une évaluation par projet dans un délai bien défini (*Ibid.*, Notre mise en évidence).

La modernisation du régime réglementaire que souhaite apporter le gouvernement Harper se lie aux mythes du progrès et permet de baliser des délais bien établis assurant un environnement plus propice aux investissements.

En conclusion, mesdames et messieurs, le Canada possède d'immenses réserves de pétrole et de gaz, et le meilleur moment de **faire fructifier ces ressources et de diversifier les marchés où nous vendons notre énergie est : maintenant. Si le Canada ne fait rien pour approvisionner le marché en plein essor qu'est l'Asie-Pacifique, un autre pays s'en chargera. Au bout du compte, nous aurons perdu des milliards et des milliards de dollars en retombées économiques pour soutenir la qualité de vie de générations de Canadiens.** Un gouvernement qui se croiserait les bras et laisserait une telle situation se produire **serait incroyablement irresponsable.** Je vous promets que notre gouvernement, lui, **défendra les intérêts des Canadiens.**

Je vous remercie de votre attention (*Ibid.*, Notre mise en évidence).

Le ministre Oliver conclut son discours à la Chambre de commerce de la Colombie-Britannique en réactivant les mythes du progrès technique et humain, en référant encore au bonheur qu'apporte la création d'emplois et à la marginalisation des détracteurs des mesures prises par son gouvernement.

#### 4.5 Analyse qualitative du communiqué de presse du ministre Joe Oliver qui réagit à la publication de l'énoncé supplémentaire des incidences environnementales le 1er mars 2013

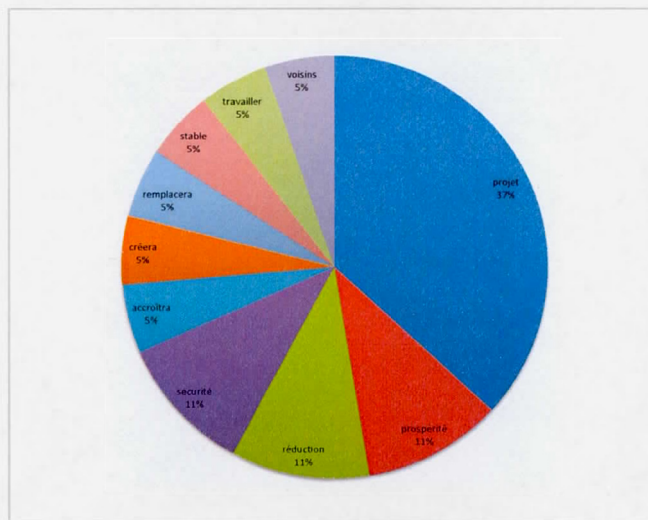
Le 1er mars 2013, le Département d'État états-unien émettait une évaluation environnementale préliminaire du projet de construction de l'oléoduc Keystone XL. Le rapport indiquait que selon l'analyse des impacts potentiels de la construction et des opérations normales du projet proposé il n'y aurait pas d'impact significatif pour la plupart des ressources se trouvant sur le trajet proposé dans le cadre de ce projet. Le rapport environnemental préliminaire enclenchait une période de consultation publique de 45 jours,

après quoi le Département d'État déciderait si le projet était dans l'intérêt national des États-Unis (USDeptState, 2013).

Les résultats d'une première analyse textuelle simple du discours effectuée à l'aide de Nvivo se retrouvent au tableau 4.9 ainsi qu'à la figure 4.8 et nous permettent de révéler sur les termes les plus souvent utilisés. La relation avec les mythes fondateurs et actifs elluliens est ensuite établie.

**Tableau 4.9** Fréquence des termes utilisés par le ministre Oliver au sujet de la publication de l'énoncé supplémentaire des incidences environnementales du projet Keystone XL le 1 mars 2013 (RNCAN, 2013r).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
projet	7	Progrès, Bonheur
prospérité	2	Progrès, Bonheur
réduction	2	Progrès, Bonheur
sécurité	2	Histoire, Progrès, Bonheur
accroîtra	1	Histoire, Progrès, Bonheur
créera	1	Histoire, Progrès
remplacera	1	Progrès
stable	1	Histoire, Progrès, Bonheur
travailler	1	Bonheur
voisins	1	Histoire



**Figure 4.8** Fréquence des termes utilisés par le ministre Oliver au sujet de la publication de l'énoncé supplémentaire des incidences environnementales du projet Keystone XL le 1 mars 2013 (RNCAN, 2013r).

Le communiqué de presse du bureau du ministre Joe Oliver est reproduit en entier ci-après et nous en analysons les éléments textuels qui mobilisent les différents mythes modernes elluliens.

**Le Canada et les États-Unis ne sont pas que de simples voisins.** L'attachement partagé de nos deux nations à **la démocratie, au libre marché et à la primauté du droit** expliquent pourquoi nos pays bénéficient d'une relation fructueuse sans pareille dans le monde. L'intégration de nos économies et de nos systèmes énergétiques **contribue à la prospérité, à la sécurité énergétique et à la saine gestion de l'environnement** dans nos deux pays (RNCAN, 2013r, Notre mise en évidence).

Dans l'introduction de ce communiqué de presse, le ministre Joe Oliver réagit à la publication des énoncés supplémentaires par le Département d'État états-unien, il fait dès lors appel au mythe fondateur de l'histoire. Insister sur cette belle relation entre les deux pays « sans pareils dans le monde », deux pays faisant la promotion active de la démocratie, du libre marché et de la primauté du droit, fait référence à la fois aux mythes du progrès et du bonheur. Cette valorisation des valeurs occidentales écorche « l'ennemi » qui n'y adhère pas nécessairement. C'est une technique propagandiste classique.



Le département d'État américain a publié aujourd'hui le projet d'énoncé des incidences environnementales du projet Keystone XL. Il nous a été communiqué et nous en faisons l'examen. Nous respectons le processus d'examen suivi aux États-Unis pour ce projet.

L'oléoduc Keystone XL créera des dizaines de milliers d'emplois de part et d'autre de la frontière. Le Canada a harmonisé son objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre avec celui des États-Unis, soit une réduction de 17 % d'ici 2020 par rapport aux niveaux de 2005. Nous sommes à mi-chemin de l'objectif. **Keystone XL remplacera le pétrole du Venezuela et du Moyen-Orient par un approvisionnement stable** qui trouvera sa source dans le continent, y compris en provenance des sables bitumineux, et qui **accroîtra la sécurité énergétique de l'Amérique du Nord** (RNCAN, 2013r, Notre mise en évidence).

Lorsque la création d'emplois est invoquée en parlant de la construction de l'oléoduc Keystone XL, c'est aux mythes du travail et du bonheur qu'on fait appel. Ensuite, le dossier de l'harmonisation des objectifs de réduction des gaz à effet de serre avec ceux des États-Unis ramène aussi aux mythes modernes du progrès et du bonheur. Finalement, spécifier que le pétrole canadien représente une source « éthique » d'hydrocarbures, qui assurerait une sécurité énergétique à l'Amérique du Nord, en opposition à celui de pays ou régions qui sont jugés « instables », mobilise les mythes du bonheur et du progrès. C'est encore la technique classique propagandiste de l'identification de l'ennemi qui est mise de l'avant en faisant référence à des sources « éthiques » de pétrole.

**La prospérité du Canada tient à notre capacité de diversifier nos marchés** pour nos produits énergétiques. Comme le montrent les données économiques actuelles, nous devons continuer à travailler ferme et à prendre les bonnes décisions afin **d'améliorer notre qualité de vie** (RNCAN, 2013r, Notre mise en évidence).

La diversification des marchés représente le progrès économique pour le Canada lorsque nous la visualisons avec des lunettes du néolibéralisme et de l'extractivisme. Cette diversification assurera un plus grand bonheur grâce à l'exploitation des ressources naturelles, créatrice de richesse et d'emploi. Évidemment, la réalité relativement à la création d'emplois est erronée puis qu'on ne prévoit, en réalité, que des emplois éphémères dans le cadre de la construction (Global Labour Institute, 2010). On fait à nouveau usage d'un



argumentaire fallacieux étant donné l'omission de certains faits.

## CHAPITRE V

### DISCUSSION ET INTERPRÉTATION

#### 5.1 Retour sur la mobilisation des mythes fondateurs elluliens dans la communication gouvernementale canadienne

Notre analyse quantitative du corpus général nous a permis de dégager certains constats. La première observation que nous avons fait a été de remarquer que Stephen Harper prononçait en moyenne trois fois plus de discours que Joe Oliver tandis que cela s'égalait au niveau des communiqués de presse. Le tableau 4.1 à la page 69 rend compte de cet état des faits.

Cette constatation est révélatrice puisque nous avons remarqué que si les communiqués de presse sont habituellement très ciblés, les discours, quant à eux, touchent à une multitude de thèmes. Les intervenants sont responsables de plusieurs dossiers, mais ceux appartenant spécifiquement au ministre Oliver sont, pour la plupart directement en lien avec notre sujet d'étude. Le premier ministre Harper tend à élargir les thèmes de ses discours sur des généralités. Ses communiqués de presse, étant également plus généraux, concernent peu les enjeux liés directement à l'exploitation des ressources naturelles.

Le deuxième constat que nous avons dégagé est que les mots les plus souvent utilisés dans les communiqués de presse et les discours, peu importe s'ils sont en lien direct ou non avec notre sujet d'étude, ont une affiliation claire et incontestable avec les mythes fondateurs et les mythes modernes actifs. Nous avons choisi un thème précis pour assoir notre analyse, mais de toute évidence, le discours général gouvernemental incorporant

des termes précis, fait appel aux mythes modernes au sens entendu par Ellul. Nous avons observé que peu importe l'occasion ou le thème abordé, on évoque assurément la question du travail, du bonheur, du progrès technique, de l'histoire et de la science. Les argumentaires se ressemblent quels que soient les thèmes. À la lecture des textes retenus, on a vraiment l'impression d'une très grande maîtrise du contenu, celui-ci étant largement uniforme.

Comme nous l'expliquions précédemment, les communications du premier ministre sont plus générales que celles du ministre des Ressources naturelles, mais elles renferment malgré tout toujours des termes mobilisant les mythes modernes. Le tableau 4.2 à la page 71 démontre bien la tendance des thèmes utilisés dans les communiqués de presse de Stephen Harper, faisant indubitablement référence aux mythes modernes elluliens et ce, même s'il traite généralement de sujets divers.

Ensuite, à la lumière de l'analyse qualitative détaillée des quatre textes émis en réaction aux délais imposés et aux décisions relatives à l'émission du permis de construction de l'oléoduc Keystone XL par les États-Unis, il appert que la correspondance des éléments de texte avec les mythes fondateurs de l'histoire, de la science, des mythes modernes du progrès, du travail et du bonheur est relativement simple à démontrer. La typologie de Jacques Ellul dans son essai *Mythes modernes* permet d'établir les liens entre les différents éléments textuels, les expressions utilisées dans les discours et les mythes modernes (Ellul, 1958).

Ayant préalablement établi que la propagande sert au renforcement des mythes, que celle-ci ne peut pas exister dans le vide et qu'elle doit absolument s'appuyer sur les croyances sociales profondes pour être vraiment efficace, nous pouvons en conclure que si les communiqués et les discours sont empreints de références aux mythes actifs de notre temps, ils ont effectivement une teneur propagandiste. La figure 2.2 à la page 41 rend compte d'exemples d'éléments du discours utilisés dans les communications gouvernementales et de leur filiation aux mythes actifs modernes.

Notre grille de lecture, présentée au tableau 3.1 à la page 65, nous sert, de manière

indirecte, à démontrer que si différents mythes modernes sont mis à l'avant-scène, nous retrouvons donc en présence d'un discours utilisant des procédés renforçant ces derniers.

Les mythes fondateurs de la science et de l'histoire sont mobilisés directement dans plusieurs textes et, s'ils ne le sont pas de façon directe, on s'assure de les réactiver au moyen des mythes modernes actifs tels que le travail, le progrès technique ou le bonheur. Tout le discours semble graviter autour des mythes modernes elluliens. Et toute opposition à ces mythes est vivement dénoncée et ridiculisée par les protagonistes, de la même manière que l'expliquait Ellul dans *Mythe modernes* (Ellul, 1958, p. 38).

## 5.2 Retour sur la teneur propagandiste de la communication gouvernementale canadienne

La propagande gouvernementale réside d'une part dans ce qui n'est pas dit explicitement, dans ce qu'elle omet et dans les mesures en place pour « interdire de dire » et d'autre part dans la répétition des idées qui sont mises de l'avant.

Elle réside dans la surinformation, mais encore plus dans l'information à laquelle la population a difficilement accès. Pendant qu'on nous dit la vérité d'un côté, une multitude de réalités sont occultées de l'autre, réalités qui sont toutes aussi importantes, voire essentielles pour l'intérêt commun. Le meilleur exemple de cette information « filtrée », qui n'est pas fausse mais à laquelle il manque plusieurs éléments est le rapport du Comité permanent des ressources naturelles qui s'intitule *Les avantages dans l'ensemble du Canada de l'industrie pétrolière et gazière*. Ce rapport avait comme mandat de mener « une étude visant à examiner les avantages dans l'ensemble du Canada du développement des ressources pétrolières et gazières canadiennes et à relever des preuves directes de la manière dont l'industrie pétrolière et gazière contribue au mieux-être des Canadiens » (Comité permanent des ressources naturelles, 2014, p. 3). Alors que le comité rendait ses résultats, les partis d'opposition présents de façon minoritaires sur le comité, soulignaient l'essence biaisée de l'étude qui ne permettait pas de dresser un portrait

complet de la situation (Comité permanent des ressources naturelles, 2014, p. 61-69).

Si un argument peut être fait en faveur des NTIC qui offrent des possibilités plus grandes d'accès à une information alternative, discordante du discours officiel gouvernemental, on doit émettre un bémol : les plateformes de diffusion ne s'équivalent pas toutes.

Force est d'admettre que tout le monde n'a pas, à sa disposition, des millions de dollars lui permettant de faire de la propagande dans l'espace public. Oui, tout le monde fait de la propagande au sens d'Ellul, mais celle du gouvernement est plus efficace parce qu'il a des moyens, une permanence, une continuité et des objectifs de passage à l'acte bien différents. L'émetteur gouvernemental, le pouvoir en place possède énormément de moyens pour faire passer son message par opposition à un plus petit groupe n'ayant pas les mêmes moyens, et par conséquent une diffusion restreinte de son information.

Les mythes économiques, du travail et du progrès s'opposent aux mythes de la protection environnementale et du développement durable. On ne parle pas des ressources naturelles dans le sens « écologique » du terme tel que défendu par les groupes environnementalistes. Les ressources naturelles sont représentées comme une opportunité économique et on utilise les mythes du progrès technique pour en parler du côté gouvernemental.

Il faut déterminer si effectivement, la communication gouvernementale est de la propagande au sens ellulien du terme. Si la communication gouvernementale et la propagande partagent les techniques (totale, long terme, organisée), c'est au niveau général qu'elles sont différentes. En effet, si tout est propagande au sens dont l'entend Ellul, la propagande gouvernementale ne se joue pas à armes égales ; et c'est là que prend le sens de notre question originale. La communication gouvernementale est bel et bien une propagande au niveau technique, c'est à dire au niveau des caractéristiques, mais elle l'est encore plus au niveau général du terme. Elle permet une dissémination de l'information de manière plus massive, dans un cadre temporel plus long, avec des moyens plus substantiels et avec une plus grande légitimité que tout autre type de communication compétitive, et ce, parce que le système le permet et l'encourage. Ce système l'encourage parce qu'on ne la nomme plus « propagande », elle se nomme maintenant information



ou communication gouvernementale.

Quant à la répétition des idées, on n'a aucun problème à identifier les valeurs qui sont mises de l'avant par le gouvernement parce qu'elles sont exprimées sur toutes les plateformes et ce, depuis plusieurs années. On assiste réellement à une continuité et la durée dans le temps de la propagande. Il suffit de penser aux publicités du Plan d'action économique qui ont débuté en 2009 et qui tournaient toujours aux heures de grande écoute sur toutes les plateformes des médias de masse en 2013 (Croteau, 2013).

## CONCLUSION

Nous nous étions posé la question à savoir dans quelle mesure la communication du gouvernement conservateur de Stephen Harper sur le projet de construction de l'oléoduc Keystone XL est propagandiste au sens dont l'entend Jacques Ellul. Nous envisageons l'hypothèse que les éléments discursifs utilisés par le gouvernement conservateur de Stephen Harper pour décrire le projet de l'oléoduc Keystone XL, les situations économiques canadienne et états-unienne ainsi que les enjeux environnementaux et politiques en 2011-2013 étaient propagandistes parce qu'ils s'appuyaient sur des mythes modernes selon Jacques Ellul.

Le problème initial d'une analyse de discours gouvernementaux officiels se situe dans l'interprétation que l'on fait des concepts reliés à la communication gouvernementale et à la propagande. Il est délicat de mesurer la teneur propagandiste du discours officiel gouvernemental lorsque les normes sociales réfutent, *a priori*, le terme « propagande », et lorsque la gestion de l'État démocratique s'effectue principalement à l'aide de la persuasion de la population au moyen de la communication gouvernementale. Pour y arriver, nous avons dû extraire les caractéristiques de la propagande, les définir et faire de même avec la communication gouvernementale afin d'en démontrer les différences, mais surtout afin de mettre en évidence les caractéristiques communes.

Nous nous sommes fixé comme objectif d'identifier la teneur propagandiste du discours officiel en nous appuyant sur quatre textes provenant de la communication gouvernementale ayant été émis en réaction à des décisions et des commentaires de l'exécutif états-uniens au sujet de la construction de l'oléoduc Keystone XL.

Afin de délimiter et d'identifier un corpus d'analyse qualitative, nous avons utilisé un échantillon constitué de quatre textes tirés des archives officielles gouvernementales. Nous

avons réduit notre corpus en choisissant trois communiqués de presse et un discours du ministre des Ressources naturelles du Canada, Joe Oliver.

Pour réaliser notre analyse qualitative, nous avons examiné les éléments textuels à l'aide d'une grille de lecture constituée des mythes fondateurs et actifs elluliens. Cette grille nous a permis d'associer les éléments du texte aux différents mythes modernes.

Nous avons exploré ces quatre textes parce qu'ils faisaient référence à des événements qui remettaient en question les mythes modernes tels que nous l'explique Ellul. Notre corpus d'analyse qualitatif est réduit mais représentatif d'une situation particulièrement évocatrice. Il est cependant pertinent de se demander si le corpus général, les 1009 discours et communiqués de presse de nos deux protagonistes, activent tous les mythes modernes elluliens. À la lumière de notre analyse quantitative qui a permis de déterminer la fréquence des mots les plus fréquemment utilisés, nous croyons être en mesure d'extrapoler qu'effectivement, les textes mobilisent tous les mythes modernes elluliens et ils sont réactivés au moyen de procédés propagandistes.

Ainsi, dans quelle mesure la communication du gouvernement conservateur de Stephen Harper sur le projet de construction de l'oléoduc Keystone XL est-elle propagandiste au sens dont l'entend Jacques Ellul ? Nous pouvons y répondre de façon nette : la communication gouvernementale que nous avons analysée est propagandiste au sens ellulien du terme. Cette communication mobilise tous les mythes qui sont actifs dans notre société actuelle et la rhétorique gouvernementale joue sur les sentiments et sur les croyances intrinsèques et profondes qui poussent les individus à vivre et à progresser. Outre la mobilisation des mythes elluliens, le discours gouvernemental opère aussi une sélectivité de l'information partagée. L'information qu'on nous transmet est « vraie », mais nous n'avons pas « facilement » accès à l'autre côté de la médaille ; l'information qui permettrait au citoyen curieux de se faire sa propre opinion en ayant tous les éléments nécessaires à une décision ou un choix éclairé. Finalement, des mécanismes règlementaires et législatifs ont été mis en place pour restreindre la divergence des discours.

## **La disparité entre le discours officiel et les politiques telles qu'énoncées sur les supports électroniques gouvernementaux**

Suite aux lectures et recherches effectuées au moyen des supports électroniques de la communication gouvernementale, un deuxième constat nous paraît clair : La politique officielle du gouvernement canadien en matière de développement des ressources naturelles et de protection environnementale est en réalité bien différente de la position prise dans ses communications officielles. Un parallèle doit être établi entre la politique officielle gouvernementale relative au développement responsable et au développement durable versus l'idéologie économique et fiscale. Nous retrouvons un tout autre discours se substituant aux politiques officielles telles que définies sur les sites gouvernementaux et dans les lois.

Le gouvernement Harper définit le développement responsable des ressources en termes de création d'emplois, de prospérité durable et de moyens visant à stimuler la croissance économique. Le développement responsable doit s'effectuer dans le respect des normes environnementales et en consultation avec les peuples autochtones (PlanAction, 2013). Afin de stimuler le développement des ressources naturelles, le gouvernement a mis en place des mesures permettant d'accélérer les processus d'évaluation des impacts sur l'environnement en réévaluant et en éliminant les chevauchements réglementaires et procéduraux. Que les impacts sur la sécurité des habitants et sur l'environnement soient prioritaires et que les peuples autochtones soient adéquatement consultés est devenu secondaire grâce à ces nouvelles mesures. Ces dernières sont directement reliées au concept de la société technicienne d'Ellul qui dit que la grande majorité des gens de notre époque recherchent « en toute chose de la méthode absolument la plus efficace » (Ellul, 1954, p. 18-19). Dans ces sociétés, les techniques de production et de planification économique ainsi que les techniques commerciales, industrielles, administratives, gouvernementales, juridiques et militaires s'associent à l'organisation des masses où l'efficacité est toujours l'objectif.

Environnement Canada définit le développement durable comme suit :

Le développement durable vise à répondre aux besoins actuels sans compromettre la capacité de satisfaire ceux des générations à venir. Il s'agit de relever le niveau de vie tout en protégeant la santé humaine, en préservant l'environnement, en exploitant judicieusement les ressources et en faisant progresser la compétitivité économique à long terme. Il nécessite l'intégration des priorités environnementales, économiques et sociales dans les politiques et programmes nécessitant une action à tous les niveaux — les citoyens, l'industrie et les gouvernements (EnvironnementCanada, 2013).

À notre avis, parler d'une exploitation judicieuse des ressources en faisant progresser la compétitivité économique à long terme est un non-sens. Cette croissance ne peut être infinie lorsque l'on parle de ressources non renouvelables.

Le dictionnaire Larousse définit le développement durable comme étant un « Mode de développement qui assure la satisfaction des besoins essentiels des générations actuelles, particulièrement des personnes les plus démunies, tout en sauvegardant la capacité des générations futures à satisfaire leurs propres besoins (Larousse, 2014b). »

Alors que la définition générale parle du bien-être social, celle du Canada met l'accent sur sa dimension économique basée sur l'exploitation des ressources naturelles. Cette accentuation mise sur le mythe de l'économie toute puissante, supplantant le mythe de l'environnement, invalide en quelque sorte la définition traditionnelle.

Nous faisons face à un double discours. Le discours officiel que l'on retrouve sur les sites gouvernementaux, le discours qu'on entend à la radio, à la télévision et dans la presse écrite utilisent des termes tels que la responsabilité, le respect des règles, la coopération avec les peuples autochtones, les études environnementales et les consultations. Tout cela est « vrai ». La propagande s'effectue plutôt au niveau du « non-dit » et de « l'interdit de dire » tel que nous l'avons démontré précédemment.

Comme nous l'avons mentionné plus tôt, les changements dans les processus d'évaluation environnementale dirigés par l'Office national de l'énergie ont été modifiés afin de restreindre de manière importante la possibilité pour des groupes ou des individus d'intervenir dans les discussions et ainsi éviter de se retrouver face à des obstacles sup-



plémentaires au développement. Les processus communicationnels gouvernementaux ont été centralisés, ce qui permet donc de restreindre les communications contraires aux positions officielles. Le cadre législatif a également été modifié afin de promouvoir l'extraction et le développement des ressources naturelles.

### **Les pistes de recherche**

Trois pistes de recherche future nous semblent intéressantes, voire prioritaires. D'une part, si la communication gouvernementale est propagandiste et qu'elle mobilise des mythes profonds de la société, qu'en est-il du discours alternatif, opposé ? Les partis d'opposition, dont une des tâches est de remettre en question la position officielle gouvernementale, de provoquer un débat de société dans nos institutions, sont-ils contraints à user, eux aussi, de la propagande au sens dont l'entendait Ellul ? Qu'en est-il des médias auxquels on attache souvent l'étiquette de « chiens de garde de la démocratie » ? Sont-ils, eux aussi, réduits à utiliser les mêmes mythes pour faire la critique ou pour vulgariser l'information gouvernementale ? Qu'en est-il des différents autres intervenants qui apportent un discours différent de celui de la communication gouvernementale ? Si la propagande sociologique ellulienne est répandue à tous les types de discours, qu'elle est absolue, est-il possible d'imaginer un contre-discours ? Nous serions enclins à répondre par la négative, mais cela reste à prouver.

D'autre part, nous gagnerions à analyser les disparités entre le discours des élus et les politiques telles qu'elles sont énoncées sur les sites web gouvernementaux. Comme nous l'avons préalablement décrit, il nous semble clair que le discours public des parlementaires diverge de la communication gouvernementale telle qu'elle est énoncée dans les lois et politiques publiées sur les sites officiels du gouvernement.

Finalement, la conception de l'information destinée aux citoyens, les structures de gestion, la coordination ainsi que le financement des campagnes de diffusion sont tous calqués sur les procédés des grandes firmes privées de marketing. Par conséquent, pouvons-nous ignorer les similarités entre la communication gouvernementale persuasive et la

propagande?

## APPENDICE A

### LES COMMUNICATIONS GOUVERNEMENTALES DU MINISTRE DES RESSOURCES NATURELLES JOE OLIVER - LES TERMES LES PLUS UTILISÉS ET LEUR FILIATION AUX MYTHES MODERNES ELLULIENS

Les 43 tableaux suivants sont le résultat d'une recherche textuelle des textes portant, de près ou de loin, au projet de construction de l'oléoduc Keystone XL. Ils démontrent la fréquence des mots utilisés ainsi que leur filiation aux mythes modernes.

**Tableau A.1** Le ministre Oliver à propos du Canada et des États-Unis : Esquisse d'une énergie sûre pour demain. United States Energy Association, le 4 octobre 2011 (RNCAN, 2011b).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
projet	11	Progrès, Bonheur
sécurité	8	Histoire, Progrès, Bonheur
économique	7	Progrès, Bonheur
fiable	4	Histoire, Progrès, Bonheur
responsable	4	Histoire, Progrès, Bonheur
réserve	4	Histoire, Progrès
croissance	3	Progrès, Bonheur
atteindre	2	Progrès, Bonheur
construit	2	Progrès
croître	2	Progrès, Bonheur
élaborer	2	Progrès
infrastructures	2	Histoire, Progrès
environnement	2	Bonheur
stable	2	Histoire, Progrès, Bonheur
meilleure	2	Progrès, Bonheur

**Tableau A.2** Déclaration du ministre Oliver au sujet du pipeline Keystone XL le, 10 novembre 2011 (RNCAN, 2011f).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
emplois	1	Progrès, Bonheur
sécurité	1	Histoire, Progrès, Bonheur
économique	1	Progrès, Bonheur
stable	1	Histoire, Bonheur
éthiquement acceptable	1	Histoire, Progrès, Bonheur



**Tableau A.3** Le ministre Oliver à propos du Canada, source fiable et responsable d'énergie contribuant à la sécurité énergétique et à la stabilité économique mondiales - London School of Economics Londres (Royaume-Uni), le 20 octobre 2011 (RNCAN, 2011j).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
énergétique	13	Science, Progrès, Bonheur
projet	6	Progrès, Bonheur
sécurité	6	Histoire, Progrès, Bonheur
économique	6	Progrès, Bonheur
responsable	5	Histoire, Progrès, Bonheur
effets	4	Progrès
propre	4	Progrès, Bonheur
ressource	4	Bonheur
stabilité	4	Histoire, Progrès, Bonheur
fournissent	3	Progrès, Bonheur
investissement	3	Progrès, Bonheur
production	3	Progrès, Bonheur
renouvelable	3	Progrès, Bonheur
réduction	3	Progrès, Bonheur
stratégique	3	Histoire, Progrès, Bonheur

**Tableau A.4** Notes d'une allocution pour le ministre Oliver devant l'Association de l'énergie de l'Ontario (OEA) Série des petits déjeuners-conférences Toronto (Ontario), le 18 novembre 2011 (RNCAN, 2011h).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
énergétique	18	Science, Progrès, Bonheur
sécurité	7	Histoire, Progrès, Bonheur
croissance	6	Progrès, Bonheur
sûreté	6	Histoire, Progrès, Bonheur
économique	6	Progrès, Bonheur
propre	5	Progrès, Bonheur
réglementation	4	Histoire, Progrès
croître	3	Progrès, Bonheur
exploiter	3	Progrès
efficacité	3	Progrès, Bonheur
nécessité	3	Histoire, Progrès
produite	3	Progrès, Bonheur
prospérité	3	Bonheur
renouvelables	3	Science, Progrès, Bonheur
stratégique	3	Progrès, Bonheur

**Tableau A.5** Notes d'une allocution pour le ministre Oliver à l'occasion du Dialogue sur la politique nationale - Renforcer l'innovation au Canada de la Fondation Manning pour l'éducation démocratique « Une réglementation intelligente pour les grands projets », le 24 novembre 2011 (RNCAN, 2011i).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
réglementation	20	Histoire, Progrès
projet	14	Progrès, Bonheur
examen	9	Progrès
innovation	5	Progrès, Bonheur
responsable	5	Histoire, Progrès, Bonheur
économique	5	Progrès, Bonheur
améliorations	4	Progrès, Bonheur
évaluation	4	Histoire, Progrès, Bonheur
règlements	4	Histoire, Progrès
améliorer	3	Progrès, Bonheur
compétences	3	Progrès
efficacement	3	Progrès, Bonheur
initiative	3	Progrès
investissement	3	Progrès, Bonheur
évaluation	3	Histoire, Progrès, Bonheur

**Tableau A.6** Le ministre Oliver assiste à la première conférence conjointe des ministres des Transports et de l'Énergie organisée par l'APEC, le 13 septembre 2011 (RNCAN, 2011k).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
économique	5	Progrès, Bonheur
fiable	3	Histoire, Progrès, Bonheur
stable	3	Histoire, Progrès, Bonheur
sécurité	3	Histoire, Progrès, Bonheur
croissance	2	Progrès, Bonheur
durable	2	Progrès, Bonheur
occasion	2	Progrès, Bonheur
propres	2	Progrès, Bonheur
prospérité	2	Bonheur
énergétique	2	Science, Progrès
avenir	1	Histoire
durables	1	Progrès, Bonheur
efficaces	1	Progrès, Bonheur
encourageant	1	Bonheur
favorable	1	Progrès, Bonheur

**Tableau A.7** Le ministre Oliver à propos de l'énergie et la prospérité au Canada, le 15 juillet 2011 (RNCAN, 2011g).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
énergétique	15	Science, Progrès
prospérité	8	Bonheur
sécurité	7	Histoire, Progrès, Bonheur
vision	6	Histoire
économique	6	Progrès, Bonheur
réglementation	4	Histoire, Progrès
superpuissance	4	Histoire, Progrès, Bonheur
avenir	3	Histoire
renouvelables	3	Science, Progrès, Bonheur
responsable	3	Histoire, Progrès, Bonheur
richesse	3	Bonheur
croissance	2	Progrès, Bonheur
exploiter	2	Progrès, Bonheur
amélioration	2	Progrès, Bonheur
naturelle	2	Bonheur



**Tableau A.8** Le ministre Oliver favorise l'investissement au Canada à Stanford University au cours de son voyage en Californie, le 14 septembre 2011 (RNCAN, 2011m).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
investissement	3	Progrès, Bonheur
énergétique	3	Science, Progrès, Bonheur
croissance	2	Progrès, Bonheur
écotechnologies	2	Science, Progrès, Bonheur
entrepreneurs	1	Progrès, Bonheur
innovations	1	Science, Progrès, Bonheur
investissent	1	Progrès, Bonheur
moteur	1	Progrès, Bonheur
possibilités	1	Progrès, Bonheur
propres	1	Progrès, Bonheur
respectueuse	1	Histoire, Progrès, Bonheur
responsable	1	Histoire, Progrès, Bonheur
stimuler	1	Progrès, Bonheur
sécurité	1	Histoire, Progrès, Bonheur
transmettra	1	Progrès, Bonheur

**Tableau A.9** Le ministre Oliver fait valoir le Canada comme un partenaire énergétique fiable pour la Californie le, 15 septembre 2011 (RNCAN, 2011).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
énergétique	6	Science, Progrès
fiable	3	Histoire, Progrès, Bonheur
sécurité	3	Histoire, Progrès, Bonheur
stable	2	Histoire, Progrès, Bonheur
changement	1	Progrès
démocratique	1	Bonheur
innovation	1	Progrès, Bonheur
abondance	1	Bonheur
novateur	1	Progrès, Bonheur
projet	1	Progrès, Bonheur
propres	1	Progrès, Bonheur
prospérité	1	Bonheur
responsable	1	Histoire, Progrès, Bonheur
échanges	1	Progrès, Bonheur
écologiquement	1	Science, Progrès, Bonheur

**Tableau A.10** Déclaration du ministre Oliver sur le pipeline Keystone XL, le 22 septembre 2011 (RNCAN, 2011e).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
créera	1	Histoire, Progrès
fiable	1	Histoire, Progrès, Bonheur
injectera	1	Progrès, Bonheur
posséder	1	Bonheur
projet	1	Progrès, Bonheur
respectueux	1	Progrès, Bonheur
sécurité	1	Histoire, Progrès, Bonheur
économique	1	Progrès, Bonheur

**Tableau A.11** Le ministre Oliver vante les ressources énergétiques et les atouts économiques du Canada, le 23 septembre 2011 (RNCAN, 2011q).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
énergétique	4	Science, Progrès
atouts	3	Progrès, Bonheur
projet	3	Progrès, Bonheur
propre	2	Progrès, Bonheur
sécurité	2	Histoire, Progrès, Bonheur
économique	2	Progrès, Bonheur
avenir	1	Histoire
croissance	1	Progrès, Bonheur
durable	1	Progrès, Bonheur
débouchés	1	Progrès, Bonheur
investissements	1	Progrès, Bonheur
fiable	1	Histoire, Progrès, Bonheur
injecter	1	Progrès
intervenant	1	Progrès
intéressés	1	Progrès, Bonheur

**Tableau A.12** Déclaration du ministre Oliver en appui du pipeline Keystone XL, le 26 septembre 2011 (RNCAN, 2011d).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
économique	4	Progrès, Bonheur
projet	2	Progrès, Bonheur
croissance	1	Progrès, Bonheur
engendrer	1	Progrès
fiable	1	Histoire, Progrès, Bonheur
infrastructures	1	Progrès
injectera	1	Progrès
emploi	1	Bonheur
émergence	1	Progrès
programmes	1	Progrès, Bonheur
promouvoir	1	Progrès, Bonheur
recettes	1	Bonheur
retombées	1	Bonheur
résilience	1	Histoire, Progrès, Bonheur
stimuler	1	Progrès



**Tableau A.13** Le ministre Oliver souligne l'avantage énergétique du Canada dans le cadre d'une conférence scientifique internationale, le 26 septembre 2011 (RNCAN, 2011p).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
énergétique	6	Science, Progrès
avantage	3	Progrès, Bonheur
scientifique	2	Science, Progrès
économique	2	Progrès, Bonheur
améliorant	1	Progrès, Bonheur
avancer	1	Progrès, Bonheur
concurrentiel	1	Progrès, Bonheur
croissance	1	Progrès, Bonheur
accroître	1	Progrès, Bonheur
efficacité	1	Progrès, Bonheur
engendrera	1	Histoire, Progrès
fiable	1	Histoire, Progrès, Bonheur
fondamentaux	1	Histoire
forces	1	Progrès
fortement	1	Progrès

**Tableau A.14** Le ministre Oliver renforce la relation stratégique liée à l'énergie entre le Canada et les États-Unis, le 4 octobre 2011 (RNCAN, 2011o).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
énergétique	6	Science, Progrès
sécurité	4	Histoire, Progrès, Bonheur
respectueuse	3	Histoire, Progrès, Bonheur
concurrentiel	2	Progrès
fiable	2	Histoire, Progrès, Bonheur
projet	2	Progrès, Bonheur
prospérité	2	Progrès, Bonheur
stable	2	Histoire, Progrès, Bonheur
stratégique	2	Progrès, Bonheur
bénéficier	1	Progrès, Bonheur
croissance	1	Progrès, Bonheur
génèrerait	1	Progrès, Bonheur
renforce	1	Histoire, Progrès, Bonheur
responsable	1	Histoire, Progrès, Bonheur
ressource	1	Bonheur

**Tableau A.15** Le ministre Oliver honore des réalisations exceptionnelles dans le secteur canadien de l'énergie, le 5 octobre 2011 (RNCAN, 2011n).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
réalisations	4	Progrès, Bonheur
projet	2	Progrès, Bonheur
entreprise	1	Progrès, Bonheur
expansion	1	Progrès
fiable	1	Histoire, Progrès, Bonheur
génère	1	Progrès
leadership	1	Histoire, Progrès, Bonheur
planétaire	1	Progrès
progresser	1	Progrès
promouvoir	1	Progrès
prospérité	1	Bonheur
supérieure	1	Progrès, Bonheur
sécurité	1	Histoire, Progrès, Bonheur

**Tableau A.16** Le ministre Oliver à propos de l'émergence du Canada comme superpuissance énergétique - World Affairs Council San Francisco, le 14 septembre 2011 (RNCAN, 2011r).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
superpuissance	11	Histoire, Progrès, Bonheur
émergence	9	Progrès
sécurité	9	Histoire, Progrès, Bonheur
projet	7	Progrès, Bonheur
propre	7	Progrès, Bonheur
responsable	6	Histoire, Progrès, Bonheur
écologiquement	6	Science, Progrès, Bonheur
améliorer	5	Progrès, Bonheur
efficacité	5	Progrès, Bonheur
produire	4	Progrès
économique	4	Progrès, Bonheur
atteindre	3	Progrès, Bonheur
fiable	3	Histoire, Progrès, Bonheur
production	3	Progrès
renouvelable	3	Histoire, Progrès, Bonheur

**Tableau A.17** Le ministre Oliver à propos des ressources énergétiques du Canada : promesse d'une prospérité constante - Canadian Club Toronto, le 23 septembre 2011 (RN-CAN, 2011s).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
prospérité	11	Progrès, Bonheur
constante	9	Progrès
promesse	9	Progrès, Bonheur
sécurité	9	Histoire, Progrès, Bonheur
économique	8	Progrès, Bonheur
projet	6	Progrès, Bonheur
croissance	5	Progrès, Bonheur
production	5	Progrès, Bonheur
responsable	5	Histoire, Progrès, Bonheur
dynamisme	3	Progrès, Bonheur
efficacité	3	Progrès, Bonheur
propre	3	Bonheur
réglementation	3	Histoire, Progrès
stratégique	3	Progrès, Bonheur
travailler	3	Bonheur



**Tableau A.18** Allocution du ministre Oliver - Canada et États-Unis : Esquisse d'une énergie sûre pour demain United States Energy Association, le 4 octobre 2011 (RNCAN, 2011a).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
projet	11	Progrès, Bonheur
sécurité	8	Histoire, Progrès, Bonheur
économique	7	Progrès, Bonheur
fiable	4	Histoire, Progrès, Bonheur
responsable	4	Histoire, Progrès, Bonheur
réserve	4	Histoire, Progrès
croissance	3	Progrès, Bonheur
atteindre	2	Progrès, Bonheur
construit	2	Progrès
croître	2	Progrès, Bonheur
élaborer	2	Progrès
infrastructures	2	Histoire, Progrès
environnement	2	Bonheur
stable	2	Histoire, Progrès, Bonheur
meilleure	2	Progrès, Bonheur

**Tableau A.19** Le ministre Oliver à propos de la Création d'emplois et du maintien de la prospérité : le Canada, superpuissance en matière de ressources naturelles - Chambre de commerce de Toronto, le 13 octobre 2011 (RNCAN, 2011c).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
croissance	11	Progrès, Bonheur
économique	11	Progrès, Bonheur
production	7	Progrès, Bonheur
industries	4	Science, Progrès
investissement	4	Progrès, Bonheur
projet	4	Progrès, Bonheur
superpuissance	4	Histoire, Progrès, Bonheur
débouchés	3	Progrès, Bonheur
exploration	3	Science, Progrès
propre	3	Progrès, Bonheur
prospérité	3	Bonheur
responsable	3	Histoire, Progrès, Bonheur
sécurité	3	Histoire, Progrès, Bonheur
exportation	2	Progrès, Bonheur
emploi	2	Bonheur

**Tableau A.20** Le ministre Oliver au Sommet canadien de l'énergie, le 5 décembre 2012 (RNCAN, 2012i).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
croissance	9	Progrès, Bonheur
économique	5	Progrès, Bonheur
sécurité	4	Histoire, Progrès, Bonheur
possibilité	3	Progrès
production	3	Progrès, Bonheur
prospérité	3	Progrès, Bonheur
entreprise	2	Progrès
renouvelables	2	Science, Progrès, Bonheur
réduction	2	Progrès, Bonheur
stratégique	2	Histoire, Progrès, Bonheur
voisin	2	Histoire
adapter	1	Histoire, Progrès, Bonheur
atteindre	1	Histoire, Progrès, Bonheur
augmenter	1	Progrès
autosuffisants	1	Science, Progrès, Bonheur

**Tableau A.21** Déclaration du ministre Oliver au sujet du projet d'oléoduc Keystone XL, le 4 mai 2012 (RNCAN, 2012b).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
projet	3	Progrès, Bonheur
sécurité	3	Histoire, Progrès, Bonheur
retombées	2	Progrès, Bonheur
expansion	1	Progrès, Bonheur
financer	1	Progrès, Bonheur
général	1	Progrès, Bonheur
prospérité	1	Bonheur
responsable	1	Histoire, Progrès, Bonheur
travailler	1	Bonheur
voisins	1	Histoire
économique	1	Progrès, Bonheur

**Tableau A.22** Énoncé du ministre Oliver concernant l'oléoduc Keystone XL, le 18 janvier 2012 (RNCAN, 2012e).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
projet	3	Progrès, Bonheur
sécurité	3	Histoire, Progrès, Bonheur
retombées	2	Progrès, Bonheur
expansion	1	Progrès, Bonheur
financer	1	Progrès, Bonheur
général	1	Progrès, Bonheur
prospérité	1	Bonheur
responsable	1	Histoire, Progrès, Bonheur
travailler	1	Bonheur
voisins	1	Histoire
économique	1	Progrès, Bonheur



**Tableau A.23** Le ministre Oliver à la Chambre de commerce de la Colombie-Britannique, le 23 janvier 2012 (RNCAN, 2012g).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
projet	15	Progrès, Bonheur
économique	8	Progrès, Bonheur
croissance	6	Histoire, Progrès, Bonheur
créerait	3	Histoire, Progrès
possibilités	3	Progrès, Bonheur
production	3	Progrès, Bonheur
réaliser	3	Progrès, Bonheur
réglementation	3	Histoire, Progrès
gestion	2	Progrès, Bonheur
heureux	2	Bonheur
infrastructure	2	Histoire, Progrès
efficacité	2	Histoire, Progrès, Bonheur
exploration	2	Progrès
mondiaux	2	Progrès
nécessité	2	Histoire, Progrès

**Tableau A.24** Le ministre Oliver au Club économique du Canada à Toronto, le 27 janvier 2012 (RNCAN, 2012f).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
réglementation	18	Histoire, Progrès
économique	13	Progrès, Bonheur
croissance	7	Progrès, Bonheur
projet	7	Progrès, Bonheur
infrastructures	5	Histoire, Progrès
manufacturier	5	Progrès
investissement	4	Progrès, Bonheur
évaluation	4	Histoire, Progrès
réforme	4	Histoire, Progrès
investir	3	Progrès, Bonheur
richesse	3	Bonheur
améliorer	2	Histoire, Progrès, Bonheur
efficace	2	Histoire, Progrès, Bonheur
gestion	2	Progrès
installation	2	Progrès

**Tableau A.25** Le ministre Oliver à la Chambre de commerce de Calgary, le 25 janvier 2012 (RNCAN, 2012h).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
économique	10	Progrès, Bonheur
projet	8	Progrès, Bonheur
réglementation	8	Histoire, Progrès
prospérité	6	Progrès, Bonheur
sécurité	5	Histoire, Progrès, Bonheur
acheteurs	4	Progrès
croissance	4	Progrès, Bonheur
protéger	4	Histoire, Progrès, Bonheur
profit	3	Bonheur
responsabilité	3	Histoire, Progrès, Bonheur
augmenter	2	Progrès
consommation	2	Progrès, Bonheur
efficace	2	Histoire, Progrès, Bonheur
expansion	2	Histoire, Progrès
exploiter	2	Progrès

**Tableau A.26** Déclaration du ministre Oliver au sujet du projet d'oléoduc Keystone XL, le 4 mai 2012 (RNCAN, 2012c).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
projet	7	Progrès, Bonheur
sécurité	2	Histoire, Progrès, Bonheur
croissance	1	Progrès, Bonheur
dynamisme	1	Histoire, Progrès, Bonheur
expansion	1	Progrès, Bonheur
efficaces	1	Progrès, Bonheur
efficents	1	Progrès, Bonheur
heureux	1	Bonheur
injecter	1	Progrès, Bonheur
investissement	1	Progrès, Bonheur
responsable	1	Histoire, Progrès, Bonheur
retombées	1	Progrès, Bonheur
réalisation	1	Progrès, Bonheur
travailler	1	Bonheur
économique	1	Progrès, Bonheur

**Tableau A.27** Le ministre Oliver au Colloque sur l'investissement organisé par l'Association canadienne des producteurs pétroliers, le 10 décembre 2012 (RNCAN, 2012a).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
investissement	18	Progrès, Bonheur
croissance	8	Progrès, Bonheur
étrangers	8	Histoire, Progrès
production	5	Progrès, Bonheur
expansion	4	Progrès, Bonheur
stimuler	4	Progrès, Bonheur
économique	4	Progrès, Bonheur
entreprise	3	Progrès
investissement	3	Progrès, Bonheur
augmentation	2	Progrès
consommation	2	Bonheur
exploration	2	Science, Progrès
exporter	2	Progrès, Bonheur
augmentation	2	Progrès
emploi	2	Bonheur



**Tableau A.28** Le ministre Oliver s'adresse au Forum mondial sur la régulation de l'énergie, le 14 mai 2012 (RNCAN, 2012d).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
réglementation	28	Histoire, Progrès
responsable	14	Histoire, Progrès, Bonheur
régulation	14	Histoire, Progrès
économique	8	Progrès, Bonheur
croissance	7	Progrès, Bonheur
efficace	6	Progrès, Bonheur
sécurité	6	Histoire, Progrès, Bonheur
infrastructures	5	Histoire, Progrès
compétence	4	Progrès, Bonheur
efficient	4	Histoire, Progrès, Bonheur
emploi	4	Bonheur
investissement	4	Bonheur
production	4	Progrès, Bonheur
possibilités	3	Progrès, Bonheur
projet	3	Progrès, Bonheur

**Tableau A.29** Le ministre Oliver attire l'attention sur de nouveaux jalons posés en appui au développement responsable des ressources naturelles du Canada, le 18 avril 2013 (RNCAN, 2013j).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
responsable	4	Histoire, Progrès, Bonheur
sécurité	3	Histoire, Progrès, Bonheur
investissement	2	Bonheur
commercialiser	1	Progrès
durable	1	Progrès, Bonheur
débouchés	1	Progrès, Bonheur
accroître	1	Histoire, Progrès, Bonheur
gouvernance	1	Progrès, Bonheur
génèrent	1	Histoire, Progrès
industries	1	Science, Progrès
emploi	1	Bonheur
programmes	1	Progrès
projet	1	Progrès, Bonheur
promouvoir	1	Progrès, Bonheur
propices	1	Bonheur

**Tableau A.30** Le ministre Oliver à l'appui des solides liens qui unissent le Canada et les États-Unis en matière d'énergie et d'environnement, le 24 avril 2013 (RNCAN, 2013a).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
entreprendra	3	Progrès
sécurité	3	Histoire, Progrès, Bonheur
emploi	2	Bonheur
projet	2	Progrès, Bonheur
économique	2	Progrès, Bonheur
croissance	1	Progrès, Bonheur
créera	1	Histoire, Progrès
durable	1	Progrès, Bonheur
approvisionnement	1	Science, Progrès
gestion	1	Progrès, Bonheur
prospérité	1	Progrès, Bonheur
remplacer	1	Progrès
renforcera	1	Progrès, Bonheur
stable	1	Histoire, Progrès, Bonheur
unissent	1	Progrès, Bonheur

**Tableau A.31** Le ministre Oliver fait ressortir le fait que le brut canadien crée de l'emploi de part et d'autre de la frontière, le 6 mars 2013 (RNCAN, 2013m).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
emploi	4	Bonheur
production	3	Progrès, Bonheur
exploitation	1	Science, Progrès
accroissement	1	Progrès, Bonheur
expansion	1	Progrès, Bonheur
projet	1	Progrès, Bonheur
prospérité	1	Progrès, Bonheur
respectueux	1	Histoire, Bonheur
retombées	1	Progrès, Bonheur
sécurité	1	Histoire, Progrès, Bonheur
voisins	1	Histoire
économique	1	Progrès, Bonheur
éliminer	1	Histoire, Progrès

**Tableau A.32** Le ministre Oliver réitère l'importance des liens entre le Canada et les États-Unis, le 24 avril 2013 (RNCAN, 2013n).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
sécurité	4	Histoire, Progrès, Bonheur
responsable	2	Histoire, Progrès, Bonheur
séquestration	2	Science, Progrès
consommation	1	Progrès, Bonheur
créerait	1	Histoire, Progrès
efficacité	1	Histoire, Progrès, Bonheur
infrastructure	1	Histoire, Progrès
investissant	1	Progrès, Bonheur
leader	1	Progrès, Bonheur
amélioration	1	Progrès, Bonheur
emploi	1	Bonheur
moderne	1	Histoire, Progrès, Bonheur
production	1	Progrès, Bonheur
projet	1	Progrès, Bonheur
rehausserait	1	Histoire, Progrès, Bonheur



**Tableau A.33** Le ministre Oliver à l'Université de Calgary, le 18 avril 2013 (RNCAN, 2013p).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
industries	11	Progrès
extractives	9	Progrès
économique	8	Progrès, Bonheur
sécurité	7	Histoire, Progrès, Bonheur
croissance	6	Progrès, Bonheur
retombées	6	Histoire, Progrès
réglementation	6	Histoire, Progrès
fiable	3	Histoire, Progrès, Bonheur
histoire	3	Histoire
projet	3	Progrès, Bonheur
évaluations	3	Science, Progrès
avenir	2	Histoire
emploi	2	Bonheur
futures	2	Histoire
mondiaux	2	Progrès

**Tableau A.34** Le ministre Oliver au sujet de la publication de l'énoncé supplémentaire des incidences environnementales du projet Keystone XL, le 1 mars 2013 (RNCAN, 2013r).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
projet	7	Progrès, Bonheur
prospérité	2	Progrès, Bonheur
réduction	2	Progrès, Bonheur
sécurité	2	Histoire, Progrès, Bonheur
accroîtra	1	Histoire, Progrès, Bonheur
créera	1	Histoire, Progrès
remplacera	1	Progrès
stable	1	Histoire, Progrès, Bonheur
travailler	1	Bonheur
voisins	1	Histoire

**Tableau A.35** Le ministre Oliver prononce un discours à la conférence de la firme de consultants IHS Cambridge Energy Research Associates, le 6 mars 2013 (RNCAN, 2013s).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
sécurité	6	Histoire, Progrès, Bonheur
projet	4	Progrès, Bonheur
responsable	4	Histoire, Progrès, Bonheur
projections	3	Histoire, Progrès
concurrence	2	Histoire, Progrès
croissance	2	Progrès, Bonheur
créerait	2	Histoire, Progrès
performance	2	Science, Progrès
production	2	Progrès, Bonheur
protéger	2	Progrès, Bonheur
réglementation	2	Histoire, Progrès
accroître	1	Histoire, Progrès, Bonheur
alimenter	1	Progrès, Bonheur
améliore	1	Histoire, Progrès, Bonheur
atteindre	1	Progrès, Bonheur

**Tableau A.36** Le ministre Oliver adresse ses félicitations au nouveau secrétaire à l'Énergie américain, le 24 mai 2013 (RNCAN, 2013i).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
fiable	1	Histoire, Progrès, Bonheur
emploi	1	Bonheur
projet	1	Progrès, Bonheur
responsable	1	Histoire, Progrès, Bonheur
réduction	1	Progrès, Bonheur
sécurité	1	Histoire, Progrès, Bonheur

**Tableau A.37** Le ministre Oliver au sujet du projet d'oléoduc Keystone XL, le 22 janvier 2013 (RNCAN, 2013e).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
projet	9	Progrès, Bonheur
responsable	6	Histoire, Progrès, Bonheur
sécurité	4	Histoire, Progrès, Bonheur
croissance	2	Progrès, Bonheur
économique	2	Progrès, Bonheur
écoresponsable	2	Science, Progrès, Bonheur
améliorent	1	Progrès, Bonheur
créera	1	Histoire, Progrès
durable	1	Progrès, Bonheur
dynamisme	1	Progrès, Bonheur
approvisionnement	1	Science, Progrès, Bonheur
expansion	1	Progrès
efficaces	1	Progrès, Bonheur
efficient	1	Progrès, Bonheur
fiable	1	Histoire, Progrès, Bonheur



**Tableau A.38** Le ministre Oliver à propos du Budget 2013 : contribuer à la création d'emplois, à la croissance économique et à la prospérité : Discours donné au Board of Trade de Toronto, le 22 mars 2013 (RNCAN, 2013b).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
économique	22	Progrès, Bonheur
croissance	15	Progrès, Bonheur
industries	5	Sciences, Progrès
prospérité	5	Bonheur
responsable	3	Histoire, Progrès, Bonheur
travail	3	Bonheur
atteindre	2	Progrès, Bonheur
compétences	2	Progrès, Bonheur
concurrence	2	Progrès, Bonheur
durable	2	Progrès, Bonheur
emploi	2	Bonheur
employeurs	2	Progrès, Bonheur
fabrication	2	Progrès
finances	2	Progrès, Bonheur
gestion	2	Progrès, Bonheur

**Tableau A.39** Le ministre Oliver - Le Canada est un partenaire de renommée mondiale en matière d'énergie, d'emploi et d'environnement, le 5 mars 2013 (RNCAN, 2013h).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
emploi	4	Bonheur
règlements	3	Progrès, Bonheur
sécurité	3	Histoire, Progrès, Bonheur
croissance	2	Progrès, Bonheur
prospérité	2	Progrès, Bonheur
économique	2	Progrès, Bonheur
accroissant	1	Progrès, Bonheur
améliorerait	1	Progrès, Bonheur
concurrentiels	1	Progrès
consomment	1	Progrès, Bonheur
construits	1	Progrès
créera	1	Histoire, Progrès
durable	1	Progrès, Bonheur
exploiter	1	Science, Progrès
exporte	1	Progrès, Bonheur

**Tableau A.40** Allocution d'ouverture du ministre Oliver à la Conférence des ministres de l'énergie et des mines, le 26 août 2013 (RNCAN, 2013d).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
possibilités	8	Progrès, Bonheur
prospérité	6	Progrès, Bonheur
projet	5	Progrès, Bonheur
croissance	4	Progrès, Bonheur
responsable	4	Histoire, Progrès, Bonheur
sécurité	4	Histoire, Progrès, Bonheur
histoire	3	Histoire
améliorer	3	Progrès, Bonheur
initiatives	3	Progrès, Bonheur
production	3	Progrès, Bonheur
consommer	2	Bonheur
entreprise	2	Progrès
financent	2	Progrès
patrimoine	2	Histoire
perspectives	2	Progrès, Bonheur

**Tableau A.41** Pour le ministre Oliver, la relation avec le Canada en matière d'énergie est un investissement dans l'emploi et l'environnement, le 6 mars 2013 (RNCAN, 2013q).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
emploi	4	Bonheur
acheter	2	Bonheur
investissement	1	Progrès, Bonheur
resserrer	1	Histoire, Progrès
réduction	1	Histoire, Progrès
réglementer	1	Progrès, Bonheur
stimuler	1	Histoire, Progrès

**Tableau A.42** Le ministre Oliver rencontre le Secrétaire à l'Énergie des États-Unis Ernest Moniz lors de sa cinquième visite à Washington, le 9 septembre 2013 (RNCAN, 2013k).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
sécurité	4	Histoire, Progrès, Bonheur
officielle	3	Histoire
succès	3	Histoire, Bonheur
projet	2	Progrès, Bonheur
responsable	2	Histoire, Progrès, Bonheur
efficace	1	Progrès, Bonheur
financer	1	Progrès, Bonheur
fructueuse	1	Progrès, Bonheur
future	1	Histoire
imputables	1	Histoire, Bonheur
infrastructure	1	Histoire, Progrès
emploi	1	Bonheur
moderne	1	Histoire, Progrès, Bonheur
possibilités	1	Histoire, Progrès, Bonheur
programmes	1	Progrès



**Tableau A.43** Le ministre Oliver donne un discours au Chicago Council on Global Affairs, le 5 mars 2013 (RNCAN, 2013g).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
sécurité	8	Histoire, Progrès, Bonheur
réglementation	6	Histoire, Progrès
projet	5	Progrès, Bonheur
progrès	4	Progrès, Bonheur
avenir	3	Histoire
croissance	3	Progrès, Bonheur
créera	3	Histoire, Progrès
production	3	Progrès, Bonheur
technologiques	3	Science, Progrès
économique	3	Progrès, Bonheur
croître	2	Histoire, Progrès, Bonheur
amélioration	2	Histoire, Progrès, Bonheur
importer	2	Progrès
investissement	2	Bonheur
possible	2	Progrès, Bonheur

**Tableau A.44** Le ministre Oliver consolide la position du Canada comme fournisseur d'énergie responsable pour le monde, le 22 avril 2013 (RNCAN, 2013l).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
responsable	5	Histoire, Progrès, Bonheur
projet	2	Progrès, Bonheur
sécurité	2	Histoire, Progrès, Bonheur
écoresponsable	2	Science, Progrès, Bonheur
améliorent	1	Progrès, Bonheur
croissance	1	Progrès, Bonheur
créera	1	Histoire, Progrès
durable	1	Progrès, Bonheur
approvisionnement	1	Science, Progrès
efficient	1	Progrès, Bonheur
fiable	1	Histoire, Progrès, Bonheur
future	1	Histoire
emploi	1	Bonheur
production	1	Progrès, Bonheur
prospérité	1	Progrès, Bonheur

**Tableau A.45** Résumé de la rencontre entre le ministre Oliver et le maire Rahm Emanuel, le 5 mars 2013 (RNCAN, 2013t).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
croissance	2	Progrès, Bonheur
prospérité	2	Progrès, Bonheur
sécurité	2	Histoire, Progrès, Bonheur
économique	2	Progrès, Bonheur
accentuer	1	Histoire
bénéficie	1	Bonheur
créera	1	Histoire, Progrès
fabrication	1	Science, Progrès
fiable	1	Histoire, Progrès, Bonheur
emploi	1	Bonheur
projections	1	Histoire, Progrès
projet	1	Progrès, Bonheur
remplacement	1	Histoire, Progrès
réaliser	1	Progrès, Bonheur
réduction	1	Progrès, Bonheur

**Tableau A.46** Le ministre Oliver à Washington pour favoriser la coopération en matière d'énergie et d'environnement, le 6 novembre 2013 (RNCAN, 2013o).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
sécurité	4	Histoire, Progrès, Bonheur
responsable	2	Histoire, Progrès, Bonheur
séquestration	2	Science, Progrès
consommation	1	Progrès, Bonheur
créerait	1	Histoire, Progrès
efficacité	1	Histoire, Progrès, Bonheur
infrastructure	1	Histoire, Progrès
investissant	1	Progrès, Bonheur
leader	1	Progrès, Bonheur
amélioration	1	Progrès, Bonheur
efficacité	1	Histoire, Progrès, Bonheur
emploi	1	Bonheur
moderne	1	Histoire, Progrès
production	1	Progrès, Bonheur
projet	1	Progrès, Bonheur

## APPENDICE B

### LES COMMUNICATIONS GOUVERNEMENTALES DU PREMIER MINISTRE STEPHEN HARPER - LES TERMES LES PLUS UTILISÉS ET LEUR FILIATION AUX MYTHES MODERNES ELLULIENS

Les 6 tableaux suivants sont le résultat d'une recherche textuelle des textes portant, de près ou de loin, au projet de construction de l'oléoduc Keystone XL. Ils démontrent la fréquence des mots utilisés ainsi que leur filiation aux mythes modernes.

**Tableau B.1** Le premier ministre Harper participe à un forum au Woodrow Wilson International Center for Scholars, le 2 avril 2012 (PremierMinistre, 2012c).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
sécurité	21	Histoire, Progrès, Bonheur
énergétique	17	Science, Progrès, Bonheur
propre	13	Bonheur
croissance	11	Progrès, Bonheur
réglementation	11	Histoire, Progrès
économique	9	Progrès, Bonheur
production	8	Progrès, Bonheur
projet	6	Progrès, Bonheur
croître	4	Progrès, Bonheur
programmes	4	Progrès, Bonheur
travail	4	Bonheur
développés	3	Progrès, Bonheur
exporter	3	Progrès, Bonheur
efficace	3	Progrès, Bonheur
famille	3	Histoire



**Tableau B.2** Le premier ministre Harper prononce une allocution lors du Sommet des PDG, en marge du Sommet des Amériques, le 14 avril 2012 (PremierMinistre, 2012d).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
croissance	5	Progrès, Bonheur
réglementation	4	Histoire, Progrès
économique	4	Progrès, Bonheur
investissement	3	Science, Progrès, Bonheur
bénéfices	2	Progrès, Bonheur
efficacité	2	Histoire, Progrès, Bonheur
projet	2	Progrès, Bonheur
prospérité	2	Progrès, Bonheur
renouvelable	2	Science, Progrès, Bonheur
stabilité	2	Histoire, Progrès, Bonheur
augmenteront	1	Progrès, Bonheur
changer	1	Progrès
connaissances	1	Science, Histoire
coopérer	1	Bonheur, Progrès
durable	1	Progrès, Bonheur

**Tableau B.3** Le premier ministre Harper fait valoir les retombées économiques de l'exploitation responsable des ressources dans le Nord, le 21 août 2012 (PremierMinistre, 2012b).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
responsable	7	Histoire, Progrès, Bonheur
revenus	6	Histoire, Progrès, Bonheur
retombées	5	Histoire, Progrès, Bonheur
exploitation	3	Science, Progrès
économique	3	Progrès, Bonheur
efficace	2	Histoire, Progrès, Bonheur
initiatives	2	Progrès
créer	2	Histoire, Progrès
améliorations	1	Science, Progrès, Bonheur
croissance	1	Histoire, Progrès, Bonheur
générés	1	Histoire, Progrès, Bonheur
patrimoine	1	Histoire
promouvoir	1	Progrès
prospérité	1	Progrès, Bonheur
réglementation	1	Histoire, Progrès

**Tableau B.4** Le premier ministre Harper accorde une entrevue à Erik Schatzker de Bloomberg News, le 5 septembre 2012 (PremierMinistre, 2012a).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
croissance	18	Progrès, Bonheur
sécurité	10	Histoire, Progrès, Bonheur
entreprise	8	Progrès, Bonheur
économique	8	Progrès, Bonheur
propres	5	Bonheur
nature	4	Bonheur
réglementation	4	Histoire, Progrès, Bonheur
changement	3	Progrès
durable	3	Progrès, Bonheur
développés	3	Progrès, Bonheur
transactions	3	Progrès, Bonheur
compétitifs	2	Progrès
investissement	2	Progrès, Bonheur
production	2	Progrès, Bonheur
projet	2	Progrès, Bonheur

**Tableau B.5** Le premier ministre Harper participera au Council on Foreign Relations, le 9 mai 2013 (PremierMinistre, 2013c).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
sécurité	4	Histoire, Progrès, Bonheur
responsable	2	Histoire, Progrès, Bonheur
séquestration	2	Science, Progrès
consommation	1	Progrès, Bonheur
créerait	1	Histoire, Progrès
efficacité	1	Histoire, Progrès, Bonheur
infrastructure	1	Histoire, Progrès
investissant	1	Progrès, Bonheur
leader	1	Progrès, Bonheur
amélioration	1	Progrès, Bonheur
emploi	1	Bonheur
moderne	1	Histoire, Progrès
production	1	Progrès, Bonheur
projet	1	Progrès, Bonheur
rehausserait	1	Histoire, Progrès, Bonheur

**Tableau B.6** Le premier ministre Harper se concentre sur l'économie à une activité du Conseil des Affaires canadiennes-américaines, le 26 septembre 2013 (PremierMinistre, 2013d).

<b>Termes utilisés</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Mythes associés</b>
économique	4	Progrès, Bonheur
sécurité	3	Histoire, Progrès, Bonheur
investisseur	2	Bonheur
réglementation	2	Histoire, Progrès
accroître	1	Histoire, Progrès, Bonheur
accélérera	1	Histoire, Progrès
commercial	1	Bonheur
croissance	1	Progrès, Bonheur
créera	1	Histoire, Progrès
initiatives	1	Histoire, Progrès
accroissement	1	Histoire, Progrès
accélération	1	Progrès, Bonheur
modernisation	1	Histoire, Progrès, Bonheur
performance	1	Progrès, Bonheur
progrès	1	Progrès, Bonheur



## BIBLIOGRAPHIE

---

### Monographies

---

- Angenot, M. (1997). *La propagande socialiste : six essais d'analyse du discours*. Collection L'univers des discours. Montréal, Québec : Editions Balzac.
- Baillargeon, N. et Charb. (2006). *Petit cours d'autodéfense intellectuelle*. Lux.
- Bernays, E. L. (2007). *Propaganda*. Récupéré de [http://www.editions-zones.fr/spip.php?page=lyberplayer&id\\_article=21](http://www.editions-zones.fr/spip.php?page=lyberplayer&id_article=21)
- Bernays, E. M. C. (1928). *Propaganda*. Ig Publishing.
- Bernier, R. (1988). *Le marketing gouvernemental au Québec 1929-1985*. Montréal : G. Morin.
- Bernier, R. (2001). *Un siècle de propagande ? : information, communication, marketing gouvernemental*. Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec.
- Breton, P. (1997). *La parole manipulée*. Ed. La Découverte.
- Breton, P. (2003). Le plaider en dehors de la cause d'aristote : un critère technique pour séparer argumentation et manipulation. *Bonnaïfous S., Chiron P., Ducard D. & Levy C. (dir)*.
- Castles, F. G. et Leibfried, S. (2010). *The Oxford handbook of the welfare state*. Oxford Handbooks Online.
- Chomsky, N. (1999). *Profit over people : neoliberalism and global order*. Seven Stories Press.
- Combs, J. E. et Nimmo, D. D. (1993). *The new propaganda : The dictatorship of palaver in contemporary politics*. Longman New York.
- Cotteret, J. M. (1997). *Gouverner c'est paraître* (2e éd. corr. éd.). Politique d'aujourd'hui. Paris : Presses universitaires de France.
- Craig, E. (2005). *The shorter Routledge encyclopedia of philosophy*. London ; New York : Routledge.
- Dacheux, E. (2004). *L'impossible défi : la politique de communication de l'Union européenne*. CNRS.

- Delporte, C. (2011). *La France dans les yeux : Une histoire de la communication politique de 1930 à aujourd'hui*. Editions Flammarion.
- Domenach, J. M. (1973). *La Propagande politique* (7e éd. mise à jour. éd.). Que sais-je ? No 448. Paris, : Presses universitaires de France.
- Ellul, J. (1954). *La technique, ou, L'enjeu du siècle*. Sciences politiques. A. Colin.
- Ellul, J. (1962). *Propagandes*. Classiques des sciences sociales. Paris, : A. Colin.
- for Propaganda Analysis, I. (1937). *Propaganda Analysis*, volume 1. Institute for Propaganda Analysis.
- Gerstlé, J. (1992). *La communication politique* (1re éd. éd.). Que sais-je ? Paris : Presses universitaires de France.
- Gerstlé, J. (2004). *La communication politique*. Compact. Civis. Paris : Armand Colin.
- Gingras, A.-M. (2003). *La communication politique : état des savoirs, enjeux et perspectives*. Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec.
- Gingras, A.-M. (2009). *Médias et démocratie : le grand malentendu* (3e éd., rev. et augm. éd.). Québec, Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Gusse, I. (2013). *L'Armée canadienne vous parle ! Communication et propagande gouvernementales*. Montréal : Presses de l'Université de Montréal.
- Habermas, Jürgen ; de Launay, M. B. (1978). *L'espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*. Payot.
- Herman, E. S. et Chomsky, N. (2002). *Manufacturing consent : the political economy of the mass media*. New York : Pantheon Books.
- Hovland, C. I. (1957). *The Order of presentation in persuasion*. Yale studies in attitude and communication,. New Haven, : Published for the Institute of Human Relations by Yale University Press.
- Lasswell, H. D. (1927). *Propaganda technique in the world war*. Alfred A. Knopf New York.
- Lasswell, H. D. et Leites, N. (1949). *Language of politics ; studies in quantitative semantics*. Library of policy sciences. New York, : G. W. Stewart.
- Lavenir, C. B. (2000). *La démocratie et les médias au 20e siècle*. Colin.
- Lawrence, M. (2010). *Harperland : the politics of control*. Toronto : Viking Canada.
- Machiavelli, N. (1921). *Le prince*. Paris : Jou & Bosviel.
- Marland, A., Giasson, T. et Lees-Marshment, J. (2012). *Political Marketing in Canada*. UBC Press.

- Marlin, R. (2013). *Propaganda and the Ethics of Persuasion* (second edition éd.). Broadview Press.
- McChesney, R. W. (1999). *Rich media, poor democracy : communication politics in dubious times*. The history of communication. Urbana : University of Illinois Press.
- Ollivier-Yaniv, C. (2000). *L'État communiquant*. Politique éclatée,. Paris : Presses universitaires de France.
- Pelletier, R., Tremblay, M., Laforest, G., Crête, J., Hudon, R., Massicotte, L. et Tremblay, G. (2013). *Le parlementarisme canadien*. Presses de l'Université Laval.
- Pires, A. (1997). *Échantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologique*. Récupéré de <http://dx.doi.org/doi:10.1522/030022877>
- Pool, L. L. (1970). *The prestige press a comparative study of political symbols. With the collab. of harold D. Lasswell [And others]*. M I T Studies in comparative politics. Cambridge, Mass. : MIT Press.
- Qualter, T. H. (1962). *Propaganda and psychological warfare*, volume 41. Random House.
- Rose, J. W. (2000). *Making pictures in our heads : government advertising in Canada*. Praeger series in political communication,. Westport, Conn. : Praeger.
- Salmon, C. (2007). *Storytelling, la machine à fabriquer*. La Découverte, Paris.
- Schmidt, J. (1996). *What is Enlightenment ? : eighteenth-century answers and twentieth-century questions*, volume 7. Univ of California Press.
- Simpson, J. (2001). *The friendly dictatorship*. Toronto : McClelland & Stewart.
- Sussman, G. (2011). *The propaganda society : promotional culture and politics in global context*. Frontiers in political communication,. New York : Peter Lang.
- Tchakhotine, S. (1952). *Le viol des foules par la propaganda politique*. Gallimard.

---

## Articles

---

- Arendt, H. (1998). The human condition, with an introduction by margaret canovan. *Trans. Margaret Canovan. Second ed. London : The U of Chicago P.*
- Berthelot-Guiet, K. et Ollivier-Yaniv, C. (2001). «tu t'es vu quand t'écoutes l'état?» réception des campagnes de communication gouvernementale. appropriation et détournement linguistiques des messages. *Réseaux*, (108), 155–178.
- Blanchfield, M ; Bronskill, J. (2010). Documents expose harper's obsession with control. *Toronto Star*. Récupéré de [http://www.thestar.com/news/canada/2010/06/06/documents\\_expose\\_harpers\\_obsession\\_with\\_control.html](http://www.thestar.com/news/canada/2010/06/06/documents_expose_harpers_obsession_with_control.html)

- Bourdieu, P. (1998). L'essence du néolibéralisme. *Le monde diplomatique*, 3(1998), 3. Récupéré de <http://www.monde-diplomatique.fr/1998/03/BOURDIEU/10167.html>
- Boutillier, A. (2013). Federal government prepares \$24 million oilsands advertising blitz. *The Ottawa Citizen*. Récupéré de <http://www.ottawacitizen.com/business/story.html?id=9022147>
- Breton, P. (2003). Le plaider en dehors de la cause d'aristote : un critère technique pour séparer argumentation et manipulation. *Bonnafous S., Chiron P., Ducard D. & Levy C.(dir)*.
- Cadot, O. (2001). Contribution to productivity or pork barrel? the two faces of infrastructure investment. Récupéré de <http://www.econstor.eu/bitstream/10419/50931/1/349052875.pdf>
- Ellul, J. (1952). Propagande et démocratie. *Revue française de science politique*, 2(3), 474–504 pp.
- Ellul, J. (1958). Mythes modernes. *Revue Diogène*, (23), 29–49.
- Flyvbjerg, B. (2007). Policy and planning for large-infrastructure projects : problems, causes, cures. *ENVIRONMENT AND PLANNING B PLANNING AND DESIGN*, 34(4), 578.
- Gambrill, E. (2012). The value of ellul's analysis in understanding propaganda in the helping professions. *Bulletin of Science, Technology & Society*, 32(3), 187–202.
- Gudynas, E. (2010). The new extractivism of the 21st century : Ten urgent theses about extractivism in relation to current south american progressivism. *Americas Program*.
- Hovland, C. I., Janis, I. L. et Kelley, H. H. (1953). Communication and persuasion ; psychological studies of opinion change.
- Karim, K. H. (2001). Cyber-utopia and the myth of paradise : Using jacques ellul's work on propaganda to analyse information society rhetoric. *Information, Communication & Society*, 4(1), 113–134.
- Kozolanka, K. (2006). The sponsorship scandal as communication : The rise of politicized and strategic communications in the federal government. *Canadian Journal of Communication*, 31(2).
- Mattelart, A. (2002). An archaeology of the global era : constructing a belief. *Media, Culture & Society*, 24(5), 591–612.
- McChesney, R. W. (2001). Global media, neoliberalism, and imperialism. *MONTHLY REVIEW-NEW YORK-*, 52(10), 1–19.
- Ollivier-Yaniv, C. (2009). La communication gouvernementale en matière de sécurité : gouvernement de soi et gouvernement du social. *Communication de l'État et gouvernement du social. Pour une société parfaite*, 87–102.

- Ollivier-Yaniv, C. (2011). Discours politiques, propagande, communication, manipulation. *Mots. Les langages du politique*, (3), 31-37.
- Rose, J. (2001). The advertising of politics and the politics of advertising. *Communications in Canadian Society*, 151-164.
- Schmidt, E. et Cohen, J. (2010). Digital disruption-connectivity and the diffusion of power, the. *Foreign Aff.*, 89, 75.
- Slaughter, A.-M. (2009). America's edge : Power in the networked century. *Foreign Affairs*, 94-113.
- Wolton, D. (1989). La communication politique : construction d'un modèle.

---

## Webographie

---

- Broder, John; Frosch, D. (2012). *Rejecting Pipeline Proposal, Obama Blames Congress*. Récupéré de [http://www.nytimes.com/2012/01/19/us/state-dept-to-put-oil-pipeline-on-hold.html?\\_r=0](http://www.nytimes.com/2012/01/19/us/state-dept-to-put-oil-pipeline-on-hold.html?_r=0)
- Buzetti, H. (2010). *L'information sous Stephen Harper - De la transparence à la propagande*, volume 2013. Récupéré de <http://www.ledevoir.com/politique/canada/290623/l-information-sous-stephen-harper-de-la-transparence-a-la-propagande>
- Buzetti, H. (2012). *Oléoduc dans l'Ouest - Oliver condamne les écologistes opposés au projet Northern Gateway*. Récupéré de <http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/339938/oleoduc-dans-l-ouest-oliver-condamne-les-ecologistes-opposes-au-projet-northern-gateway>
- CBC. (2008). *Liberals, NDP, Bloc sign deal on proposed coalition*. Récupéré de <http://www.cbc.ca/news/canada/liberals-ndp-bloc-sign-deal-on-proposed-coalition-1.700119>
- Chase, S. (2011). *Peter Kent's green agenda : Clean up oil sands' dirty reputation*. Récupéré de <http://www.theglobeandmail.com/news/politics/peter-kents-green-agenda-clean-up-oil-sands-dirty-reputation/article560974/>
- Cheadle, B. (2011). *Tories rebrand 'Government of Canada' as 'Harper Government'*. Récupéré de [http://www.thestar.com/news/canada/2011/03/03/tories\\_rebrand\\_government\\_of\\_canada\\_as\\_harper\\_government.html](http://www.thestar.com/news/canada/2011/03/03/tories_rebrand_government_of_canada_as_harper_government.html)
- Comité permanent des ressources naturelles. (2014). *Les avantages dans l'ensemble du Canada de l'industrie pétrolière et gazière*. Récupéré de <http://www.parl.gc.ca/HousePublications/Publication.aspx?DocId=6644319&Mode=1&Parl=41&Ses=2&File=9&Language=F>



- Cote, C. (2013). *Le ministre Oliver : des sables bitumineux sans limite, une menace climatique «exagérée»*. Récupéré de <http://www.lapresse.ca/environnement/dossiers/les-sables-bitumineux/201304/12/01-4640180-le-ministre-oliver-des-sables-bitumineux-sans-limite-une-menace-climatique-exageree.php>
- Croteau, M. (2011). *Le Canada se retire du protocole de Kyoto*. Récupéré de <http://www.lapresse.ca/environnement/201112/12/01-4477179-le-canada-se-retire-du-protocole-de-kyoto.php>
- Croteau, M. (2013). *Plan d'action économique : coûteux battage publicitaire, résultats limités*. Récupéré de <http://www.lapresse.ca/actualites/politique/politique-canadienne/201309/29/01-4694555-plan-daction-economique-couteux-battage-publicitaire-resultats-limites.php>
- Delalieu, N. (2014). *Comprendre la désinformation*. Récupéré de <http://conseils-infodoc.fr/comprendre-la-desinformation/>
- Devoir, L. (2007). *Harper a déjà qualifié Kyoto de «complot socialiste»*, volume 2013. Le Devoir. Récupéré de <http://www.ledevoir.com/politique/canada/129295/harper-a-deja-qualifie-kyoto-de-complot-socialiste>
- EnvironnementCanada (2013). Développement durable. Récupéré de <http://ec.gc.ca/dd-sd/default.asp?lang=Fr&n=C2844D2D-1>
- Équiterre. (2013). *La participation du public est compromise dans l'audience sur le pipeline d'Enbridge au Québec*. Récupéré de <http://www.equiterre.org/communiquel/la-participation-du-public-est-compromise-dans-lT1textquoterightaudience-sur-le-pipeline-dT1textquoterightenbridge-au-q>
- EthicalOil. (2013). *Ethical Oil*. Récupéré de <http://www.ethicaloil.org/>
- Figaro, L. (2009). *Pour ou contre la communication gouvernementale?* Récupéré de <http://www.lefigaro.fr/lefigaromagazine/2009/02/28/01006-20090228ARTFIG00182--pour-ou-contre-la-communication-gouvernementale.php>
- Fitzsimmons, J. (2013). *5 myths about keystone xl, debunked*. Récupéré de <http://mediamatters.org/research/2013/02/14/5-myths-about-keystone-xl-debunked/192668#energysecurity>
- FMI (2014). *Le fmi en un clin d'œil*. Récupéré de <http://www.imf.org/external/np/exr/facts/fre/glancef.htm>
- FPJQ (2013). *Le projet de loi c-60 menace l'indépendance de radio-canada*. Récupéré de <http://www.fpjq.org/le-projet-de-loi-c-60-menace-lindependance-de-radio-canada-2/>

- Gailus, J. (2013). A short history of greenwashing the tar sands, part 1. Récupéré de <http://desmog.ca/2013/03/19/short-history-greenwashing-tar-sands>
- GDC (2014). 24sept. Récupéré de <http://www.pm.gc.ca/fra/24sept>
- Giles, C. (2011). *World economic outlook darkens*. Récupéré de OECDCallsonCanadatoImposeCarbonTaxtoFightClimateChangeReadmore:<http://www.nasdaq.com/article/oecd-calls-on-canada-to-impose-carbon-tax-to-fight-climate-change-20140611-00814#ixzz34Wwjv2s>
- Global Labour Institute, C. U. (2010). *Pipe dreams? Jobs Gained, Jobs Lost by the Construction of Keystone XL*. Récupéré de [http://www.ilr.cornell.edu/globalaborinstitute/research/upload/GLI\\_KeystoneXL\\_Reportpdf.pdf](http://www.ilr.cornell.edu/globalaborinstitute/research/upload/GLI_KeystoneXL_Reportpdf.pdf)
- GoWithCanada. (2013). *Go with Canada*, volume 2013. Government of Canada. Récupéré de <http://gowithcanada.ca/fr/accueil.php>
- Harper, S. (2005). *Cleaning up the mess in ottawa : Transparency is key to preventing scandal*. Récupéré de <http://search.proquest.com/docview/434215848?accountid=14719>
- Hébert, G. (2014). L'heure est au décrochage. Récupéré de [http://www.iris-recherche.qc.ca/blogue/lheure-est-au-decrochage?utm\\_source=Liste+de+diffusion+hebdomadaire&utm\\_campaign=30c4bc3219-RSS\\_EMAIL\\_CAMPAIGN&utm\\_medium=email&utm\\_term=0\\_831b3c6b78-30c4bc3219-89688437](http://www.iris-recherche.qc.ca/blogue/lheure-est-au-decrochage?utm_source=Liste+de+diffusion+hebdomadaire&utm_campaign=30c4bc3219-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_831b3c6b78-30c4bc3219-89688437)
- HuffingtonPostCanada. (2013). *Bill C-60 : Tories Quietly Taking Control Of CBC, Group Alleges*. Récupéré de [http://www.huffingtonpost.ca/2013/04/30/bill-c60-cbc-harper\\_n\\_3187821.html](http://www.huffingtonpost.ca/2013/04/30/bill-c60-cbc-harper_n_3187821.html)
- Krosnick, J. A. M. B. (2013). *Does the American Public Support Legislation to Reduce Greenhouse Gas Emissions?* Récupéré de <http://climatepublicopinion.stanford.edu/wp-content/uploads/2013/05/GW-Deadalus-Published.pdf>
- Lang, E. (2013). Stephen harper's historic tax-cutting legacy. Récupéré de [http://www.thestar.com/opinion/commentary/2013/12/27/stephen\\_harpers\\_historic\\_taxcutting\\_legacy.html](http://www.thestar.com/opinion/commentary/2013/12/27/stephen_harpers_historic_taxcutting_legacy.html)
- Larousse. (2014a). *Dictionnaire Larousse en ligne*. [n. d.]. Récupéré de <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/manipulation/49185>
- Larousse. (2014b). *Dictionnaire Larousse en ligne*. [n. d.]. Récupéré de [http://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/d%C3%A9veloppement\\_durable/185976](http://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/d%C3%A9veloppement_durable/185976)
- McCarthy, Shawn; Koring, P. (2013). *Inside Canada's Keystone campaign*. Récupéré de <http://www.theglobeandmail.com/news/national/inside-canadas-keystone-campaign/article11904712/>

- McCarthy, S. (2011). *Keystone pipeline approval 'complete no-brainer,' Harper says*. Récupéré de <http://www.theglobeandmail.com/news/politics/keystone-pipeline-approval-complete-no-brainer-harper-says/article4203332/>
- McCarthy, S. (2012). 'ethical oil' ad sparks war of words between ottawa, saudis. Récupéré de <http://www.theglobeandmail.com/news/politics/ethical-oil-ad-sparks-war-of-words-between-ottawa-saudis/article4256682/>
- McCarthy, S. (2014). *Ukraine crisis highlights Canada's role as stable energy source : Oliver*. Récupéré de <http://www.theglobeandmail.com/report-on-business/industry-news/energy-and-resources/ukraine-crisis-highlights-canadas-role-as-stable-energy-source-oliver/article17270616/>
- Morin, S. (2011). L'extractivisme en Amérique latine et au Québec. Chaire Nycole Turmel sur les espaces publics et les innovations politiques, UQAM.
- NationalPost. (2008). *China has open door for B. C. interior's beetle-killed pine*. Récupéré de [w.canada.com/story\\_print.html?id=095747df-a088-444b-934a-7070c6ef7d5c&sponsor=](http://www.canada.com/story_print.html?id=095747df-a088-444b-934a-7070c6ef7d5c&sponsor=)
- NEB-ONE. (2013). *Guide sur le processus d'audience de l'Office national de l'énergie*. Récupéré de <http://www.neb-one.gc.ca/clf-nsi/rthnb/pblcpptcptn/pblchrng/pblchrngpmphlt-fra.html#s3>
- OCDE. (2014). *À propos de l'OCDE*. Récupéré de <http://www.oecd.org/fr/apropos/>
- ParlementCanada. (2012a). *PROJET DE LOI C-38*. Récupéré de <http://www.parl.gc.ca/HousePublications/Publication.aspx?DocId=5524772&Language=F&File=19>
- ParlementCanada. (2012b). *PROJET DE LOI C-45*. Récupéré de <http://www.parl.gc.ca/HousePublications/Publication.aspx?DocId=5765988&Language=F&File=19>
- ParlementCanada. (2013). *PROJET DE LOI C-60*. Récupéré de <http://www.parl.gc.ca/HousePublications/Publication.aspx?DocId=6113748&Language=F&File=19>
- ParlementCanada. (2014). *Définition de la démocratie*. Récupéré de [http://www.parl.gc.ca/About/Parliament/Education/OurCountryOurParliament/html\\_booklet/democracy-defined-f.html](http://www.parl.gc.ca/About/Parliament/Education/OurCountryOurParliament/html_booklet/democracy-defined-f.html)
- PCO-BCP. (2014). *La mission du Bureau du Conseil privé*. Récupéré de <http://www.pco-bcp.gc.ca/index.asp?lang=fra&page=about-apropos&doc=mission-fra.htm>
- PlanAction. (2009). *Le plan d'action économique du Canada*. Récupéré de <http://plandaction.gc.ca/fr>

- PlanAction. (2013). *Développement responsable des ressources*, volume 2013. Récupéré de <http://actionplan.gc.ca/fr/content/r2d-dr2>
- PremierMinistre. (2012b). *Le PM fait valoir les retombées économiques de l'exploitation responsable des ressources dans le Nord*. [Communiqué de presse]. Récupéré de <http://pm.gc.ca/fra/nouvelles/2012/08/21/pm-fait-valoir-les-retombees-economiques-de-lexploitation-responsable-des>
- PremierMinistre. (2012d). *Le Pm Prononce Une Allocution Lors Du Sommet Des Pdg, En Marge Du Sommet Des Amériques*. [Discours]. Récupéré de <http://pm.gc.ca/fra/nouvelles/2012/04/14/pm-prononce-allocution-lors-du-sommet-des-pdg-marge-du-sommet-des-ameriques>
- PremierMinistre. (2013a). *Communiqués de presse, Premier ministre Stephen Harper*. Récupéré de <http://pm.gc.ca/fra/media.asp?category=1&pageId=26&featureId=6>
- PremierMinistre. (2013b). *Discours, Premier ministre Stephen Harper*. Récupéré de <http://pm.gc.ca/fra/media.asp?category=2&pageId=46&featureId=6>
- PresseCanadienne, L. (2011). *Environnement : Stephen Harper à la défense des sables bitumineux*. Récupéré de <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/Politique/2011/12/16/005-stephen-harper-defense-sables-bitumineux.shtml>
- Radio-Canada. (2006). *Harper laisserait tomber Kyoto*, volume 2013. Récupéré de <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/electionsFed2006/2006/01/12/033-harper-kyoto.shtml>
- Radio-Canada (2012a). C-38 : un mammoth au parlement. Récupéré de <http://ici.radio-canada.ca/sujet/c-38>
- Radio-Canada. (2012b). *Projet de loi omnibus : les efforts de l'opposition restent vains*. Récupéré de <http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/politique/2012/12/04/006-loi-omnibus-ottawa.shtml>
- Redford, A. (2013). *Keystone is responsible oil sands development*. Récupéré de <http://www.usatoday.com/story/opinion/2013/02/25/keystone-pipeline-alberta-column/1943029/>
- RNCAN. (2013c). *Communiqués de presse du Ministre des affaires naturelles Joe Oliver*. Récupéré de <http://www.nrcan.gc.ca/media-room/news-releases/2128>
- RNCAN. (2013f). *Discours du Ministre des ressources naturelles Joe Oliver*. Récupéré de <http://www.nrcan.gc.ca/media-room/speeches/1654>
- SCFP. (2013). *C-60 : un projet de loi qui menace les libertés fondamentales - Une lettre ouverte au premier ministre Stephen Harper*. Récupéré de <http://www.scfp.qc.ca/nouvelles/2606/Une-lettre-ouverte-au-premier-ministre-Stephen-Harper?langue=fr>

- Scruggs, Lyle; Benegal, S. (2012). *Declining public concern about climate change : Can we blame the great recession ?*, volume 2013. Récupéré de <http://sp.uconn.edu/~scruggs/gec11.pdf>
- ServiceCanada. (2013). *Service Canada - Au service des gens*. Récupéré de <http://www.servicecanada.gc.ca/fra/accueil.shtml>
- Simpson, J. (2014). A government obsessed with image – 24 seven. Récupéré de <http://www.theglobeandmail.com/globe-debate/a-government-obsessed-with-image-24-seven/article19512158/>
- Song, L. (2012). *TransCanada : No More Than 6,000 Pipeline Workers on the Job 'on Any Given Day'*. Récupéré de <http://insideclimatenews.org/news/20120117/keystone-xl-jobs-unions-transcanada-construction-liuna-unemployment-state-department-cornell>
- Steinbach, N. (2013). *Stress post-traumatique : des vétérans ne veulent pas se soigner avec leur téléphone*. Récupéré de <http://www.radio-canada.ca/nouvelles/societe/2013/10/14/002-application-anciens-combattants-stress-post-traumatique.shtml>
- TBS-SCT. (2006). *Politique de communication du gouvernement du Canada*. Récupéré de <http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=12316&section=text>
- TBS-SCT. (2013a). *Cadre pangouvernemental*. Récupéré de <http://www.tbs-sct.gc.ca/ppg-cpr/frame-cadre-fra.aspx>
- TBS-SCT. (2013b). *Données.gc.ca*. Récupéré de <http://donnees.gc.ca/fra#>
- TorontoStar. (2011). *Canada is best place for business, Forbes finds*. Récupéré de [http://www.thestar.com/business/2011/10/05/canada\\_is\\_best\\_place\\_for\\_business\\_forbes\\_finds.html](http://www.thestar.com/business/2011/10/05/canada_is_best_place_for_business_forbes_finds.html)
- TPSGC. (2008). *Mettre les Canadiens en contact avec leur gouvernement - Rapport annuel sur les activités de publicité du gouvernement du Canada 2008-2009*. Récupéré de <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub-adv/rapports-reports/2008-2009/tdm-toc-fra.html>
- TransCanada. (2013). *Keystone XL Pipeline*. Récupéré de <http://keystone-xl.com/about/jobs-and-economic-benefits/>
- TransCanada. (2014). *Keystone XL Pipeline Project*. Récupéré de <http://keystone-xl.com>
- Tremblay-Pépin, Simon; Hébert, G. (2013). *Qu'est-ce que l'extractivisme ?* Récupéré de <http://www.iris-recherche.qc.ca/blogue/quest-ce-que-leextractivisme>
- USDeptState. (2013). *Briefing on U.S. State Department's Release of the Draft Supplemental Environmental Impact State for Keystone XL*. Récupéré de <http://www.state.gov/r/pa/prs/ps/2013/03/205562.htm>



Yelle, V. (2014). *L'acceptabilité sociale : définition du concept et aspects reliés au processus de jugement individuel (Partie A)*. Récupéré de <http://laforetacoeur.ca/blog/acceptabilite-sociale-definition-concept-aspects-relies-processus-jugement-individuel-partie-a/>

---

## Discours et communiqués de presse

---

PremierMinistre. (2012a). *Le pm accorde une entrevue à Erik Schatzker de Bloomberg news*. [Entrevue]. Récupéré de <http://pm.gc.ca/fra/nouvelles/2012/09/05/pm-accorde-entrevue-erik-schatzker-de-bloomberg-news>

PremierMinistre. (2012c). *Le pm participe à un forum au Woodrow Wilson International Center for scholars*. [Forum]. Récupéré de <http://pm.gc.ca/fra/nouvelles/2012/04/02/pm-participe-forum-au-woodrow-wilson-international-center-scholars>

PremierMinistre. (2013c). *Le pm participera au Council on Foreign Relations (CFR)*. [Communiqué de presse]. Récupéré de <http://pm.gc.ca/fra/nouvelles/2013/05/09/pm-participera-au-council-foreign-relations-cfr>

PremierMinistre. (2013d). *Le pm se concentre sur l'économie à une activité du Conseil des affaires canadiennes-américaines*. [Communiqué de presse]. Récupéré de <http://pm.gc.ca/fra/nouvelles/2013/09/26/pm-se-concentre-leconomie-activite-du-conseil-des-affaires-canadiennes>

RNCAN. (2011a). *Canada et États-Unis : Esquisse d'une énergie sûre pour demain*. [Discours]. Récupéré de <http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/discours/87/3080>

RNCAN. (2011b). *Canada et États-Unis : Esquisse d'une énergie sûre pour demain - United States Energy Association*. [Discours]. Récupéré de <http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/discours/2011/3404>

RNCAN. (2011c). *Création d'emplois et maintien de la prospérité : le Canada, superpuissance en matière de ressources naturelles*. [Discours]. Récupéré de <http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/discours/88/3128>

RNCAN. (2011d). *Déclaration de l'honorable Joe Oliver, C.P., député, ministre des Ressources naturelles, en appui du pipeline Keystone XL*. [Communiqué de presse]. Récupéré de <http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/communiques/2011/3047>

RNCAN. (2011e). *Déclaration de l'honorable Joe Oliver, C.P., député, Ministre des Ressources naturelles, sur le pipeline Keystone XL*. [Communiqué de presse]. Récupéré de <http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/communiques/2011/90/3032>

RNCAN. (2011f). *Déclaration du ministre des Ressources naturelles, l'honorable Joe Oliver, au sujet du pipeline Keystone XL*. [Communiqué de presse]. Récupéré de <http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/communiques/2011/2342>

- RNCAN. (2011g). *Énergie et prospérité au Canada*. [Discours]. Récupéré de <http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/discours/75/2120>
- RNCAN. (2011h). *L'Association de l'énergie de l'Ontario (OEA) - Série des petits déjeuners-conférences (le 18 novembre)*. [Discours]. Discours. Récupéré de <http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/discours/2011/3378>
- RNCAN. (2011i). *L'Association de l'énergie de l'Ontario (OEA) - Série des petits déjeuners-conférences (le 24 novembre)*. [Discours]. Récupéré de <http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/discours/128/3334>
- RNCAN. (2011j). *Le Canada, source fiable et responsable d'énergie contribuant à la sécurité énergétique et à la stabilité économique mondiales*. Discours. Récupéré de <http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/discours/2011/3408>
- RNCAN. (2011k). *Le ministre Oliver assiste à la première conférence conjointe des ministres des Transports et de l'Énergie organisée par l'APEC*. [Communiqué de presse]. Récupéré de <http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/communiques/2011/2570>
- RNCAN. (2011l). *Le ministre Oliver fait valoir le Canada comme un partenaire énergétique fiable pour la Californie*. [Communiqué de presse]. Récupéré de <http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/communiques/2011/86/3014>
- RNCAN. (2011m). *Le ministre Oliver favorise l'investissement au Canada à Stanford University au cours de son voyage en Californie*. [Communiqué de presse]. Récupéré de <http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/communiques/2011/84/3022>
- RNCAN. (2011n). *Le ministre Oliver honore des réalisations exceptionnelles dans le secteur canadien de l'énergie*. [Communiqué de presse]. Récupéré de <http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/communiques/2011/97/3086>
- RNCAN. (2011o). *Le ministre Oliver renforce la relation stratégique liée à l'énergie entre le Canada et les États-Unis*. [Communiqué de presse]. Récupéré de <http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/communiques/2011/95/3078>
- RNCAN. (2011p). *Le ministre Oliver souligne l'avantage énergétique du Canada dans le cadre d'une conférence scientifique internationale*. [Communiqué de presse]. Récupéré de <http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/communiques/2011/3049>
- RNCAN. (2011q). *Le ministre Oliver vante les ressources énergétiques et les atouts économiques du Canada*. [Communiqué de presse]. Récupéré de <http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/communiques/2011/3034>
- RNCAN. (2011r). *L'émergence du Canada comme superpuissance énergétique*. [Discours]. Récupéré de <http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/discours/85/3043>
- RNCAN. (2011s). *Les ressources énergétiques du Canada : promesse d'une prospérité constante*. [Discours]. Récupéré de <http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/discours/86/3069>

- RNCAN. (2012a). *Colloque sur l'investissement organisé par l'Association canadienne des producteurs pétroliers*. [Discours]. Récupéré de <http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/discours/2012/6751>
- RNCAN. (2012b). *Déclaration de l'honorable Joe Oliver, C.P., député, ministre des Ressources naturelles, au sujet du projet d'oléoduc Keystone XL*. [Communiqué de presse]. Récupéré de <http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/communiques/2012/2014>
- RNCAN. (2012c). *Déclaration de l'honorable Joe Oliver, C.P., député, ministre des Ressources naturelles, au sujet du projet d'oléoduc Keystone XL*. [Communiqué de presse]. Récupéré de <http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/communiques/2012/51/6183>
- RNCAN. (2012d). *Développement responsable des ressources : Allocation de bienvenue au 5e Forum mondial sur la régulation de l'énergie*. [Discours]. Récupéré de <http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/discours/2012/62/6230>
- RNCAN. (2012e). *Énoncé de l'honorable Joe Oliver, C.P., député, ministre des Ressources naturelles, concernant l'oléoduc Keystone XL*. [Communiqué de presse]. Récupéré de <http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/communiques/2012/2010>
- RNCAN. (2012f). *Les ressources naturelles du Canada : voie de l'avenir - Toronto (Ontario)*. [Discours]. Récupéré de <http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/discours/2012/3344>
- RNCAN. (2012g). *Notes pour une allocution de l'honorable Joe Oliver Ministre des Ressources naturelles devant la Chambre de commerce de la Colombie-Britannique*. [Discours]. Récupéré de <http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/discours/2012/3346>
- RNCAN. (2012h). *Ouvrir de nouvelles voies vers l'avenir énergétique du Canada : Discours à la Chambre de commerce de Calgary*. [Discours]. Récupéré de <http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/discours/2012/3342>
- RNCAN. (2012i). *Sommet canadien de l'énergie 2012*. [Discours]. Récupéré de <http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/discours/2012/3366>
- RNCAN. (2013a). *À l'appui des solides liens qui unissent le Canada et les États-Unis en matière d'énergie et d'environnement*. [Communiqué de presse]. Récupéré de <http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/communiques/2013/1684>
- RNCAN. (2013b). *Budget 2013 : contribuer à la création d'emplois, à la croissance économique et à la prospérité : Discours donné au Board of Trade de Toronto*. [Discours]. Récupéré de <http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/discours/2013/6996>
- RNCAN. (2013d). *Conférence des ministres de l'énergie et des mines de 2013*. [Discours]. Récupéré de <http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/discours/2013/7312>
- RNCAN. (2013e). *Déclaration de l'honorable Joe Oliver, C.P., député, ministre des Ressources naturelles, au sujet de l'oléoduc Keystone XL*. [Communiqué de presse]. Récupéré de <http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/communiques/2013/6812>

- RNCAN. (2013g). *La relation énergétique Canada-États-Unis : Discours devant le Chicago Council on Global Affairs*. [Discours]. Récupéré de <http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/discours/2013/6936>
- RNCAN. (2013h). *Le Canada est un partenaire de renommée mondiale en matière d'énergie, d'emploi et d'environnement*. [Communiqué de presse]. Récupéré de <http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/communiques/2013/6924>
- RNCAN. (2013i). *Le ministre Oliver adresse ses félicitations au nouveau secrétaire à l'Énergie américain*. [Communiqué de presse]. Récupéré de <http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/communiques/2013/7172>
- RNCAN. (2013j). *Le ministre Oliver attire l'attention sur de nouveaux jalons posés en appui au développement responsable des ressources naturelles du Canada*. [Communiqué de presse]. Récupéré de <http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/communiques/2013/1678>
- RNCAN. (2013k). *Le ministre Oliver conclut avec succès sa cinquième visite officielle à Washington*. [Communiqué de presse]. Récupéré de <http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/communiques/2013/7339>
- RNCAN. (2013l). *Le ministre Oliver consolide la position du Canada comme fournisseur d'énergie responsable pour le monde*. [Communiqué de presse]. Récupéré de <http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/communiques/2013/7057>
- RNCAN. (2013m). *Le ministre Oliver fait ressortir le fait que le brut canadien crée de l'emploi de part et d'autre de la frontière*. [Communiqué de presse]. Récupéré de <http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/communiques/2013/1784>
- RNCAN. (2013n). *Le ministre Oliver réitère l'importance des liens entre le Canada et les États-Unis dans les dossiers énergétiques*. [Communiqué de presse]. Récupéré de <http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/communiques/2013/1686>
- RNCAN. (2013o). *Le ministre Oliver se rend à Washington pour favoriser la coopération en matière d'énergie et d'environnement*. [Communiqué de presse]. Récupéré de <http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/communiques/2013/7494>
- RNCAN. (2013p). *Les industries extractives - créer un maximum de retombées pour les citoyens du Canada : Allocution prononcée à l'Université de Calgary*. [Discours]. Récupéré de <http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/discours/2013/1898>
- RNCAN. (2013q). *Pour le ministre Oliver, la relation avec le Canada en matière d'énergie est un investissement dans l'emploi et l'environnement*. [Communiqué de presse]. Récupéré de <http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/communiques/2013/6932>
- RNCAN. (2013r). *Propos du ministre Oliver au sujet de la publication de l'énoncé supplémentaire des incidences environnementales du projet Keystone XL*. [Communiqué de presse]. Récupéré de <http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/communiques/2013/1776>

RNCAN. (2013s). *Relation avec le Canada en matière d'énergie : Discours à la Conférence de la firme de consultants IHS Cambridge Energy Research Associates*. [Discours]. Récupéré de <http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/discours/2013/1886>

RNCAN. (2013t). *Résumé de la rencontre entre le Ministre Joe Oliver et le maire Rahm Emanuel*. [Communiqué de presse]. Récupéré de <http://www.rncan.gc.ca/salle-medias/communiqués/2013/6928>

USDepState. (2011). *Keystone XL Pipeline Project Review Process : Decision to Seek Additional Information*. [Communiqué de presse]. Récupéré de <http://www.state.gov/r/pa/prs/ps/2011/11/176964.htm>

USDeptState. (2012). *Denial of the Keystone XL Pipeline Application*. [Communiqué de presse]. Récupéré de <http://www.state.gov/r/pa/prs/ps/2012/01/181473.htm>



## INDEX

- Bureau du Conseil privé, 1, 5, 20
  - BCP, 5
- Chambre des communes, 5
- Communication gouvernementale, xi, 1, 5,
  - 18, 21, 23, 30, 31, 39, 41-45, 49, 51,
  - 55-57, 60, 61, 108, 111-114, 117
- Communication politique, 45
- Démocratie, 4, 5, 22, 31, 42, 49, 51-54, 57,
  - 105, 117
  - Libérale, 19, 46
  - Occidentale, 11
  - Représentative, 4, 52
- Développement, 115
  - Durable, 115, 116
  - Responsable, 115
- Espace public, 31, 42, 43, 45, 111
- Extractivisme, 9-11, 13-16, 23, 40, 81, 85,
  - 95, 98, 99, 106
- Gouverneur général, 5
- Jacques Ellul, xi, 23, 26, 30-32, 34-39, 52-
  - 54, 56-60, 63, 64, 79, 82, 88, 100,
  - 109-111, 113-115, 117
- Joe Oliver, xi, 2, 7, 15, 60-63, 66, 67, 70, 72,
  - 76, 78, 79, 84, 86, 88-94, 96-101,
  - 103, 105, 108
- Keystone XL, xi, 1, 5, 9, 16, 17, 23, 31, 58,
  - 59, 61-64, 67, 78-86, 96, 103, 106,
  - 109, 113, 114
- Méthodologie, 2
  - Choix raisonné, 2
  - Exploratoire descriptive, 2
  - Non probabiliste, 2
- Monarchie, 5
- Mythes, 34, 35, 59, 116
- Actifs, xi, 1, 35-38, 40, 59, 62, 64, 68,
  - 70, 74, 78, 79, 81, 82, 88-92, 104,
  - 109
- Fondateurs, 62, 68, 81, 86, 89, 91-98,
  - 105
- Modernes, xi, 1, 2, 34, 36, 39, 58-60,
  - 62-65, 76, 79, 81, 82, 84-86, 88,
  - 91, 93, 95, 97, 99, 103, 105, 106,
  - 108-110, 113, 114
- Néolibéralisme, 11-13, 106
- Office national de l'énergie
  - ONÉ, 102
- Office national de l'énergie
  - ONÉ, 116
- Opposition officielle, 4
- Orthopraxie, 36
- Parlement, 4, 5
  - Chambre des communes, 5
  - Monarque, 5
  - Sénat, 5
- Parti conservateur, 1, 2, 6-8, 11, 21, 62, 69
- Parti libéral, 6
- Persuasion, 24-26, 30, 42-44, 50, 55, 57,
  - 113, 117
- Plan d'action économique
  - PAE, 8, 112
- Pouvoir
  - Exécutif, 5
  - Judiciaire, 5
  - Législatif, 5
- Praxéologie, 47
- Propagande, xi, 1, 24, 26, 29-36, 43-45, 47,
  - 49-60, 62, 64, 78, 85, 88, 100, 109,
  - 111, 113, 114, 116-118
- Études de la, 25
- Bonne, 30
- Concept, 24

- Congregatio de Propaganda Fide, 24
- Connotation péjorative, 30
- D'intégration, 57
- Définition de Jacques Elull, 32
- Déni de la, 30
- Désinformation, 30
- D'État, 32, 34
- D'agitation, 33
- D'intégration, 33
- Gouvernementale, 41, 110, 111
- Horizontale, 33
- Incitant à l'action, 57
- Inscrite dans le long terme, 57
- Mensonge, 30, 31
- Modèle de Herman & Chomsky, 20
- Nécessité de, 31, 32
- Organisée, 57
- Origines, 24
- Paradoxe de la, 52
- Politique, 32, 33
- Prépropagande, 33, 36
- Procédés, 114
- Propaganda, 49, 50
- Régimes totalitaires, 30
- Sociologique, 26, 31-33, 35, 117
- Subversive, 33
- Système d'éducation, 36
- Teneur, 1, 2, 61, 63, 65, 109, 113
- Totale, 36, 56
- Verticale, 33
- Protocole de Kyoto, 6
- Sénat, 5
- Société technicienne, 32, 34, 115
- Stephen Harper, xi, 2, 5, 6, 8, 13, 16, 19, 21, 23, 57, 59-64, 66, 67, 70, 74, 79, 93, 98, 108, 113, 114
- Techniques de la propagande
  - L'affirmation, 27
  - L'appel à l'autorité, 28
  - L'argumentation fallacieuse, 27
  - L'identification de l'ennemi, 28
  - L'insulte, 28
- La moindre de deux mauvaises options, 27
- La valorisation sémantique, 27
- Le facteur de popularité, 27
- Le révisionnisme, 27
- Les gens ordinaires, 28
- Les stéréotypes, 28
- Procédés classiques de la rhétorique, 26